



SCIENCE DE LA DURABILITÉ

RECHERCHES PARTICIPATIVES

Volume 4



Réflexion collective coordonnée
par Mina Kleiche-Dray, Maël Goumri et Claire Fréour


Éditions

SCIENCE DE LA DURABILITÉ

RECHERCHES PARTICIPATIVES

Volume 4

Comité de lecture

Valérie Verdier, présidente-directrice générale de l'IRD

Gilles Pecassou, directeur général délégué

Isabelle Benoist, secrétaire générale

Philippe Charvis, directeur délégué à la Science

Gilles Kleitz, directeur délégué adjoint à la science, chargé des sciences de la durabilité

Estienne Rodary, directeur du département SOC

Marie-Lise Sabrié, directrice de la mission Culture scientifique et technologique

SCIENCE DE LA DURABILITÉ

RECHERCHES PARTICIPATIVES

Volume 4

Réflexion collective coordonnée
par Mina Kleiche-Dray, Maël Goumri et Claire Fréour

IRD Éditions

Marseille, 2025

Remerciements

Nous tenons à remercier l'ensemble du personnel scientifique de l'IRD, nos partenaires des Suds et des Nords, ainsi que l'ensemble du personnel d'appui, qui ont permis de rassembler les données pour l'élaboration de ce livret, en particulier l'ensemble des collègues qui ont accepté de partager leur retour d'expérience avec l'ensemble de la planète IRD, ainsi que l'équipe éditoriale. Nous tenons aussi à remercier Andrainolo Ravalihasy (IRD, Ceped) pour son appui statistique.

Coordination éditoriale : Jasmine Portal-Cabanel

Préparation de copie : Stéphanie Quillon

Correction : Romain Costa

Maquette et mise en page : Charlotte Devanz

Photogravure : IGS-CP

Photo de couverture : Une illustration inspirée du style aborigène de peinture par points.

© Adobe Stock/Dedoma

Photo p. 12 : Atelier Phil'eau pour la sensibilisation des jeunes de milieux ruraux aux questions de préservation de l'environnement et à la préservation de l'eau, Saint-Louis, Sénégal.

© IRD/M. Fardau

Photo p. 37-38 : Atelier Phil'eau dans un lycée Ameth, Saint-Louis, Sénégal.

© IRD/Y. Tall

Photo p. 58 : Agriculteur retournant la terre à la houe (projet E-Flows-Moz).

© IRD/D. Rion

Photo p. 100-101 : Érosion côtière à Djogué, dans l'estuaire du fleuve Casamance après la tempête de fin mai 2014.

© IRD/L. Descroix



Publication en libre accès selon les termes de la licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0, consultable à l'adresse suivante : <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr>

Elle autorise toute diffusion de l'œuvre, sous réserve de mentionner les auteurs et les éditeurs et d'intégrer un lien vers la licence CC BY-NC-ND 4.0. Aucune modification n'est autorisée et l'œuvre doit être diffusée dans son intégralité. Aucune exploitation commerciale n'est autorisée.

© IRD, 2025

ISBN papier : 978-2-7099-3094-9

ISBN PDF : 978-2-7099-3095-6

ISBN epub : 978-2-7099-3112-0

SOMMAIRE

8 **Préface**

Valérie Verdier

10 **Introduction**

13 **PARTIE 1**

LES RECHERCHES PARTICIPATIVES DANS LA CO-PRODUCTION DES SCIENCES ET DES SAVOIRS

Mina Kleiche-Dray et Maël Goumri

14 **Méthodologie pour un diagnostic de situation**

14 Contexte et cadrage du diagnostic

17 Un inventaire critique et réflexif

23 **État des lieux de la recherche participative**

23 Un vaste panel de sujets et de domaines de recherche

28 De grandes disparités dans les méthodes et l'implication des populations

30 Les protagonistes de la recherche participative

31 La co-construction au cœur de la recherche participative

34 Les spécificités de la recherche participative dans les Suds

40 **La recherche participative dans les Suds face à son institutionnalisation**

40 L'organisation de la recherche face aux enjeux institutionnels de la recherche participative

46 Des questionnements éthiques majeurs

52 Vers la construction d'un cadre institutionnel partagé ?

55 Quelle nouvelle alliance sciences-recherche-sociétés ?

57 **Bibliographie**

59 **PARTIE 2**

**RETOURS D'EXPÉRIENCE :
GUIDE POUR LES RECHERCHES PARTICIPATIVES**

- 60 **Accompagner les parents dans l'annonce d'une maladie grave aux enfants**
L'expérience des soignants et des patients pour améliorer les pratiques de soin
Fabienne Hejoaka, Ngagne Mbaye, Elhadji Diom, Mohamed Lamine Souané, Adama Fall,
Kandou Coulibaly, Haby Sy Signate, Aminata Diack Mbaye et Astou Diop
- 64 **Interventions nutritionnelles en milieu scolaire**
Des ateliers participatifs sur les défis et les solutions
Mathilde Savy, Agnès Le Port, Housna Hassani, Michelle Holdsworth et Milkah Wanjohi
- 68 **(Re)mettre les populations locales au centre de la production de connaissances**
Étude d'un biofertilisant à base de litière forestière fermentée
Pierre Christen, Victor Abecassis et Joseph Drevone
- 72 **Les connaissances locales**
La domestication des fruitiers tropicaux
Jérôme Duminil, Christèle Icard-Vernière, Stéphanie M. Carrière, Aurore Rimlinger,
Nardis Nkoudou et Joseph Fumtim
- 76 **Renforcer les capacités dans la gestion des ressources de pêche**
L'exploitation artisanale des coquillages au Sénégal
Yoann Thomas et Malick Diouf
- 80 **Lorsque les enfants d'Océanie dessinent la mer et la pêche**
Inclure les enfants dans la recherche en sciences sociales marines
Élodie Fache, Stéphanie M. Carrière, Catherine Sabinot
- 84 **Des jeunes Sénégalais vivant avec le VIH acteurs d'un processus participatif d'empowerment**
Cécile Cames
- 88 **S'engager auprès des personnes vulnérables pour co-produire des connaissances**
VIH et santé sexuelle et reproductive au Laos
Pascale Hancart Petitet
- 92 **Élaborer des communs grâce à la cartographie participative**
Co-construire des futurs territoriaux désirables en Basse-Casamance
Alexandre Badiane, Marie-Christine Cormier-Salem, Luc Descroix et Sané Tidiane Sané
- 96 **Un dialogue socio-environnemental autour des débits de l'Incomati au Mozambique**
Stéphanie Duvail, Dercio Alberto et Dinis Juizo

- 102 **Des musées pour la rencontre des mondes et des savoirs**
Revisiter les collections avec des chercheurs amérindiens
Pascale de Robert
- 106 **Croiser les savoirs avec le théâtre-forum – communication non violente (TF-CNV)**
Le projet « Écoles, familles, quartier » (France, Maroc)
Sophie Lewandowski
- 110 **La co-construction au service d'une action transformatrice**
Les mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil
Isabelle Hillenkamp
- 114 **Pour une recherche interculturelle**
Au service de la diversité et de l'avenir des peuples traditionnels
Sônia Barbosa Magalhães, Laure Empereire et Pascale de Robert
- 118 **Concilier approches critiques et approches engagées**
La justice environnementale au cœur de l'aménagement des plaines inondables
Jean-Philippe Venot
- 122 **Défis et enjeux de la co-production des connaissances face au changement climatique**
Valeria Hernández

PRÉFACE

Valérie Verdier

Présidente-directrice générale de l'IRD

Et si la science ne se faisait plus uniquement sur les sociétés, mais avec elles ?

À l'heure où les sciences font face à des attentes croissantes de la société, les approches participatives apparaissent comme un levier majeur de renouvellement des pratiques scientifiques. En mobilisant les savoirs issus des territoires et en impliquant les citoyens, les communautés et les acteurs de terrain dans la production des connaissances, ces recherches transforment en profondeur les relations entre les sciences et les sociétés. Elles participent pleinement à la construction d'une science ouverte, inclusive et responsable en faisant de ces acteurs non plus des objets d'étude, mais des partenaires à part entière.

Cette approche est un atout pour l'IRD qui promeut depuis 2020 une science de la durabilité basée sur des partenariats équitables et co-construits, interdisciplinaires, résolument tournés vers les besoins des populations locales et ancrés dans des géographies bien précises. Les approches participatives apparaissent ainsi comme une dimension clé de la science de la durabilité et apportent une réponse commune et cohérente aux grands enjeux du développement. En intégrant l'ensemble des parties prenantes dans les dispositifs de recherche, elles contribuent ainsi à une transformation durable des logiques et des pratiques scientifiques.

L'avis du comité Éthique en commun (Inrae, Cirad, Ifremer, IRD), publié en juin 2025, éclaire cet ouvrage et vient appuyer cette dynamique. À travers trois axes majeurs, enjeux épistémiques, éthiques du partenariat et implications sociopolitiques, ce comité rappelle que la recherche participative n'est pas une simple méthode, mais une véritable posture scientifique. Elle constitue un outil de démocratisation de la science, et dix recommandations concrètes sont formulées pour accompagner les chercheurs et les institutions dans ces démarches.

C'est dans cette perspective que j'ai voulu inscrire ce volume 4 des livrets *Science de la durabilité*. À travers deux axes complémentaires, il se penche d'abord sur les pratiques de recherches participatives au sein de l'IRD en mettant particulièrement l'accent sur la co-production des sciences et des savoirs. La première partie propose une analyse méthodologique rigoureuse,

dressant un diagnostic approfondi du contexte, des méthodes et des acteurs impliqués dans ces démarches participatives. Elle souligne la diversité des sujets et la complexité des niveaux d'implication des populations concernées, tout en insistant sur les spécificités des recherches menées dans les pays du Sud. Cet ouvrage met également en lumière les enjeux institutionnels et éthiques que soulève cette approche et invite à la construction d'un cadre commun favorisant une nouvelle alliance entre recherche, sciences et sociétés.

La deuxième partie enrichit ce panorama par un recueil de retours d'expérience concrets, illustrant la variété et la richesse des projets menés localement. Avec des interventions en santé, en nutrition, en gestion des ressources naturelles, ainsi que sur des pratiques artistiques et interculturelles, ces témoignages traduisent l'engagement des chercheurs et des communautés dans une co-construction dynamique des savoirs. Ils témoignent aussi des défis et opportunités rencontrés dans la mobilisation participative, notamment dans un contexte marqué par des transformations sociales, environnementales et climatiques majeures.

Ce volume 4 des livrets *Science de la durabilité* s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à une science ouverte, collaborative et ancrée dans les réalités sociales. Il invite à repenser les relations entre chercheurs et acteurs locaux dans une perspective d'émancipation et de partage des connaissances au service d'une action collective, durable et transformationnelle. Si les sociétés sont gouvernées par les politiques, les unes comme les autres ont besoin de science pour accompagner et éclairer les transformations nécessaires et attendues.

Je tiens à remercier très chaleureusement l'ensemble des coordinateurs et coordinatrices de cette réflexion, des autrices et auteurs, ainsi que les équipes éditoriales mobilisées pour cet ouvrage. Leurs contributions offrent à la fois un éclairage précieux pour les chercheuses et chercheurs déjà engagés dans ces démarches et une inspiration forte pour celles et ceux qui souhaitent s'y consacrer. Ce livret est aussi une invitation à poursuivre, ensemble, le chemin d'une science en dialogue avec le monde.

INTRODUCTION

Le nombre de recherches participatives, associant les non-professionnels de la recherche ou « tiers secteur de la recherche », connaît ces dernières années une accélération sur le terrain et dans les institutions. Cette dynamique intervient à la faveur de l'orientation stratégique de l'IRD vers la science de la durabilité, la réforme de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR) et les mesures de la loi de programmation de la recherche (LPR) pour renouer le pacte entre chercheurs et citoyens, ainsi que la reconnaissance des savoirs locaux par les instances internationales.

L'IRD a décidé d'engager, dès 2020, une réflexion sur les enjeux des recherches participatives et les modalités d'accompagnement institutionnel pour les encourager. Le choix de l'IRD de se tourner vers la science de la durabilité souligne de façon plus spécifique l'importance donnée à l'interdisciplinarité et à l'ancrage territorial des activités de recherche dans les Suds pour répondre aux Objectifs de développement durable (ODD). Cette stratégie qui favorise la co-construction des solutions techniques, sociales et politiques pour répondre aux défis globaux réactive aussi des questionnements liés à la recherche partenariale, valeur centrale de l'IRD. Elle insiste pour réaliser les recherches « avec les Suds » – et plus uniquement « dans les Suds » – y compris en associant des acteurs non professionnels de la recherche (orientations 1 et 2 du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance – Comp), et donc questionne aussi les démarches participatives dans la recherche.

C'est dans ce contexte que l'IRD a engagé un processus de construction d'une stratégie institutionnelle dédiée à la recherche participative. En effet, bien que déjà pleinement impliqué dans les recherches participatives, la dispersion de ses actions dans ce domaine et le manque de réflexion d'ensemble nécessitaient la mise en place d'un cadre institutionnel pertinent. Le livret *Science de la durabilité : recherches participatives* propose de revenir sur cette étape particulière de la vie de l'institut, en retraçant ce processus d'institutionnalisation de la recherche participative à l'IRD au cours des trois dernières années (2022–2024). Il présentera ce vaste chantier, depuis la réalisation d'un état des lieux de la recherche participative au sein de la

planète IRD en 2022, jusqu'à la mise en place des premières actions concrètes à partir de 2023. Dans une première partie, le livret rendra d'abord compte de la réalisation du diagnostic de situation qui révèle la diversité et la richesse des recherches et sciences participatives au sein de l'institut et chez ses partenaires, mais aussi leur hétérogénéité et leur éclatement, les difficultés matérielles auxquelles sont confrontés les acteurs impliqués et les reconfigurations des enjeux de pouvoirs, y compris entre scientifiques et populations concernées. Ensuite, le livret révélera les enjeux de la recherche participative à l'IRD à travers les questionnements éthiques et institutionnels forts sur la place du public dans la recherche, les relations de pouvoirs entre savoirs scientifiques et « savoirs autres », l'organisation de la recherche, mais aussi la manière dont les recherches participatives sont elles-mêmes questionnées par les contextes historiques des Suds. Puis, le livret reviendra sur le processus d'institutionnalisation de la recherche participative. S'appuyant sur ce diagnostic approfondi, l'Institut a en effet engagé une réflexion collégiale et des actions concrètes pour à la fois structurer une communauté de pratiques, définir la conduite à tenir la plus à même de garantir l'intégrité des recherches, et instaurer une relation de confiance avec les populations concernées ou les associations qui les représentent. Seront exposées les premières actions concrètes mises en place pour la construction d'un cadre institutionnel partagé, notamment à travers l'adaptation du cadre administratif, la priorisation d'une saisine sur les questions éthiques, la mise en place d'un cycle de co-formation. La seconde partie du livret présente des retours d'expérience de recherches participatives dans les Suds », en guise de « guide » mis à la disposition de la communauté scientifique et de ses partenaires qui souhaitent s'engager dans la recherche participative dans les Suds.

Par ailleurs, au-delà de la planète IRD, l'institut souhaite par ce livret partager avec l'ensemble de la communauté scientifique nationale et internationale une méthode de construction de stratégie institutionnelle. Nous souhaitons ainsi apporter des clés ou des pistes de réflexion sur l'adaptation de l'organisation, du pilotage et de l'évaluation de la recherche, pour répondre aux questionnements épistémologiques, éthiques et de valeurs sur les manières d'associer les populations concernées par ces recherches.





PARTIE 1

Les recherches participatives dans la co-production des sciences et des savoirs

Quel diagnostic faire sur les pratiques de la recherche participative ?
Quels sont ses enjeux éthiques et institutionnels ?
Les actions concrètes menées au sein de l'IRD contribuent
à la fois à structurer une communauté de pratiques, à définir
les garanties de l'intégrité des recherches et à instaurer la confiance
entre les chercheurs et les publics concernés.

● Méthodologie pour un diagnostic de situation

Contexte et cadrage du diagnostic

Depuis les années 2000, en France, les recherches associant les travaux des chercheurs et des chercheuses institutionnels¹ et les publics concernés par cette recherche ou leurs représentants (tiers secteur de la recherche) dans le but de co-produire des savoirs différents, connaissent un essor tout particulier. Ces manières de faire de la recherche « autrement » prennent des noms très différents (science participative, recherche participative, recherche collaborative, recherche partenariale, recherche interventionnelle, sciences citoyennes, co-recherche, *citizen science*, *lay expertise*, *community based research*, etc.) et s'inscrivent dans une multiplicité de formes et de dispositifs scientifiques. Or les recherches participatives² connaissent une accélération à la faveur du tournant vers la science de la durabilité portée par l'IRD pour atteindre les ODD, ainsi que dans le cadre du renforcement du dialogue sciences-recherche-sociétés depuis la mise en place de la LPR et de la reconnaissance des savoirs locaux par les instances internationales.

La recherche participative renouvelle le dialogue sciences-sociétés

La co-recherche et la co-construction des savoirs multi-acteurs ont en effet acquis une place dans le renouvellement des stratégies et des politiques de la recherche et de l'innovation pour promouvoir la science en France. Cet engagement est soutenu et encouragé par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri) dans le cadre de la LPR et sa traduction dans la feuille de route « Science avec et pour la société » (présentée le 30 avril 2021 au Muséum national d'histoire naturelle). Celle-ci incite l'ESR à renforcer le dialogue sciences-recherche-sociétés en mettant en œuvre des programmes de recherche favorisant l'association des non-professionnels de la recherche dans les démarches de recherche pour être plus inclusives des différents publics et créer des espaces d'interface entre sciences et sociétés. Il ne s'agit donc

¹ • Dans la suite du livret, nous utiliserons l'abréviation CH pour désigner l'ensemble du personnel scientifique professionnel incluant chercheurs et chercheuses, ingénieurs et ingénieures, (post)doctorants et (post)doctorantes. Parfois nous utiliserons le terme IRE, pour les ingénieurs et les ingénieures, quand cette catégorie statutaire est concernée en particulier.

² • Tout au long du livret, nous utiliserons le terme de recherche participative au singulier ou pluriel. Cependant nous attirons l'attention que, dans le cadre de l'enquête, nous avons délibérément choisi le terme de démarche(s) participative(s) afin d'inclure toutes les recherches qui associent des non-professionnels et pour lesquels la communauté des scientifiques utilise d'autres termes comme ceux cités à la suite dans la partie 2.

plus de médiation de la science – au cœur de la loi du 22 juillet 2013 qui avait souligné l'importance de « favoriser les interactions entre sciences et sociétés » –, mais de médiation de la recherche, qui implique une co-production des savoirs et une structuration d'un tiers secteur de la recherche composé de collectifs citoyens ou d'acteurs de la société civile. La recherche participative et la mise en place de dispositifs pour son accompagnement occupent donc une position centrale dans ce mouvement d'implication des acteurs non scientifiques et de transformation des pratiques scientifiques. Ce mouvement de formalisation des relations sciences-recherche-sociétés s'inscrit aussi dans l'agenda des instances européennes (mission Horizon Europe) et internationales.

La recherche participative au prisme des enjeux d'inégalités Sud-Nord

Or l'IRD, en plus de son engagement historique dans la recherche participative, s'est lancé, depuis plusieurs années maintenant, dans une politique volontariste de constitution d'une communauté de pratiques. L'objectif est de favoriser une recherche partenariale et participative innovante et exigeante dans le contexte très spécifique des pays du Sud. Cette politique s'est traduite en particulier par l'adhésion en 2017 de l'IRD à l'Alliance sciences sociétés (Alliss) qui rassemble de nombreux établissements publics d'enseignement supérieur et de la recherche engagés dans une démarche participative et d'engagement de la « société civile » dans la recherche. L'IRD a aussi engagé une vraie réflexion en interne en mettant en place le groupe de travail « Recherche participative et Sud³ » (GT RP&Sud) fin 2020. De plus, l'IRD a orienté dans ce sens plusieurs des appels à projets auxquels il contribue, à l'instar des appels « Sciences frugales CNRS/IRD » ou « Sciences avec et pour la société » de l'Agence nationale de la recherche (ANR).

En 2020, le choix de l'IRD de se tourner vers la science de la durabilité, en mettant au centre l'interdisciplinarité, spécifie sa participation à cette dynamique nationale et internationale, en soulignant la nécessité de proposer des solutions qui soient aussi durables qu'adaptées aux contextes particuliers dans lesquels elles s'inscrivent. La science de la durabilité invite donc à questionner la capacité de notre système de production scientifique à renouveler à la fois les rapports entre sciences de la nature et sciences sociales et ses rapports aux savoirs « autres » pour répondre aux enjeux socio-environnementaux. Cette stratégie scientifique, guidée par les enjeux croissants que les multiples crises écologiques engendrent, souligne, en effet, l'importance de l'interdisciplinarité et de l'ancrage territorial des activités de recherche dans les Suds pour répondre aux ODD. En favorisant la co-construction des solutions techniques et politiques pour répondre aux défis globaux, la science de la durabilité réactive aussi des questionnements liés à la recherche partenariale, valeur centrale de l'IRD. Elle invite ainsi à ne plus simplement

³ • Le groupe de travail 2020-2024, piloté par le département scientifique de l'IRD Sociétés et mondialisation (SOC), était composé de : Mina Kleiche-Dray (DSA du département SOC), Maël Goumri (chargé de projet, SOC), Bernard Moizo (UMR Sens), Laure Empereira (UMR Paloc), Laurent Vidal (UMR Sesstim et représentant Mali), Stéphanie M. Carrière (UMR Sens) et Amel Djaffar (chargée de mission, SOC).

faire des recherches « dans les Suds » mais à les réaliser « avec les Suds », y compris en associant des acteurs non professionnels de la recherche (orientations 1 et 2 du Comp) pour un partenaire juste et équitable. La recherche participative est appelée à être mobilisée dans la construction des communautés de savoirs, briques constitutives de la science de la durabilité pour « systématiser la co-construction de programmes et de projets de recherche en créant des passerelles pour un dialogue multi-acteurs, valorisant les savoirs pluriels et ouvrant un espace d'écoute et d'échange informé, juste et équitable » (objectif 1.1 du Comp).

La recherche participative au centre du partenariat équitable et solidaire

En effet, les démarches participatives dans la recherche prennent un sens particulier à l'IRD du fait de l'objet même des recherches menées sur les Suds dans un contexte post-colonial. Si aujourd'hui l'objectif de l'IRD est bien la co-recherche et la co-production des savoirs multi-acteurs pour et avec les Suds, l'application de méthodes et de problématiques de recherche conçues et pensées dans le Nord peut être vue comme un problème éthique majeur et produire des savoirs qui ne sont pas toujours utiles et orientés dans une perspective Sud.

Ainsi les recherches participatives, autant qu'elles concernent de vastes domaines d'action et des questionnements sur la pauvreté, l'alimentation, l'habitat, la santé, l'éducation, l'environnement à la démocratie, peuvent permettre de mieux calquer les agendas des chercheurs de la planète IRD sur les priorités identifiées localement. En effet, dans les Suds, la co-recherche, plus souvent dénommée recherche-action participative ou recherche interculturelle d'abord inscrite dans une démarche de science engagée auprès des populations les plus vulnérables, est aujourd'hui intégrée dans de nombreux agendas politiques nationaux en vue de la construction de sociétés plus inclusives où la justice épistémique, à la fois entre scientifiques et non-scientifiques et entre Nord et Sud, devient un enjeu central.

Ces agendas des instances internationales (Convention de la diversité biologique, Déclarations des droits des peuples autochtones, des paysans, des afro- descendants, IPBES, GIEC, Convention citoyenne pour le climat), parfois articulés aux processus de reconnaissance des savoirs des populations en situation minoritaire promeuvent la capacité des savoirs qualifiés de locaux à répondre aux grands défis globaux.

Qu'ils s'agissent des populations autochtones et paysannes ou des femmes du fait de leurs interactions privilégiées avec l'environnement, ces « sachants » sont reconnus dans leurs capacités à développer des savoirs particuliers (expérientiels, profanes, érudits) sur les humains et les non-humains ; savoirs qui jouent un rôle central dans les enjeux planétaires, notamment dans le maintien de la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. Au-delà, les recherches participatives portées par des acteurs et actrices aux visions du monde, aux discours, aux pratiques différentes et variées sont reconnues dans ces instances pour œuvrer plus généralement à réduire la polarisation des savoirs par les sciences et les technologies. La recherche participative

place de fait la justice épistémique au cœur des enjeux de justice sociale majeurs pour les sociétés de demain. En même temps, du fait des enjeux épistémiques et méthodologiques qu'elle pose à la science, la recherche participative est aujourd'hui aussi au centre des débats intellectuels des communautés scientifiques internationales.

C'est dans ce contexte que l'IRD a engagé un processus de construction d'une stratégie institutionnelle dédiée à la recherche participative. En effet, bien que pleinement impliqué dans les recherches participatives, la dispersion de ses actions dans ce domaine et le manque de réflexion d'ensemble nécessitaient la réalisation d'un diagnostic de situation pour la mise en place d'un cadre institutionnel pertinent à l'échelle de l'institut.

Un inventaire critique et réflexif

Ce vaste chantier piloté par le département scientifique SOC de l'IRD et mené par le groupe de travail RP&Suds a débuté en 2022 par la réalisation d'un inventaire visant à mieux caractériser les démarches participatives existantes afin d'obtenir des données factuelles qualitatives et quantitatives. L'idée était notamment de compléter l'étude préliminaire de 2019 « la recherche participative au pluriel, quel sens pour les chercheuses et chercheurs de l'IRD ? » (LUNEAU, 2019), travail qualitatif réalisé à partir d'une quinzaine de programmes de recherche participative souvent pionniers ; d'appuyer les réflexions menées par le groupe de travail RP&Suds ; et d'obtenir un état des lieux ou un diagnostic de situation avec des données factuelles qualitatives et quantitatives pour fonder une réflexion collective robuste indispensable à la construction d'une stratégie institutionnelle dédiée.

L'étude préliminaire avait permis de montrer la pluralité des pratiques existantes à l'IRD, mais également de mettre en évidence un besoin d'accompagnement spécifique et de reconnaissance au sein de l'institut. L'état des lieux proposait d'aller plus loin, en documentant les représentations des différentes parties prenantes et en mettant en exergue de manière plus systématique les besoins et attentes des acteurs de la recherche participative vis-à-vis de l'IRD. Il visait à présenter une cartographie exhaustive pour proposer des actions concrètes immédiates et des pistes de réflexion, afin d'inclure la démarche participative dans la recherche au sein du projet scientifique de l'IRD autour de la science de la durabilité.

Une méthode inclusive *ad hoc*

Une telle étude n'avait encore jamais été réalisée, et s'est trouvée complexifiée par la structure partenariale de l'IRD. Si l'accès aux agents de l'institution n'a pas posé de problème, l'accès aux partenaires, notamment ceux constituant le vaste réseau partenarial dans les Suds, est loin d'avoir été simple. Aussi, pour pallier cette difficulté, des outils méthodologiques ont été empruntés aux sciences sociales avec à la fois des études quantitatives et qualitatives et un retour réflexif avec les participants à l'étude, l'ensemble de la communauté scientifique et un

échange continu au sein de la gouvernance. Cette méthode s'est basée à la fois sur la diffusion d'un questionnaire auprès de la planète IRD, la réalisation d'entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon ciblé et une recherche documentaire sur les programmes dédiés. Ces activités ont été complétées tout au long de l'enquête à travers les contacts pris de façon formelle et informelle avec la communauté scientifique de la planète IRD, une restitution et un partage des résultats et des premières analyses avec la communauté scientifique de la planète IRD et plusieurs partenaires des Suds comme du Nord. Elles ont aussi été rythmées, tout au long de leur réalisation, par plusieurs moments d'échanges avec la gouvernance, les différents services et instances de l'IRD, qui ont été autant de moments de réflexion et d'échanges qui ont approfondi l'analyse.

Il nous semble important de revenir ici sur la mise en œuvre de la méthode et sur les premiers résultats des profils des CH qui ont répondu au questionnaire avant de passer à l'analyse dans les chapitres 2 et 3.

Le questionnaire sur les pratiques participatives « Vers une science avec et pour les sociétés en contexte Sud : les pratiques participatives dans la co-production des sciences et des savoirs à l'IRD », co-construit par le groupe de travail RP&Suds et en concentration avec plusieurs CH de l'IRD, visait, d'une part, à identifier les actions de recherche existantes et, d'autre part, à récolter des éléments quantitatifs et qualitatifs sur les recherches participatives à l'IRD. Ces résultats ont été complétés par la suite par une enquête qualitative sur la base d'entretiens semi-dirigés réalisés avec les CH qui ont bien voulu être contactés à cette fin après avoir répondu au questionnaire. Le questionnaire, proposé en français, en anglais, en espagnol et en portugais, a été diffusé sur la planète IRD via un envoi général aux directions d'unité, ainsi qu'un envoi aux représentations de l'IRD aux Suds dans les pays partenaires, qui ont ensuite renvoyé le mail aux membres des unités en précisant qu'il était à destination du personnel scientifique de l'IRD et de ses partenaires, qu'ils soient impliqués dans une démarche participative ou non. L'objectif était que la population cible soit la plus inclusive possible. Par conséquent, le questionnaire était destiné aux chercheuses et chercheurs, ingénieurs et ingénieures titulaires ou en CDD, ainsi qu'aux doctorants et postdoctorants affiliés aux UMR sous tutelle IRD et à leurs partenaires. La notion de « démarche participative » a été volontairement laissée ouverte de manière à ne pas guider la représentation des répondants et qu'ils puissent exprimer librement ce qu'ils mettaient derrière ce terme, à la fois en termes de représentation (quels mots-clés cela vous évoque-t-il ?), mais également en termes de pratiques (comment avez-vous conduit votre recherche ?).

Les résultats

Le questionnaire a reçu en tout 272 réponses exploitables, incluant des réponses complètes ou partielles. La majorité des répondants (168) sont affiliés à l'IRD (dont 15 % d'ingénieurs). Les 104 autres répondants sont affiliés à des institutions partenaires impliquées dans au moins une UMR IRD (principalement CNRS, universités, Inrae, Cirad, etc.). En comparaison avec la population

cible à l'IRD de 876 personnels scientifiques (IRD, 2020), l'enquête a reçu un taux de réponse de près de 20 %. Avec 44 % de réponses, le personnel scientifique féminin de l'IRD est sur-représenté, ainsi que les CH seniors/DR et les agents les plus âgés. Les personnes étant allées au bout du questionnaire ont été invitées à indiquer leur genre ; les 197 réponses complètes venaient de 83 femmes (44 %), de 104 hommes (66 %) et de 9 personnes ne souhaitant pas communiquer cette information ou ne se reconnaissant pas dans l'un de ces deux genres. Même si ces résultats concernent l'ensemble des répondants, qu'ils soient ou non de l'IRD, une comparaison avec le *Bilan social* de l'IRD de 2020 permet de questionner l'échantillon. En 2020, le corps des chercheurs et chercheuses (CH) de l'IRD était composé à 36 % de femmes, et celui des ingénieurs et ingénieures de recherche (IR) était féminisé à hauteur de 40 %. On retrouve ainsi une légère sur-représentation des femmes dans l'échantillon du questionnaire en comparaison à la population générale des chercheurs et ingénieurs de l'IRD.

Le questionnaire a, de façon majoritaire, touché les CH titulaires, qu'ils soient chargés de recherche (CR), directeurs de recherche (DR), maîtres de conférences (MCF) ou professeurs (PR). Ces catégories ont été élargies pour tenir compte de l'absence de distinction entre CR et DR dans certaines institutions (Inrae notamment), mais également pour intégrer certains grades étrangers en les considérant comme CR des CH dits juniors, c'est-à-dire embauchés depuis moins de cinq ans, et DR des CH seniors avec de l'expérience et plus avancés dans leurs carrières.

Répartition des grades des 272 répondants

Chargé de recherche (ou chercheur junior) : 79

Directeur de recherche (ou chercheur senior) : 69

Maître de conférences (ou *assistant professor*) : 33

Professeur : 13

Doctorant : 11

Postdoctorant : 17

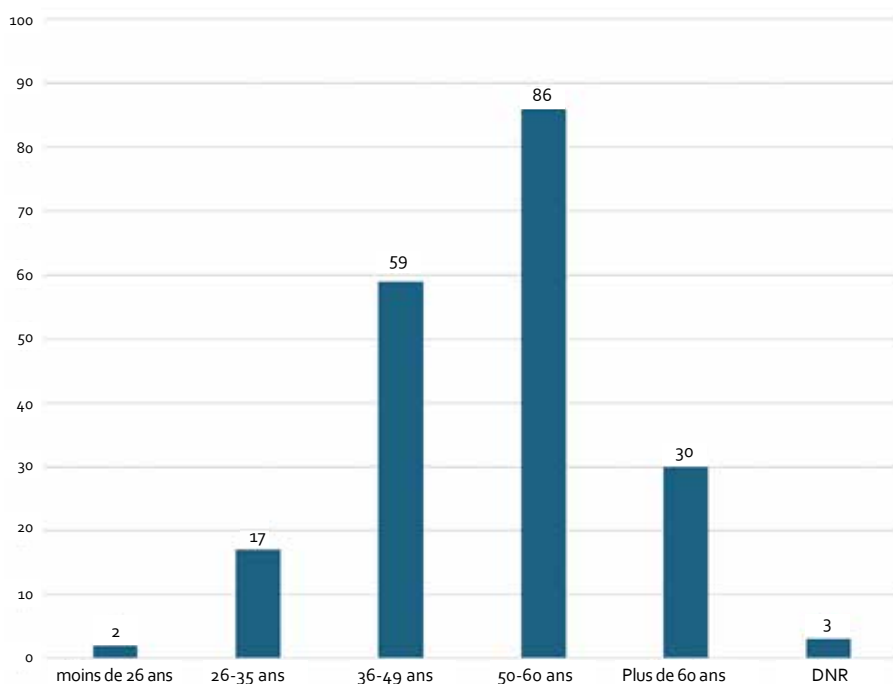
Ingénieur de recherche : 26

Ingénieur d'étude : 7

Autres (chercheur associé/invité, programme « Pause », prestataire, sans poste, etc.) : 8

Inconnu : 9

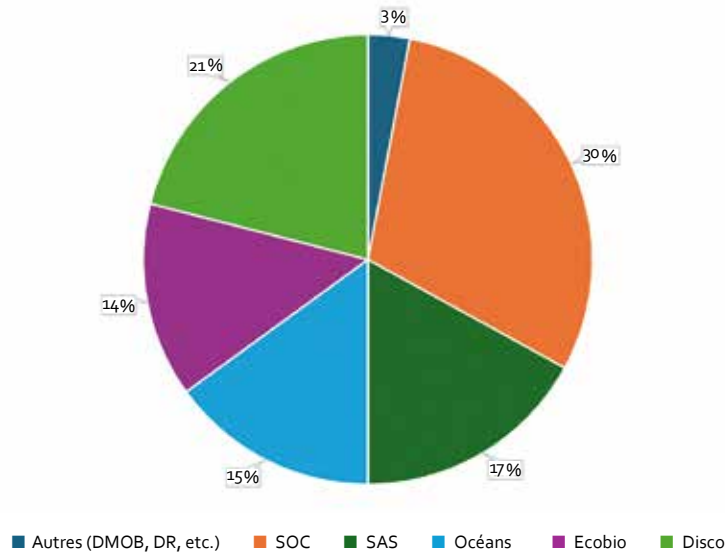
Concernant les âges, il y a une légère sur-représentation des CH et IRE situés dans la tranche d'âge 50 à 60 ans (86 sur les 197 personnes ayant communiqué leur âge), ce qui correspond également aux tranches d'âge les plus représentées dans le *Bilan social* de l'IRD de 2020, où les



Répartition des 197 répondants par tranches d'âge.

tranches d'âge 45-54 et plus de 55 ans sont les plus représentées avec respectivement 218 et 598 agents. Rappelons notamment que la moyenne d'âge des CH fonctionnaires titulaires à l'IRD est de 51,5 ans. Néanmoins, en raison de catégories différentes entre le questionnaire et le *Bilan social* de l'IRD (2020), il est difficile de produire une comparaison exacte des résultats de l'enquête et celles des chiffres de l'IRD.

Concernant les départements de l'IRD représentés, on notera une sur-représentation des départements SOC et Disco qui représentent respectivement 30 % et 21 % des réponses, alors qu'ils rassemblent respectivement 15 % et 12 % des CH dans le *Bilan social* de l'IRD. Ce résultat peut s'expliquer, pour le département SOC, par une présence historiquement ancrée des recherches participatives sur les questions sociétales et par le fait que plusieurs disciplines de sciences humaines et sociales ont porté la question de la participation, comme la sociologie ou l'anthropologie notamment. La sur-représentation du département Disco est plus surprenante mais s'explique probablement par une attention plus grande portée au questionnaire, notamment par les



Répartition des réponses IRD en fonction du département scientifique.

personnes n'ayant pas mené de recherche participative, les trois quarts des répondants, contre un peu plus de la moitié sur l'ensemble des répondants, dans l'ensemble des départements.

Comme tout dispositif empirique, ce questionnaire a atteint des limites. Tout d'abord, il est en grande partie passé à côté des collègues du Sud qui ont été très peu nombreux à répondre au questionnaire. Seules deux affiliations déclarées étaient à l'étranger. Par ailleurs, les réponses reçues viennent majoritairement de France métropolitaine, puisque nous n'avons reçu que 9 réponses de l'outre-mer. Le questionnaire a été très majoritairement envoyé en français. Seuls 3 répondants ont choisi l'anglais et 1 seul l'espagnol. On peut faire l'hypothèse que le questionnaire a été vu comme étant destiné aux agents de l'IRD ayant mis en œuvre une démarche participative, et ce malgré le texte de présentation. Par ailleurs, il a principalement touché les chercheurs les plus installés dans une carrière stable, et probablement dans des collectifs de recherche plus resserrés. La durée annoncée, d'environ vingt minutes, a peut-être été un frein aux réponses, notamment pour les personnes n'étant pas engagées dans une démarche participative, ou peu au fait de ce type de démarche. Enfin le contexte sanitaire particulier dans lequel ce questionnaire a circulé, avec des incertitudes, mais également une surcharge de travail pour l'ensemble des membres de l'ESR a probablement limité le nombre de réponses obtenues.

Ce questionnaire a également permis de prendre contact avec des CH volontaires pour expliquer leur démarche dans le cadre d'entretiens semi-directifs. 33 CH utilisant des démarches participatives ont ainsi été interviewés pour compléter les démarches quantitatives par une approche qualitative. Par ailleurs, et souhaitant donner une place au tiers secteur de la recherche, cette étude s'appuie aussi sur 6 entretiens semi-directifs menés avec des non-professionnels de la recherche. En complément, des entretiens ont aussi été menés avec le département Mobilisation de la recherche et de l'innovation pour le développement (Dmob) du pôle Développement, qui joue un rôle particulièrement important dans la mise en place de structures multi-acteurs au sein de l'IRD. Ces entretiens, 40 au total, se sont déroulés en ligne et sur le terrain, à Bondy et Marseille ainsi qu'au Sénégal, où un séjour prolongé a permis de suivre une équipe de chercheurs impliqués dans un programme sur la biodiversité. L'ensemble des résultats récoltés ont été complétés grâce aux remarques et discussions ouvertes lors de leur présentation publique dans la journée d'étude « Les recherches participatives à l'IRD, vers un cadre partagé ? » (SOC, 25 novembre 2025, MSH Sud Marseille), de leur restitution au cours de la réunion hebdomadaire de la gouvernance (PSM, 17 janvier 2023), de la journée de sensibilisation à la recherche participative (Marseille, 12 juin 2023), la mise en place d'un cycle de formation 2023-2025 et l'accompagnement par le département SOC de la communauté scientifique à la réalisation de fiches de retour d'expérience comme un « guide de pratiques à la RP&Suds ».

Ce sont donc les résultats de l'enquête et de l'ensemble des réflexions partagées collectivement qui ont conduit à établir le diagnostic de situation, la mise en place d'un cadre institutionnel, la mise en place d'actions concrètes à court terme et les pistes de réflexion pour poursuivre la mise en place d'une gouvernance partagée de la recherche participative (RP) au sein de l'IRD que nous proposons de développer à la suite.

• État des lieux de la recherche participative

Un vaste panel de sujets et de domaines de recherche

Le recensement des actions de recherche participative a identifié 114 démarches participatives qui ont pris place dans des programmes de recherche. De fait, cet état des lieux a pu laisser de côté les pratiques individuelles qui n'ont pas toujours pris une place dans un programme plus large. Sur les 228 personnes ayant répondu à la question : « Avez-vous déjà mobilisé une démarche participative en dehors de L'IRD ? », 134 ont déclaré avoir déjà mobilisé d'une façon ou d'une autre une démarche participative, y compris en dehors de la recherche à l'IRD.

À propos de la mise en œuvre de la recherche participative

Avez-vous, au cours des cinq dernières années, avec l'IRD, mis en œuvre ou participé à un ou plusieurs projets de recherche adoptant, selon vous, une pratique participative en lien avec les Suds ?

Oui : 130/276 (47 %)

Non : 146/276 (53 %)

Dans vos recherches passées, avez-vous déjà impliqué des acteurs non scientifiques de manière générale (notamment en dehors de l'IRD) ?

Oui : 134/228 (59 %)

Non : 94/228 (41 %)

Remarque : Le nombre de personnes ayant répondu à ces deux questions est différent en raison des abandons en cours du questionnaire. Les réponses partielles ont néanmoins été intégrées au traitement dès lors qu'elles étaient exploitables.

Ces chiffres peuvent laisser à penser qu'environ la moitié des CH et IRE de l'IRD ont déjà mobilisé des démarches participatives dans le cadre de leurs recherches. Ce résultat doit néanmoins être pris avec du recul, le questionnaire ayant certainement davantage attiré l'attention des personnels IRD impliqués dans la recherche participative au sein de la planète IRD. Les CH et IRE ayant mobilisé une démarche participative ont également davantage répondu que ceux n'en ayant jamais mobilisé.

Néanmoins, il permet de constater un certain dynamisme de ces pratiques ainsi qu'une certaine diversité. En effet, si certains domaines sont très représentés, à l'instar de la biodiversité historiquement très encline à mobiliser des démarches participatives, l'enquête a montré une représentation de la plupart des domaines de l'IRD dans ces démarches, et ce y compris pour des domaines en apparence éloignés des questions de participation, à l'instar des sciences de la Terre (la volcanologie en particulier). Les trois premiers domaines représentés dans les programmes de recherche sont l'environnement, la biodiversité et la santé, qui sont historiquement des domaines où les démarches participatives sont instituées, que ce soit pour faciliter l'acquisition de données avec le recours aux « amateurs » (notamment sur l'observation de la biodiversité) ou pour participer à un mouvement social en lien avec l'environnement (OLLITRAULT et JOUZEL, 2015 ; CHARVOLIN, 2019). La santé est également un domaine où la participation a pris place depuis des décennies maintenant avec plusieurs combats en faveur de la reconnaissance de certaines maladies et de leur prise en charge institutionnelle, notamment le VIH (EPSTEIN, 1996 ; AKRICH *et al.*, 2013).

La différence entre biodiversité et environnement est parfois ténue. Les programmes de recherche visant principalement à documenter les espèces animales ou végétales ont été classés dans « biodiversité ». À l'inverse, la catégorie environnement, plus large, intègre précisément les liens entre l'état d'un milieu ou d'une ressource et les activités humaines. Il s'agit en particulier des programmes visant à gérer de façon collective une ressource naturelle. Il est à noter que beaucoup de programmes classés dans environnement ont recours à des approches de sciences sociales en complément des sciences du vivant (gestion des ressources naturelles, etc.) et mobilisent ainsi une transdisciplinarité.

Les résultats de ces enquêtes ont été complétés par une collecte systématique des actions de recherche participative listées sur le site Internet de l'IRD ainsi que des publications qui y sont associées. L'ensemble rend compte de domaines au carrefour de différentes disciplines. D'une part, de nombreux programmes de recherche sur l'environnement impliquent des sciences sociales ou une réflexion substantielle sur les liens avec la société (notamment autour des thématiques de gestion d'un milieu ou d'une ressource naturelle), et, d'autre part, plusieurs domaines sont à cheval sur plusieurs problématiques, à l'instar des questions de « santé-environnement » mises en évidence par plusieurs programmes de recherche.

C'est notamment le cas de la zoonose qui est traitée par trois programmes de recherche participatifs (Scaria, Prezode, PPSE)¹. Ces sujets transversaux entre les sciences du vivant travaillant sur la transmission de la maladie et les sciences sociales travaillant sur les conditions de vie et d'existence des populations qui en sont affectées, se prêtent particulièrement bien à la recherche participative. Ces programmes transdisciplinaires permettent de mettre en perspective les questionnements des différentes

¹ • Scaria : <https://www.ird.fr/attenuation-communautaire-de-defis-lies-aux-rongeurs-en-milieu-urbain-africain>

Prezode : <https://www.ird.fr/initiative-prezode-pour-une-cooperation-internationale-prometteuse>

PPSE : <https://www.ird.fr/la-premiere-plateforme-portuaire-publique-privee-technique-et-operationnelle-de-surveillance>

Liste et répartition des 114 projets de recherche selon les domaines

Disciplines	Nombre
Biodiversité	23
Environnement	22
Santé	17
Agroécologie	13
Société (dont risques technologiques)	11
Langue/patrimoine (dont art)	6
Sciences de la Terre	4
Entrepreneuriat	3
Gouvernance	3
Zoonose	3
Climat	3
Infrastructure numérique/tiers-lieux	3
Sciences de la durabilité	1
Inconnu	2
Total	114

disciplines et de proposer des solutions activant autant des leviers médicaux que des leviers sociaux, notamment de prévention de la transmission des maladies par une amélioration des conditions de vie des populations ou des actions de sensibilisation s'intégrant dans le contexte social et culturel concerné. Enfin, les questions agroécologiques sont particulièrement représentées dans les projets de recherche participative (« ANR GENgiBRE » – Rapport à la nature et égalité de genre. Une contribution à la théorie critique à partir de pratiques et mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil)².

Ainsi de nombreux projets permettent la rencontre de différentes disciplines en traitant simultanément des questions de sciences dites « dures » ou du vivant et de sciences humaines et sociales autour de problématiques pratiques (maladies, agriculture, environnement, etc.) qui impliquent elles-mêmes des questionnements scientifiques, sociétaux et humains. Il s'agit d'une vertu des recherches participatives – qui a pu être observée au cours de l'étude – que d'encourager la mobilisation de différentes disciplines, parfois éloignées, autour d'un même problème scientifique et social.

² • <https://www.ird.fr/lancement-du-projet-gengibre>

Exemples de programmes de recherche participative

Secteurs	Programmes	Contenus
Environnement	« DeWorm3 » (département SAS/Merit) : https://www.lmicons-helm.fr/blog/2024/12/17/restitution-des-resultats-du-projet-deworm3/ Metmut « La pêche thonière tropicale entre productivisme et durabilité : un métier en mutation » (département SOC/Sens) : https://www.umar-sens.fr/-/metmut	Évaluation d'une approche communautaire d'administration massive de médicaments visant à interrompre la transmission des helminthes transmis par le sol. Le projet vise à rendre compte de la multi-localisation de la pêche thonière, entre les ports d'attache de Bretagne, les espaces de pêche hauturière en zone tropicale, les ports de débarquement (Abidjan et Port-Victoria) et les instances de régulations à l'échelon national et européen.
Biodiversité	Oreanet « Oceania Regional Acanthaster Network » (département Oceans/Entropie) : https://www.ird.fr/oreanet-le-reseau-de-surveillance-citoyen-des-acanthasters-est-de-retour LMI Mikaroka « Observatoire de la biodiversité marine côtière, de ses usages, et de sa vulnérabilité à Madagascar » (département Oceans/Entropie) : https://www.ird.fr/lmi-mikaroka-observatoire-de-la-biodiversite-marine-et-cotiere-et-de-ses-usages-madagascar	Suivi participatif des densités des étoiles de mer corallivore <i>Acanthaster</i> en Nouvelle-Calédonie. Réseau de surveillance citoyen. Observatoire de la biodiversité marine côtière et de ses usages à Madagascar.
Santé	« Migrations, mobilités et vulnérabilités infectieuses au VIH. Une approche collaborative et multidisciplinaire au Laos » (département SAS/Transvihmi) JEAI Ciirex « Cancer, infections, inflammations et systèmes REDOX » (département SAS/Pharmadev) : https://www.ird.fr/jeai-ciirex-cancer-infections-inflammations-et-systemes-redox	Fournir des connaissances tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif sur la manière dont le parcours individuel, par opposition aux changements sociaux et aux processus et pratiques sociaux liés à la migration, est lié à la vulnérabilité et à l'infection par le VIH/IST au Laos. Développement de moyens techniques pour une valorisation pharmacologique de plantes médicinales dans les Suds.

Société	ANR Rima « inégalités, radicalités et citoyennetés féminines : religiosités islamiques concurrentielles au Maghreb et Afrique de l'Ouest islamisée » (département SOC/Imaf) : https://anrrima.hypotheses.org/ Podcast « Jakarta on the road » (département SOC)	Étude des mobilisations sociales des femmes par le religieux (islam) en Afrique de l'Ouest et au Maghreb. Histoire de la moto au Sénégal.
Sciences de la Terre	ANR Remake « Seismic Risk in Ecuador: Mitigation, Anticipation and Knowledge of Earthquakes » (département Disco/Geoazur) : https://geoazur.oca.eu/en/research-geoazur/2157-remake-en « Évaluation des aléas volcaniques dans les pays andins » (département Disco/LMV)	Actions à la suite du séisme en Équateur en 2016. Déterminer la fréquence, la magnitude et la typologie des éruptions et évaluer les aléas associés.
Zoonoses	Scaria-Projet « Towards Sustainable Community-Based Mitigation of Rodent Issues in African Cities » (département Écobio/CBGP) : https://www.ird.fr/attenuation-communautaire-de-defis-lies-aux-rongeurs-en-milieu-urbain-africain Prezode « Preventing Zoonotic Disease Emergence » (département SAS/Mivegec) : https://www.ird.fr/initiative-prezode-pour-une-cooperation-internationale-prometteuse	Atténuation communautaire des impacts socio-économiques et sanitaires des rongeurs dans les villes africaines. Prévenir les risques d'émergences zoonotiques et de pandémies.
Agroécologie	Projet Ramses II « Leap-Agri Roles of Agroforestry in sustainable intensification of small farMs and food Security for Societies in West Africa » (département Écobio / ECO&SOLS) ANR GENgiBRe (département SOC/Cessma) : https://www.ird.fr/lancement-du-projet-gengibre	Fournir des scénarios innovants pour la gestion de l'intensification durable des parcs agroforestiers co-construits avec les parties prenantes pour maximiser et soutenir leur adoption. Ce projet de recherche-action vise à comprendre le rapport à la nature de femmes engagées dans l'agroécologie et dans les mouvements féministes au Brésil.

Derrière ce vaste panel de sujets et de domaines de recherche se cachent cependant de fortes disparités de méthodes. Si certaines disciplines sont très familières des questions de recherche participative, il s'agit d'une approche bien plus nouvelle pour les sciences dites « exactes » ou du vivant et de la matière qui conduit à une implication différente des non-professionnels de la recherche.

De grandes disparités dans les méthodes et l'implication des populations

La diversité des pratiques mises en œuvre par les démarches participatives se traduit donc par une mobilisation des acteurs non scientifiques de la recherche à des degrés divers en fonction des programmes.

Notre enquête a fait ressortir que ces non-professionnels de la recherche sont très souvent les populations locales ou leurs représentants communautaires ou associatifs locaux (86/159) – les ONG ont été peu citées (6/159), à peu près autant que les acteurs du gouvernement (7/159) –, et dans une moindre part les acteurs de l'économie sociale et solidaire (33/159). Par ailleurs, le panel de recherche identifié s'étend des projets mobilisant des techniques considérées comme non participatives en sciences sociales (entretiens, questionnaires, etc.) à des pratiques très intégrées où les non-professionnels de la recherche sont associés à l'ensemble des phases de la recherche.

Ce constat n'est pas celui de dire que certaines démarches sont « faussement participatives », mais bien plus de considérer qu'elles n'ont pas toutes les mêmes niveaux de maturité ou d'ambition concernant la participation. Il faut, en particulier, noter que certains programmes avec une grande visibilité, ayant réussi à mobiliser les non-professionnels de la recherche à de nombreux stades, sont bien souvent partis d'une ambition bien plus modeste. C'est le cas du programme « Femmes et coquillages » devenu « Obsaloum ». Il en est de même du projet de plateforme portuaire publique-privée technique et opérationnelle de surveillance environnementale (PPSE) du port de Cotonou, qui a ensuite permis d'étendre les recherches sur les espèces invasives, en particulier les rongeurs, à d'autres pays africains.

Cette différence de pratiques peut s'observer à l'aune des réponses apportées au questionnaire diffusé en ligne. L'une des premières questions était : « Avez-vous, au cours de ces cinq dernières années, avec l'IRD, mis en œuvre ou participé à un ou plusieurs projets de recherche adoptant, selon vous, une pratique participative en lien avec les Suds ? »

Les personnes répondant « oui » étaient ensuite invitées à décrire leur projet de recherche « le plus significatif » parmi ceux auxquels la personne a pris part en répondant à plusieurs questions. 89 programmes de recherche considérés comme « les plus significatifs » ont ainsi été identifiés. Une écrasante majorité de ces 89 programmes de recherche a mobilisé les populations concernées ou leurs représentants pour la phase de « collecte de données » de la recherche (73 démarches sur 89),

suivie de phases de « restitution » avec 61 programmes sur 89, puis de moments de « cadrage de la recherche » (48/89).

À l'inverse, la recherche bibliographique (6), les publications (25) et l'analyse des données (28) sont les trois stades où les non-professionnels de la recherche sont le moins impliqués dans les démarches décrites dans le questionnaire. Leur implication n'est donc pas égale au cours des différentes étapes de la recherche.

En plus de la classique production et collecte de données qui peut facilement être déléguée à des non-professionnels de la recherche, c'est probablement la volonté d'être en phase avec les attentes des populations qui pousse environ la moitié des CH à définir le cadrage, la méthodologie et les publics cibles avec les non-professionnels de la recherche. À l'inverse, les activités les plus strictement scientifiques (la bibliographie, l'analyse des données, la publication) sont nettement moins partagées.

On voit donc qu'il y a des difficultés à associer les non-professionnels dans les tâches qui sont au cœur de la recherche. On pourrait dire que le public n'est pas utile dans la recherche bibliographique, or c'est un moyen de donner une puissance d'agir aussi. Cela pose la question de la visibilité de ces non-professionnels de la recherche dans le monde scientifique, notamment à travers les publications, ou encore de leur statut « d'égal » ou de personnes en capacité de mobiliser des savoirs scientifiques à travers les études bibliographiques.

Implication des non-professionnels de la recherche sur 89 programmes de recherche

Émergence de l'idée : 34/89
Cadrage de la recherche : 48/89
Définition de la méthodologie : 44/89
Recherche bibliographique : 6/89
Collecte de données : 73/89
Analyse des données : 28/89
Réalisation des produits : 43/89
Diffusion des produits : 42/89
Identification des publics visés : 45/89
Publications : 25/89
Formations : 32/89
Restitutions : 61/89
Autres : 13

Les protagonistes de la recherche participative

Cette répartition des rôles concerne également l'émergence de la recherche participative, qui est principalement du fait du CH lui-même, ou de son équipe de recherche. L'implication du tiers secteur de la recherche dans l'émergence de la recherche n'intervient que de manière secondaire (en troisième position).

Les principaux protagonistes de la recherche participative identifiés par les 235 réponses à la question : « Qui a initié votre pratique ou recherche participative ? »

Vous-même : 81

Votre équipe de recherche : 54

Une demande du public (partie prenante, société civile hors ONG) : 31

Une demande des CH ou des pays partenaires : 30

Une demande des CH extérieurs : 12

Une demande des ONG internationales : 10

Une demande des ONG locales : 10

Une demande de l'IRD : 7

Cette pluralité de pratiques peut en partie être expliquée par la relative jeunesse de certains programmes. Ainsi, plusieurs programmes étant en cours, il n'a pas encore été possible pour les CH d'associer le public à la phase d'interprétation des résultats ou de publication. Par ailleurs, la participation des populations concernées suppose bien souvent une montée en compétence de celles-ci qui n'est permise que par le temps long. Néanmoins, ces points montrent que les démarches participatives n'impliquent pas nécessairement une démocratisation de l'ensemble des étapes de la recherche, notamment des moments les plus prestigieux ou valorisants. Certaines phases restent parfois entre les mains exclusives du personnel scientifique. Les témoignages sur la manière dont celui-ci est allé vers le participatif apportent des éléments complémentaires. Du concours de circonstances au choix délibéré au vu de sa formation ou de l'objet de recherche, les raisons sont variées. Il s'agit aussi de recherches qui n'auraient pu se faire sans l'appui des populations concernées ou des associations locales, soit parce qu'il s'agissait d'une exigence du bailleur de fonds, soit pour mieux cibler les enjeux de la recherche, soit encore pour accéder à la donnée.

Pour certains CH, la recherche participative fait partie intégrante d'une démarche partenariale juste et équitable. Donc la démarche participative dans la recherche, qu'elle soit circonstancielle ou structurelle dans les pratiques des CH, n'est pas une recherche subalterne, périphérique et tout en étant engagée, elle n'est pas l'arène du militantisme. Ce constat mérite d'être mis en regard avec les représentations de la recherche participative qui sont celles des praticiens de la recherche.

La co-construction au cœur de la recherche participative

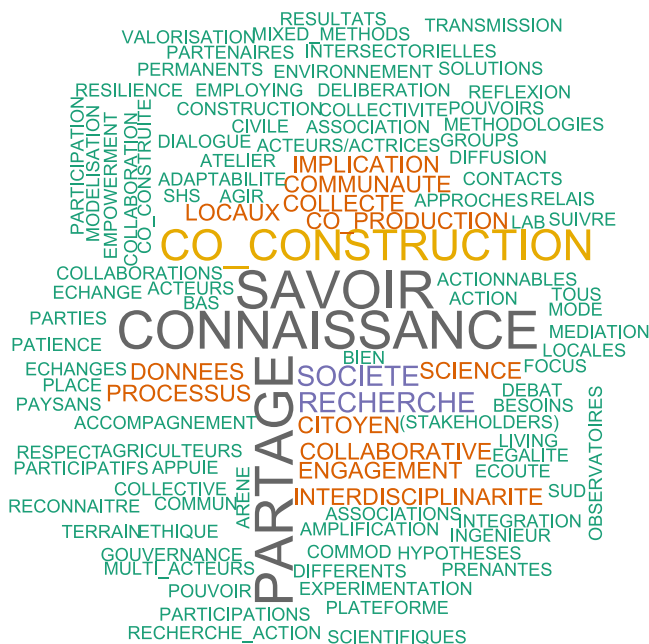
En plus de mettre en évidence les grandes disparités de méthodes, et notamment des phases d'implication des non-professionnels de la recherche dans les démarches participatives, l'enquête a permis de mettre en évidence des différences de représentation entre les acteurs de la recherche. Pour ce faire, nous avons demandé aux personnes enquêtées de lister trois mots-clés, ou courtes expressions, exprimant ce que « démarche participative » exprimait pour eux. En première intention, la notion de « co-construction » a été la plus évoquée spontanément, par 21,6 % des répondants.



Nuage de mots issu du premier mot-clé demandé.

Source : A. Ravalihasy.

En seconde intention, les personnes enquêtées ont principalement mentionné les notions de « savoir » (8 %), de « connaissances » (9,1 %) et de « partage » (9,1 %). Revient ensuite la notion de « co-construction » (6,8 %), suivie des notions de « société » (3,4 %) et de « recherche » (4,5 %). Les notions d'« interdisciplinarité », de « communautaire », de « collaboration », de « locaux », de « sciences », de « données », d'« implication », de « processus », de « co-production », de « collecte » et d'« engagement » sont évoquées dans 2 % des cas. Les autres notions (« adaptabilité », « médiation ») quant à elles sont évoquées à la marge.



Source : A. Ravalihasy.

Les démarches participatives sont donc vues comme des démarches scientifiques à part entière qui permettent de constituer des corpus de connaissances selon des modalités permettant de leur donner le statut de science. L'absence presque absolue de mot-clé à consonance négative laisse à penser que la perception de la recherche participative est positive au sein des CH interrogés.

Les spécificités de la recherche participative dans les Suds

Si la question de la recherche participative a déjà fait l'objet de travaux de recherche importants au Nord (EPSTEIN, 1996 ; AKRICH *et al.*, 2013 ; ALLEN, 2017 ; CHARVOLIN, 2019), les travaux qui se sont intéressés à la spécificité des Suds sont moins nombreux. Or, notre enquête de terrain fait ressortir des spécificités des recherches participatives dans les pays du Sud. Il nous paraît important de les présenter ici, notamment en lien avec les questions de temporalités et d'intermédiation qui sont revenues en premier au cours de l'enquête.

La recherche participative, une *slow science* ?

La question de la temporalité est probablement de celles qui sont le plus revenues, autant dans le questionnaire administré dans la communauté de la recherche que lors des entretiens. En interrogeant les CH impliqués dans une démarche participative dans les Suds, mais également en observant plusieurs activités de recherche, la question du temps est apparue comme la principale spécificité de la recherche participative. À vrai dire, elle est spécifique à la fois à la recherche participative, qui suppose de faire avec des acteurs non professionnels de la recherche aux temporalités différentes, et à des contextes sociaux et académiques dans les Suds souvent très différents du cadre familial du personnel scientifique IRD et de ses partenaires du Nord.

Ainsi, en premier lieu, les questions matérielles de la réalisation des recherches participatives sont probablement les plus évidentes. Le personnel scientifique doit souvent faire face, par exemple, à des infrastructures de transport, de communication et de façon générale de logistique qui rendent le temps de la recherche plus long. Les infrastructures de transport dans les Suds peuvent dans de nombreux cas être peu efficaces, et ce malgré les moyens mis à disposition par la représentation de l'IRD (notamment des voitures). Les missions sur le terrain se font donc avec une forte inertie temporelle tant l'anticipation des différents aléas prend du temps et donne, parfois, l'impression d'avoir fait bien plus de gestion logistique que de recherche.

Peut-être plus encore que le temps occupé par les questions logistiques, la temporalité même des acteurs non professionnels de la recherche dans les pays du Sud peut conduire à prendre bien plus de temps qu'une recherche dite classique. En suivant l'équipe de CH au Sénégal dans le cadre du programme « Obsaloum », il a été possible d'observer la difficulté de planifier les différentes rencontres à l'avance, malgré la disponibilité des téléphones. Le relationnel et l'informel jouent un rôle majeur dans la prise de contact et la disponibilité des acteurs non professionnels, et il est dès lors très important

de se trouver sur place pour prendre les rendez-vous. Les tentatives, pourtant bien réelles, de prises de rendez-vous à l'avance et à distance ont été vaines pour les CH. En revanche, ceux-ci souhaitant organiser une réunion publique pour présenter les résultats et les nouvelles actions du projet n'ont eu aucun mal, une fois sur place, à le faire savoir à travers les canaux formels, via l'institutrice du village, et informels, par le bouche-à-oreille, et ce pour le lendemain. La salle a ainsi été comble. Le fonctionnement informel du village et la temporalité courte de l'annonce ont été source de mobilisation, autant que l'action infatigable des CH locaux pour convaincre les populations de venir et surtout de le faire savoir autour d'eux. De façon plus générale, certains acteurs ciblés par le programme, les pêcheurs, ont également leur propre temporalité, et pour les rencontrer il est nécessaire de venir au port au retour de la pêche et de passer un certain temps à saluer l'ensemble de l'audience, sans exception. Par ailleurs, la bonne réussite de la démarche de recherche suppose également de rencontrer l'ensemble des représentants politiques ou administratifs locaux et, ainsi, d'aller se présenter à l'ensemble des services du territoire, ce qui suppose également un temps important qui n'est pas dédié à la recherche.

Enfin, un dernier aspect important de la temporalité de la recherche participative dans les Suds concerne la construction de la confiance. Sans que ce point soit particulièrement spécifique aux Suds, plusieurs caractéristiques des populations ciblées sont de nature à supposer un temps plus long pour bâtir l'indispensable confiance qui lie les CH aux populations locales. Cela se construit notamment par une présence très régulière sur le terrain où les actions présentées dans le paragraphe précédent (saluer les populations, rencontrer les représentants officiels, etc.) se répètent très régulièrement. Il est important pour les CH de se distinguer des très nombreuses activités ponctuelles d'ONG, également frappées du sceau du « participatif », qui, après avoir mené une action de court terme, se retirent sans toujours se préoccuper du sort des populations, ou même de l'amélioration des conditions qu'elles avaient promis de traiter. Cette présence sur le terrain attendue par la population n'est pas toujours en phase avec le rythme du CH pris dans des logiques plus institutionnelles de publication et de production de résultats rapides, ou encore compatibles avec les temps du financement de la recherche sur projet qui ont tendance à se réduire.

« Je travaille avec un guide, pas toujours avec tous les paysans avec qui on peut travailler, mais c'est le guide qui fait la sélection des paysans à intégrer à l'étude. Je lui explique ce que je vais faire, qui peut travailler avec moi, qui connaît bien les sols. J'explique et c'est lui qui fait le casting. Il faut une certaine confiance : il faut du temps pour entrer dans la matière. En tant que Malgache, c'est une autre culture : il faut du temps pour discuter. »

Entretien avec un géographe réalisant un travail de cartographie participative, professeur, Madagascar.

Cette temporalité bien particulière a conduit plusieurs CH rencontrés à revendiquer une forme de *slow science* (JORM *et al.*, 2021). Plutôt que de tenter de ménager des injonctions qu'ils estiment contradictoires entre un temps de la recherche court, y compris pour des financements à visée participative, et le temps nécessaire pour la réalisation d'une recherche participative de qualité.

« Finalement, je l'ai appris avec l'ethnobotanique. Et ça, c'est avec des approches plus proches de la *slow science* où je me suis dit : ah bah oui effectivement, reformuler les hypothèses avec les discussions des acteurs de terrain qui ensuite vont prendre en main les choses, c'est une construction que je n'avais pas avant dans les autres projets, où c'était finalement moi qui venais avec mon protocole, avec mes idées et plutôt les autres qui aidaient, finalement, pour la construction d'un projet d'étude avec le public. C'est l'ethnobotanique qui m'a influencé. »

Entretien avec un biologiste, MCF, en délégation CNRS en Amérique du Sud.

Plusieurs CH revendiquent d'ailleurs le fait de ne pas soigner leur carrière, mais également de profiter de la liberté dont ils disposent encore, pour réaliser un travail qui fait sens à leurs yeux. Ainsi, ils assument le fait de ne pas publier autant que leurs collègues réalisant des recherches plus classiques et non participatives, ou encore de ne pas penser de manière stratégique à la façon dont leur carrière pourrait avancer, que ce soit en termes d'échelon ou, de manière générale, en termes de valorisation de leurs travaux. On notera cependant que les CH adoptant cette approche sont généralement fonctionnaires, directeurs ou directrices de recherche, chargés de recherche ou ingénieurs de recherche, et pour beaucoup d'entre eux en affectation à l'étranger.

« Je prends très peu soin de ma carrière, je n'ai pas de HDR. Je ne veux pas passer le concours de DR. Je trouve passionnant de sortir de ma zone de confort en faisant ce projet, ça me stimule, c'est un moteur à mon activité professionnelle. »

Entretien avec un biologiste, CR IRD, en affectation en Afrique.

Cette temporalité suppose une adaptation de la part des CH et les pousse dans la plupart des cas à coopérer non seulement avec les populations locales, mais également avec des « acteurs intermédiaires » pour gérer les différences de temporalités. Ainsi, les capacités à se situer intellectuellement et émotionnellement sont aussi mises à l'épreuve et sont une condition *sine qua non* pour que la co-recherche partenariale se construise.

L'intermédiation, alliée indispensable de la recherche

L'usage de la catégorie de tiers secteur de la recherche, ou même de la société, ne doit pas faire perdre de vue la diversité des acteurs qui sont en action lors d'une démarche participative. En effet, si la démarche participative est souvent vue comme un moment de dialogue entre science et société, ce dialogue mobilise des catégories particulières de la société, que ce soit des collectifs ou des individus. Ainsi, parmi les dispositifs participatifs mobilisés par les CH (97 réponses) viennent en priorité les réseaux associatifs et citoyens, dont ceux des partenaires (51/97). Et la première catégorie d'intermédiaires citée dans les entretiens concerne les acteurs universitaires locaux. Le partenariat est ainsi vu comme un accélérateur de la recherche participative (53/131) parce qu'il permet de bénéficier d'autres ressources et de s'appuyer sur l'expérience des partenaires des Suds. Il s'agit d'une modalité habituelle pour l'institut, dans la mesure où les CH en affectation à l'étranger doivent développer des liens avec les collègues CH localement. Néanmoins, dans le cadre de la recherche participative, leur application est cruciale dans la réussite du projet. C'est notamment le cas pour le programme « Obsaloum » au Sénégal qui vise à réaliser une évaluation participative du coquillage arche exploité par des femmes dans le delta du fleuve Saloum, et dont la ressource avait dramatiquement baissé. En premier lieu, le lien de confiance tissé avec ces femmes par l'équipe de Dakar ainsi que l'impressionnant carnet d'adresses des CH locaux sont un gage important de bonne réussite du projet, tant ils permettent de faire face aux aléas logistiques inhérents aux activités de recherche dans les Suds, ou encore de mobiliser des personnalités locales pour enrôler les populations.

La deuxième catégorie d'intermédiaires est constituée par les personnes ayant une fonction au sein de la communauté, qu'elle soit formelle (par exemple : « chefs de quartier », « médecin », « chef des pêcheurs », etc.) ou même informelle (personne influente, personne ayant fait des études ou ayant une compétence particulière). Il a été observé sur le terrain que le rôle d'intermédiaire est particulièrement important pour le « casting » des populations. Grâce à sa connaissance de la population locale, mais également de l'autorité qu'il peut exercer, il est souvent à la manœuvre pour le recrutement des populations locales susceptibles de participer à la recherche participative. Ces rôles d'acteurs intermédiaires sont particulièrement importants à caractériser tant ils sont cruciaux pour la bonne réussite des programmes, mais également par le fait que leur recours est susceptible de poser des problèmes éthiques, notamment concernant leur rémunération.





La recherche participative dans les Suds face à son institutionnalisation

L'organisation de la recherche face aux enjeux institutionnels de la recherche participative

L'IRD : une structure et des outils adaptés à la recherche participative dans les Suds ?

Ajoutés aux entretiens avec les CH, les entretiens complémentaires menés avec le pôle Développement et en particulier avec le département Mobilisation de la recherche et de l'innovation pour le développement (Dmob) montrent que l'IRD compte en son sein des outils déjà adaptés à la recherche participative qui sont utilisés et qui permettent de construire un contexte favorable.

À la question « Quels dispositifs institutionnels avez-vous mobilisé pour mener à bien votre projet participatif ? », les dispositifs structurants « JEAI » (jeunes équipes associées à l'IRD), « LMI » (laboratoires mixtes internationaux), « IRN » (International Research Network) sont cités en premier (40/96). Lorsque l'on demande spécifiquement aux CH quels seraient les dispositifs qu'ils souhaiteraient voir mis en place pour favoriser la recherche participative, il apparaît que la plupart de ces dispositifs existent déjà. Dans les entretiens, sont citées en priorité les affectations à l'étranger et dans les territoires d'outre-mer. Ils répondent, selon les CH, en partie à la question des temporalités différenciées des recherches participatives par rapport à la recherche classique. En effet, l'ancrage de la recherche dans le contexte et la stabilité des recherches, quand les CH sont statutaires, permettent d'incorporer des démarches participatives sincères sur des recherches au long cours, ce qui est plus difficile avec des financements courts. De même, les remboursements sous forme de *per diem* permettent une flexibilité de nature à financer certaines actions ne rentrant pas dans les cadres administratifs établis.

Par ailleurs, l'IRD a une longue tradition de collaboration avec les CH des Suds et d'implantation à travers les représentations. Cela permet de bénéficier d'un certain nombre d'avantages matériels, comme le prêt d'une voiture, ou de faciliter les contacts locaux par exemple. Généralement, les demandes concernent des élargissements de dispositifs déjà existants, notamment à travers la rémunération en *per diem*, le maintien des dispositifs d'expatriation ou des dispositifs de recherche partenariale. En revanche, des revendications récurrentes existent et concernent le besoin de flexibilité dans les règles de gestion ou d'accès aux marchés publics. En effet, l'impossibilité de recourir à des services informels, pourtant parfois essentiels dans le domaine étudié, est

souvent vue comme une difficulté pour la transversalité et l'implication de non-professionnels de la recherche. De manière générale, la très bonne connaissance des spécificités des pays du Sud par des CH impliqués dans des partenariats de long terme est un critère important pour réussir les recherches participatives dans les Suds.

Jusqu'à un certain niveau, cette structuration de l'IRD permet aussi la diversification des disciplines, enjeu central dans les recherches participatives. Il est évident que les séjours de longue durée en contexte situé favorisent les rencontres entre scientifiques de disciplines différentes, ce que confirment plusieurs témoignages. S'y ajoute la pluridisciplinarité de la très grande majorité des UMR sous tutelle IRD qui permet ainsi le croisement d'expertises scientifiques complémentaires au quotidien.

Financer la recherche participative

Le raccourcissement des durées de financement et le recours aux appels à projets sont une tendance forte du monde de la recherche, qui n'épargne pas les recherches participatives. Ainsi, et pour reprendre les termes d'un chercheur, ancien directeur d'unité, il est parfois préférable de disposer de la même somme sur cinq ou dix ans plutôt que d'un financement important sur un an. Cela n'exclut pas les réponses aux appels à projets ponctuels avec des sommes importantes, mais ces subventions ne pourront financer utilement que des actions de programmes déjà très avancés. Les dispositifs structurants et les enveloppes CH sont parfois ainsi complétés par des sources de financement plutôt disparates, même si dans les entretiens est souvent revenu le recours aux financements ANR, UE (Union européenne) et AFD (Agence française de développement).

Or, la demande qui est revenue en priorité dans le questionnaire (113/175) et les entretiens concerne la ressource humaine d'appui. Comme nous l'avons montré, les activités de recherche participatives sont particulièrement longues à mettre en place et supposent, dès lors, une disponibilité importante des CH. Par ailleurs, de nombreux besoins ont été exprimés concernant le besoin d'assistance sur la communication et la gestion des réseaux sociaux qui constituent un pan important du travail de recrutement de non-professionnels de la recherche, tout en étant particulièrement long à assurer. La gestion des personnes non spécialistes de la recherche requiert aussi de la disponibilité et peut par exemple être le rôle d'un assistant ou d'un chargé de mission.

Renforcer et pérenniser les lieux d'intermédiation

Par ailleurs, l'IRD a mis en place des lieux pour la phase d'incubation multi-acteurs en France (Bond'innov), Cofab-in-Bondy ou laboratoire collaboratif – qui s'est associé au Réseau français des fablabs et au Réseau francophone des fablabs d'Afrique de l'Ouest pour renforcer les capacités des fablabs locaux comme les CoLAB –, et dans les Suds (CoLAB : sécurité alimentaire, santé mère et enfant, gestion de l'eau) accompagnés par une ingénierie projet (Dmob) qui demandent à être renforcés, pour devenir de véritables tiers-lieux de la recherche. Les premiers de l'IRD.

Les processus de co-recherche (co-construction et co-production) nécessitent en effet de résoudre notamment les problèmes d'incompréhension entre les répertoires lexicaux, les échelles d'observation, la construction des corpus de données dans les différentes disciplines qui souhaitent collaborer et chez les populations concernées par la recherche. Les lieux et les méthodes mobilisés dans le cadre des recherches participatives, à l'instar des fablabs, des boutiques des sciences ou des observatoires citoyens permettent bien souvent la rencontre entre une science dite dominante et d'autres formes de savoirs pour l'enrichir. L'enjeu du déploiement de réseaux de boutiques des sciences en Afrique s'inscrit dans cette volonté d'impliquer les établissements d'enseignement supérieur et de recherche africains dans la création des espaces d'articulation entre les lieux de production des connaissances et l'ancrage territorial. La phase d'échange et de compréhension mutuelle entre le monde de la recherche et la société doit donc être plus soutenue et intégrée dans le projet de recherche. Réorienter, lors d'une phase exploratoire, une partie des lieux d'incubation déjà existants en tiers-lieux de la recherche pourrait répondre aux besoins spécifiques de la recherche partenariale et participative de la planète IRD.

Mieux reconnaître la recherche participative à différents niveaux

La question de la reconnaissance de la recherche participative est revenue dans de nombreux entretiens et a été clairement mise en évidence par les résultats du sondage qui indiquent que la plupart des CH considèrent que, de manière générale, la recherche participative n'est pas suffisamment reconnue.

Il a d'ailleurs souvent été fait mention d'un certain décalage entre l'affichage fait par l'institution en faveur de la science de la durabilité et de la participation et la réalité vécue par les CH, notamment s'agissant des moyens consacrés. Ce manque de reconnaissance n'est pas qu'institutionnel et se joue à différents niveaux, que ce soit à l'institut, dans les unités ou au sein des instances scientifiques plus généralement.

Réponses par catégorie à la question :

« Estimez-vous que les pratiques participatives soient suffisamment reconnues dans les milieux scientifiques ? »

Réponses Catégories	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non, pas suffisamment	Non, pas du tout	Je ne sais pas/ souhaite pas répondre
Par les pairs scientifiques ?	7	42	91	33	26
Par les institutions scientifiques ?	8	41	94	31	25
Pour votre avancement de carrière ?	7	17	64	60	51

Au niveau de l'IRD tout d'abord, il a souvent été mentionné que la recherche participative pouvait constituer un frein à l'avancement de la carrière. Si dans certaines évaluations, selon certains témoignages, la dimension participative de la recherche a été soulignée et encouragée, cela ne compense pas toujours le nombre de publications plus faible. Or celui-ci demeure un critère important dans l'évaluation de la carrière, et notamment pour le passage au grade de directeur de recherche. Et la communication des résultats des projets de recherche participative passe surtout par des pages Internet (41/96) ou par les réseaux sociaux (23/96). En l'absence de critères d'évaluation clairement définis par l'institution, la recherche participative ne peut être appréciée par les commissions scientifiques responsables de l'évaluation des CH. Ainsi, la prise en compte de la spécificité de la recherche participative dans les critères d'évolution de carrière serait un geste particulièrement important pour mettre les pratiques en adéquation avec l'affichage institutionnel.

Le second niveau où se joue cette reconnaissance est celui de l'unité. De façon plus anecdotique, plusieurs CH ont indiqué que la formation aux démarches de recherche participative ou même l'attribution de crédits supplémentaires pour une action de recherche participative n'étaient pas toujours considérées comme prioritaires par les directeurs d'unité. Il peut ainsi être intéressant de travailler sur la sensibilisation des directeurs d'unités à l'intérêt de ces recherches, et de leur spécificité pour leur permettre de prioriser des besoins qui ne paraissent pas toujours fondamentaux pour une recherche classique.

Enfin, le troisième niveau concerne le monde scientifique au sens large, où les recherches participatives ne sont pas toujours reconnues à leur juste valeur. Cela a notamment été évoqué au sujet de l'appréciation de certains travaux lors de rencontres scientifiques (colloques, conférences, etc.), où des CH ont noté une certaine défiance de la part de collègues, estimant qu'il ne s'agissait pas toujours de science à part entière. La dimension militante de cette recherche a également été mentionnée, y compris au sein du questionnaire diffusé, et peut apparaître pour certains CH comme un biais des recherches participatives. Si ce livret ne présente pas de pistes spécifiques pour modifier ce manque de reconnaissance qui dépasse largement le cadre de l'IRD, il peut être bon d'insister sur le besoin de reconnaître les recherches participatives comme de la science à part entière, produisant des résultats et des savoirs valides et utiles pour les domaines de recherche. En ce sens, il convient également de mesurer le danger de l'instrumentalisation des recherches participatives, qui pourraient être considérées comme des outils de coopérations spécifiques, de co-gestion de problématiques spécifiques, et ainsi n'être orientées que vers des actions sociales ou humanitaires concrètes par exemple. C'est bien la visée de co-construction de savoirs qui est au cœur du projet des recherches participatives et qui les distingue de ces actions.

Accorder plus de flexibilité dans les règles de gestion

La demande pour davantage de flexibilité dans les règles de gestion a été largement partagée par les CH au cours des entretiens. L'impossibilité de payer des prestations informelles (déplacements en pirogue ou en charrettes par exemple), d'avoir recours à des services de restauration locaux n'ayant pas

« J'ai eu beaucoup de mal à gérer les dépenses de réception. À l'IRD on rembourse la nourriture sur certificat administratif. Or, la régie (le traiteur ou le restaurant) propose une solution de réception collective que l'on ne peut pas couvrir avec les circuits IRD, et on arrive vite au plafond de la carte bleue. Ma manière de faire a été de passer par une association locale qui se constitue en prestataire et facture, en plus de la prestation, 10 % de frais de gestion administratifs à l'IRD. On jongle avec les différents budgets et on devient finalement ingénieur budget. Ajoutez à cela les cartes bleues qui ne passent pas. L'agence comptable étant en sous-effectif, elle ne propose plus de versement sur les comptes à l'étranger, or il y a des frais de change qui sont de ce fait à ma charge. »

Entretien avec un socio-économiste, chercheur, région parisienne.

de compte en banque, ou de payer des personnes associées au projet « de la main à la main » a été unanimement considérée comme un frein à la recherche participative qui, par définition, s'appuie sur des mécanismes informels. Les règles contraignantes de prise en charge du transport des non-professionnels de la recherche ont souvent été mentionnées. Par ailleurs, même si ces règles n'impliquent pas forcément un renoncement à certaines actions, elles poussent les CH à trouver une parade, soit en passant par des associations qui refacturent les prestations à un prix supérieur à celui de l'IRD, soit en usant de stratégies informelles en utilisant des reliquats de *per diem*, voire pour les CH en payant eux-mêmes « avec [leur] salaire d'expatrié[s] ». Si certains CH trouvaient cela juste, du fait de leur salaire élevé par rapport au niveau de vie local et par la différence de niveau de vie avec les non-professionnels de la recherche impliqués, la prise en charge de ces frais permettrait néanmoins de reconnaître l'ensemble des facettes de ce qu'implique la recherche participative. Surtout, une simplification des règles permettrait de dégager du temps pour les actions de recherche à proprement parler.

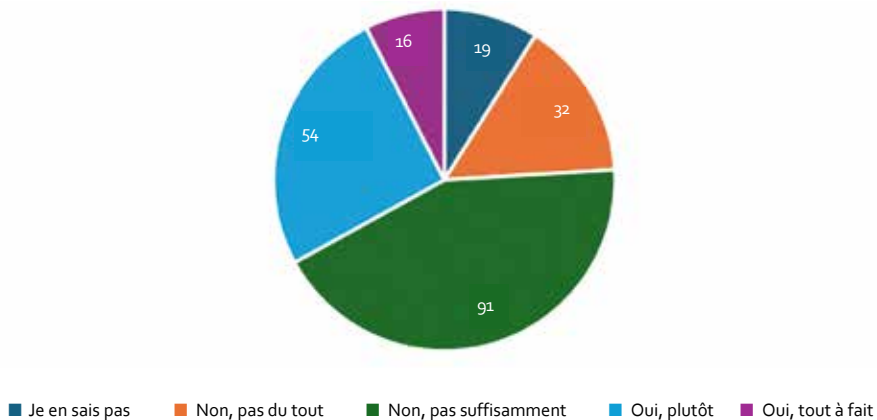
De plus, l'inadaptation de certains outils de gestion avec la réalité des recherches participatives sur le terrain est source de risques psychosociaux pour les CH et les agents administratifs. Cela suppose en effet un surcroît de travail dans un contexte de contraintes déjà importantes liées à des sous-effectifs. Par ailleurs, les CH souvent engagés de manière personnelle et émotionnelle dans ces recherches vivent difficilement les contraintes importantes que des règles de gestion strictes imposent sur les recherches participatives, au point parfois de devoir renoncer à ces démarches scientifiques.

Un besoin d'information, de formation et peut-être de formalisation

La recherche participative suppose des compétences nouvelles que les CH n'ont pas toujours. Le premier constat issu du questionnaire est l'absence généralisée de formation à la recherche participative, que ce soit au sein des cursus initiaux ou au cours des carrières (136/228). La plupart des personnes

ayant répondu au questionnaire, et dont on peut supposer qu'elles sont davantage engagées dans la recherche participative que la population générale des CH IRD, ont déclaré ne jamais avoir été formées à la recherche participative lors de leurs cursus universitaires. Par ailleurs, certaines personnes ayant déclaré une formation en ce sens lors de leur cursus initial ont précisé qu'il s'agissait d'une formation sur la vulgarisation scientifique, ce qui est assez éloigné de la recherche participative. Cela peut expliquer que, en grande majorité, les CH de la planète IRD ayant répondu au questionnaire se considèrent comme insuffisamment, voire pas du tout, formés et outillés pour mener des recherches participatives. À l'inverse, les personnes indiquant avoir ces outils ont expliqué que la formation et la sensibilisation dont elles ont bénéficié étaient bien souvent soit de l'auto-formation, soit venaient d'autres institutions de recherche, de discussions entre collègues, ou encore de formations suivies dans des cadres associatifs (théâtre, ateliers participatifs multi-acteurs, arbres à problèmes, jeux de rôle, etc.). Cependant, un certain nombre de collègues déclare aussi avoir bénéficié d'un appui ponctuel du service audiovisuel de l'institut pour des films ou des podcasts qu'ils ont réalisés, ou au moins partagés avec les acteurs concernés par la recherche.

L'IRD peut capitaliser sur ces outils puissants et mettre rapidement en place une organisation de la recherche qui renforce l'existant et rend possible de nouveaux projets de recherches participatives visant, au-delà de la publication scientifique, des produits nouveaux tels que les produits audiovisuels ou les pièces de théâtre. Un accompagnement spécifique des fonctions support, comme le service audiovisuel ou le service valorisation, serait alors très utile pour décharger les CH. Cela supposerait une montée en compétence de l'ensemble de ces services qui, bien que sensibilisés et très intéressés par les démarches participatives, n'en sont pas spécialistes.



Répartition des 212 réponses à la question : « De manière générale, vous estimez-vous suffisamment formé ou outillé pour mettre en place une pratique participative ? ».

Cela montre la nécessité pour l'IRD d'axer son action autour de la formation et l'appui à l'élaboration de nouveaux produits spécifiques à la recherche participative, que ce soit dans les cursus initiaux ou dans le cadre de la formation continue. Cela pourrait notamment prendre des formes innovantes pour mettre en pratiques les techniques de la recherche participative ou de l'éducation populaire (formation au théâtre de l'opprimé ou théâtre-forum), à travers de la pédagogie inversée ou une association du tiers secteur de la recherche, y compris issue des communautés locales.

Par ailleurs, la connaissance des contextes culturels et des langues est également déterminante pour la bonne réussite d'un programme de recherche. Elle exprime également un besoin de liens forts avec les CH des pays du Sud qui permettent de négocier l'accès au terrain et à des populations qui ne parlent pas toujours la langue coloniale ou qui sont particulièrement touchées par le fait que ces derniers puissent s'exprimer dans leurs langues. Confirmée lors du déplacement au Sénégal, la mobilisation de collègues dans les Suds, y compris dans des disciplines différentes de la discipline principale du projet de recherche, est incontournable pour l'accès au terrain et pour tisser les liens avec les populations concernées. Ainsi, dans de nombreux projets de sciences du vivant ou de la Terre, les responsables ont associé des sciences sociales pour appréhender les dimensions humaines du sujet, mais également pour permettre de tirer tout le bénéfice de la démarche participative. Il s'agit très certainement d'un des principaux avantages des démarches participatives que de favoriser la transdisciplinarité de façon pratique. Le développement des recherches participatives soulève donc plusieurs enjeux institutionnels pour l'IRD qui interroge son organisation de la recherche que nous présentons à la suite.

Des questionnements éthiques majeurs

Rémunérer le tiers secteur de la recherche ?

La recherche participative pose des questions éthiques, comme l'ont indiqué 70 % des CH ayant répondu au questionnaire. Lorsque l'on aborde les questionnements éthiques, la question de la rémunération du tiers secteur de la recherche arrive généralement spontanément. Au-delà des retombées en termes de savoirs « utiles » à la communauté ou d'*empowerment* parfois permis par les recherches participatives, la rémunération est considérée comme nécessaire. Elle consiste à dédommager les personnes travaillant à la réalisation d'enquêtes de terrain, d'observations, ou acceptant plus simplement, en discutant avec les CH, de leur partager un savoir dit « profane » qui leur échappe encore. Ce questionnement prend un sens tout particulier dans les contextes des pays du Sud avec des conditions d'existence parfois très précaires chez les personnes participant aux activités de recherche participative. Si quelques CH interrogés ont évoqué la possibilité que cette rémunération puisse biaiser les résultats, la plupart a insisté sur l'importance de pouvoir rémunérer les non-professionnels de la recherche qui « travaillent » à la recherche en indiquant, par exemple, que « tout travail mérite salaire » (entretien avec un chercheur en santé publique, DR IRD, affectation en Afrique). Pour un anthropologue spécialiste de la santé, cette recherche participative se déploie dans des espaces où la pauvreté est parfois extrême et où il trouverait « inconcevable de faire travailler gratuitement des personnes qui se trouvent dans la misère » (entretien

avec un anthropologue, DR IRD, affectation en Afrique). Pour un autre chercheur, océanographe, si la rémunération du tiers secteur de la recherche pose des questions éthiques, le « travail gratuit » des populations l'est tout autant, « d'autant que moi j'ai un salaire pour faire de la recherche » (entretien avec un océanographe, DR CNRS, Brest). En d'autres termes, un consensus s'est installé, y compris lors de conversations informelles, pour estimer que le travail réalisé, surtout lorsqu'il est de qualité, devait être rémunéré. Mais peut-être plus encore que la rétribution d'un travail réalisé, c'est également le rapport de la société à l'argent dans le contexte des pays du Sud et les différences de niveaux de vie qui ont pu convaincre des CH à rémunérer les non-professionnels de la recherche, parfois de façon directe et décomplexée, parfois sous forme de prise en charge de frais de déplacement.

Pour un géographe, plutôt que de parler de rémunération, il faudrait plutôt parler de « motivation » (entretien avec un géographe, postdoctorant, université de Dakar) dans la mesure où les sommes allouées permettent d'encourager les personnes du tiers secteur de la recherche à s'engager sur des projets au long court, pour lesquels les résultats ne sont pas forcément tangibles dès le début. En revanche, il est parfaitement possible, d'après lui, de proposer des mécanismes de financements différents de la seule rémunération individuelle. Dans le programme pour lequel il travaille, le financement d'une coopérative de transformation de poissons et de fruits a été mis en œuvre pour favoriser un mode d'organisation communautaire qui éprouvait des difficultés à bénéficier d'autres subventions. Cette modalité a permis l'implication des personnes de la communauté qui voyaient dans le programme de recherche une excellente manière de développer le village et de proposer des perspectives d'avenir dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles, notamment en poissons, qui constituent la principale source de revenus du village.

« C'est une question compliquée et qui a longtemps été taboue. En anthropologie, la question de la rétribution a été taboue, donc on n'en sait pas grand-chose. Mais finalement, l'anthropologue va se plier aux pratiques locales : l'argent circule de façon plus décomplexée. [...] Dans le cadre de la recherche sur le sida, il y a une culture de la rétribution. Au départ je ne rétribuais pas, et puis je me suis décomplexé. Ce n'est pas parce que l'on donne qu'on vicie les relations sociales. L'argent est un très bon lubrifiant social. Ils sont dans le besoin, on peut le donner pour le transport et on donne plus. Sauf quand les personnes sont dans des positions favorables. [...] Dans les contextes africains, ça se passe comme ça. On donne de l'argent aux gens qu'on côtoie, mais il ne faudrait pas que ça devienne contractualisé. Ce sont déjà des contrats explicites, souvent oraux. On donne de l'argent comme dans d'autres situations de la vie. Ce serait légitime à inclure dans les budgets de l'IRD, et en même temps ce ne sont pas de grosses sommes. »

Entretien avec un anthropologue, CR CNRS, région parisienne.

Certains programmes de recherche prévoient spécifiquement une forme de rémunération de ces acteurs, mais dans bien des cas, les CH se heurtent soit à des lourdeurs administratives très fortes les empêchant de mobiliser un cadre administratif classique, soit au mode très informel de fonctionnement souvent présent dans les sociétés des pays du Sud, comme nous l'avons déjà mentionné précédemment.

Le second enjeu, plus crucial encore, est celui du juste niveau de la rémunération. Il est important pour plusieurs CH de ne pas proposer une rémunération trop élevée qui risquerait de détourner les populations locales de leurs activités habituelles. Il existe en effet un risque dans ce cas qu'une forme de concurrence s'instaure entre les activités vivrières et les activités de recherche. Dès lors, la quasi-totalité des CH rencontrés a décidé de fixer la rémunération en la calquant sur ce que rapporte une journée de travail pour chacune des personnes concernées. Ainsi, dans le cadre d'un projet de recherche sur l'observation de la biodiversité en Afrique, les femmes impliquées dans le dispositif reçoivent l'équivalent de ce qu'elles auraient gagné en une journée en travaillant au champ ou en allant pêcher, leurs activités habituelles. Ce principe permet d'éviter un bouleversement de l'économie locale, mais il se fait également au détriment d'une égalité de traitement entre les hommes et les femmes qui pose également question dans un contexte de fortes inégalités de revenus.

Parallèlement, une crainte a été à plusieurs reprises exprimée, concernant les habitués à des formes de rémunération en *per diem* par les instances internationales intervenant dans les Suds, et qui s'attendent également à des défraiements importants pour leur participation dans les activités de recherche participative. Même si ce point ne concerne pas uniquement la pratique participative, mais la recherche partenariale plus généralement qui est au cœur des pratiques de l'IRD, elle interroge, puisque le recours à un partenariat dans les Suds est déterminant pour la bonne réussite du projet. Pour plusieurs CH, la recherche participative doit, de ce fait, ne pas être une injonction institutionnelle, mais le résultat d'une interaction et d'une volonté commune d'investir ce type de méthode. Cela invite également à penser les possibles relations de pouvoir, s'installant du fait de l'argent, qui peuvent conduire à des partenariats déséquilibrés.

À l'inverse, il faut constater la participation de CH précaires, par exemple un géographe ayant participé à un programme d'observation de la biodiversité en Afrique, qui est simplement défrayé pour sa participation pourtant cruciale aux activités de recherche sur le terrain, mais sans toucher de salaire. Ce collègue est docteur sans poste et n'est financé que par les vacances qu'il assure au sein de l'université. Il semble donc important d'avoir une réflexion globale sur la rémunération dans le cadre des recherches participatives. La question ne concerne pas uniquement les non-professionnels de la recherche, mais également les professionnels qui, pour certains, sont dans une grande précarité. De l'aveu du responsable du projet, les missions sur le terrain sont un succès grâce à l'implication de ce collègue géographe qui coordonne une grande partie

des aspects logistiques et qui, grâce à sa bonne connaissance de la culture mais également de la langue locale, assure une implication constante des non-professionnels de la recherche, tout en contribuant à nouer de nouveaux partenariats. Ainsi, la recherche participative doit permettre de questionner les modalités permettant de bâtir des partenariats justes, y compris vis-à-vis des professionnels.

Enfin, le dernier point concerne le traitement des questions éthiques que posent les recherches participatives. Si les CH rencontrés ont estimé être encore assez épargnés par les comités d'éthique, les évolutions récentes en faveur d'une formalisation de ces questions font craindre une forme de bureaucratisation au détriment de la recherche.

Le risque d'un traitement bureaucratique des questions éthiques

Ce risque de bureaucratisation prend également racine dans l'application récente du protocole de Nagoya sur la protection de la biodiversité et des espèces protégées. Ce protocole est unanimement vu par les CH interrogés comme une contrainte forte qui s'applique sur les actions de recherche. Selon leurs témoignages, il est consommateur de temps à la fois pour les CH et les personnels d'appui, notamment pour la constitution des dossiers, et très contestable dans les pays des Suds. Les CH questionnent le caractère éthique de demander à une personne n'ayant pas été scolarisée de signer un document papier dans la langue coloniale. Parfois, les recherches sont revues à la baisse, notamment en se tournant vers des objets de recherche plus simples, quand elles ne sont pas simplement abandonnées. Un chercheur travaillant sur une espèce invasive dans plusieurs pays a expliqué comment les lourdes procédures que l'application du protocole impose l'ont occupé pendant plusieurs mois à temps plein au détriment de la recherche. La lourdeur des procédures interdit, d'après lui, le recours à des dispositifs transnationaux tant la charge de travail est lourde. Cependant, c'est le doute sur l'efficacité de ces dispositifs qui anime les CH rencontrés, qui constatent que si leur charge de travail s'est alourdie du fait de ce protocole, le braconnage lui ne s'est pas arrêté pour autant.

« On nous demande de faire du participatif, de faire de l'*open*, mais si ce sont des gens chez eux, c'est délicat. Il va falloir faire des pirouettes. Il y a une grande réticence à faire signer pour les non-lettrés avec une crainte de l'administration. On nous prend pour des gens du cadastre. Plusieurs fois par jour, on nous demande si on est des gens du cadastre. Ceux qui pensent les comités d'éthique dans les contextes comme ça, ça nuit. »

Entretien avec un biologiste, CR IRD, en affectation en Afrique.

« Nagoya, c'est infernal. On fait collecter des données par des gens, des amateurs : qu'est-ce qu'on fait de Nagoya ? Entre Nagoya et l'éthique, mon choix est vite fait. Il y a des programmes qu'on n'a pas lancés à cause de Nagoya, une thèse a dû être réorientée car elle était menacée. La contrainte fait que le monde économique ne va plus aller le chercher. Nous on va moins y aller parce que c'est trop, on n'a juste pas le temps. On ne peut pas lancer un Nagoya ou un comité d'éthique sans être sûr que le projet va aboutir et être financé. Donc, souvent, on commence avant. La procédure n'est pas du tout en phase avec les manières de faire de la recherche. [...] Notre projet est porté par le Belmont Forum, ils nous poussent à tester des solutions généralisables, avec la notion de multi-sites. Faire un dossier Nagoya pour plusieurs pays c'est fastidieux et vraiment compliqué, voire impossible. Il y a des procédures vraiment bloquantes [...]. Les gens qui détournent les savoirs ont les moyens de contourner Nagoya, ça devient critique, ça dépasse un temps plein d'un chercheur. »

Entretien avec un biologiste, CR IRD, en affectation en Afrique.

Le traitement de l'ensemble de ces enjeux éthiques reste encore en suspens et plusieurs CH ont estimé que l'institution ne les accompagne pas suffisamment sur ce champ-là. Ils expriment un besoin de discussions collégiales pour déterminer des conduites à tenir qui soient justes dans l'ensemble des étapes de la recherche participative.

Penser les questionnements éthiques en dehors des cadres bureaucratiques

Cette section souhaite ouvrir le débat sur d'autres questionnements éthiques qui ont été abordés, en particulier lors des entretiens. Le premier concerne les enjeux de pouvoir entre CH et populations concernées par la recherche ou leurs représentants. Comme nous l'avons vu, on peut voir une implication à géométrie variable du tiers secteur de la recherche qui est encore parfois exclu des étapes de la recherche considérées comme les plus valorisantes. C'est notamment le cas de la publication ou de la participation aux événements scientifiques tels que les colloques, congrès ou conférences. Dans de nombreux cas, si le tiers secteur de la recherche est mobilisé pour participer à la collecte de données ou le cadrage de la recherche, seuls les CH sont impliqués dans les phases de rédaction et de valorisation au sein des cercles scientifiques. Cela peut être le fruit de l'organisation des CH, qui ne pensent pas à associer les non-professionnels de la recherche ou ne trouvent pas la modalité adéquate. Cependant, concernant la participation aux événements scientifiques, cela peut également être le fruit de difficultés administratives. Les frais de déplacement et de participation de non-professionnels de la recherche peuvent très difficilement être pris en charge par les institutions scientifiques. Cette difficulté est renforcée par les obstacles administratifs et consulaires, notamment en raison du refus des visas, étant donné que ces acteurs n'entrent pas dans le cadre des autorisations

accordées aux scientifiques. Ce problème n'est pas non plus spécifique à la recherche participative, étant donné les difficultés rencontrées par de nombreux CH statutaires des Suds à obtenir des visas, mais pose une question nouvelle concernant la visibilité du tiers secteur de la recherche. Cet ensemble de raisons peut participer à une forme d'invisibilisation du rôle des non-professionnels de la recherche, malgré le rôle qu'ils jouent.

Enfin, l'une des craintes également évoquées concerne la manière dont ces recherches participatives peuvent agir sur le corps social et éventuellement le reconfigurer. Cette question se pose notamment lorsque le but même d'un sujet de recherche est de permettre à des populations en situation minoritaire de produire des données sur elles-mêmes, et de retrouver des ressorts pour mener des revendications sociales. C'est notamment ce qu'une chercheuse présente en parlant de ses travaux éco-féministes dans le domaine de l'agriculture. En visant à donner une place plus importante aux femmes dans la production de données sur l'agriculture durable, alors qu'il s'agit d'une tâche qui était jusqu'alors dévolue aux hommes, notamment en ce qui concerne la prescription du travail, cette chercheuse a délibérément changé le rôle des femmes dans la société. Bien consciente du risque qu'une telle démarche présente, la chercheuse a alors décidé d'associer également les hommes à la démarche, non pas pour leur permettre de conserver leur place, mais pour comprendre, à travers des entretiens, leurs positionnements et leurs représentations afin d'instaurer un dialogue de nature à désamorcer des tensions et reconfigurer les rôles avec leur adhésion.

On voit donc que cette image idéale de la recherche participative, qui décrit une situation de partenariat et d'égalité entre CH et non-professionnels de la recherche, n'est pas exempte des risques de cantonnement des populations concernées à certaines tâches (collecte des données). Le risque est donc fort de voir les non-professionnels de la recherche comme une main-d'œuvre bon marché, pouvant réaliser des tâches demandant peu de qualification à moindres frais. L'autre risque est de voir les populations mobilisées dans les démarches participatives en vue de les étudier de plus près, sans nécessairement partager les objectifs de la recherche et la reconnaissance qui l'accompagnent. Par ailleurs, l'hybridation des savoirs, favorisée par la recherche participative, interroge son impact sur les conditions socio-culturelles de production des savoirs, indépendamment de l'intervention de la recherche ou d'autres acteurs. Il faut notamment être vigilant aux encadrements juridiques établis par les États souverains concernant les savoirs locaux.

La recherche participative pose donc des questions éthiques évidentes où les questionnements sur la place du public dans la recherche et les relations de pouvoirs entre savoirs scientifiques et « savoirs autres » sont intrinsèquement liés.

La question éthique s'étend aussi à la définition même de la recherche participative. Si, pour cette enquête, il a volontairement été décidé de maintenir une acception très large de la notion de recherches participatives à travers le vocable de « démarche participative », plusieurs auteurs s'interrogent actuellement sur les manières de désigner de manière plus fine les recherches dites « participatives ». La sociologue Barbara Allen en particulier plaide en faveur de recherches dites « fortement

participatives » (*strongly participative*) (ALLEN, 2018) en appliquant une méthodologie permettant au public d'être impliqué dans l'ensemble des étapes de la démarche scientifique et questionnant plus clairement le lien entre savoir et pouvoir et la réappropriation des savoirs par les populations. Ainsi, la question de la définition des sciences participatives, au regard du continuum dans lequel elles s'inscrivent (sciences ouvertes, recherche partenariale, etc.), permettrait de mieux développer, et de manière éthique, des recherches qui, bien que prometteuses, sont porteuses de plusieurs enjeux forts de gouvernance, éthiques, de préservation des savoirs locaux et de formation.

Ces enjeux institutionnels et éthiques soulevés par le développement des recherches participatives interrogent donc de façon profonde l'organisation de la recherche. La gouvernance de l'IRD avec ses agents se sont posé ces questions. Elles ont été largement débattues au sein de l'IRD lors des différents moments d'échanges qui ont ouvert, dès les premières présentations des résultats de l'enquête, sur un long processus de réflexion sur trois ans autour du GT RP&Sud, impliquant à la fois la gouvernance, la communauté scientifique, les partenaires et les départements scientifiques et services administratifs et d'appui pour définir la conduite à tenir, pour structurer une communauté de pratiques et instaurer une relation de confiance avec les populations concernées ou les associations qui les représentent. Ces débats ont révélé que l'IRD devra répondre à trois enjeux : 1) travailler à réunir les conditions pour préserver l'autonomie des disciplines et préserver les conditions socio-culturelles de production des savoirs locaux ; 2) créer des espaces d'intermédiations multi-acteurs ; 3) favoriser l'accompagnement institutionnel et éthique.

Vers la construction d'un cadre institutionnel partagé ?

L'engagement institutionnel de l'IRD a alors consisté à capitaliser sur des outils de recherche dans les Suds qui ont fait leurs preuves, et qui sont adaptés aux spécificités de la recherche participative menée au sein de la planète IRD, ainsi qu'à engager, à partir de 2022, une réflexion pour la construction d'une feuille de route et des actions concrètes d'accompagnement immédiat. Nous reviendrons ici sur le processus d'adaptation du cadre administratif et sur trois premières actions concrètes : la mobilisation des comités d'éthique et des services de formation, ainsi que d'élaboration du guide *Recueil de retour d'expérience de la RP aux Suds*.

Favoriser l'accompagnement institutionnel

Une réflexion a été ouverte sur le renouvellement des critères d'évaluation des activités scientifiques, et sur l'adaptation des outils de valorisation et d'innovation. Un premier geste a été l'orientation dans ce sens de plusieurs appels à projets auxquels l'IRD contribue, comme les appels « Sciences frugales CNRS/IRD », « Science de la durabilité » et « Sciences avec et pour la société » de l'ANR. Par ailleurs, dès 2023, les dispositifs structurants de l'IRD (JEA, LMI, IRN) ont été étendus au partenariat avec les collectifs associatifs et les structures d'économie sociale et solidaire. Depuis, toute proposition impliquant les partenaires de la société civile (associations, acteurs de

l'économie sociale et solidaire, tout collectif de citoyen et de citoyenne reconnus au niveau local ou national) comme membres de l'équipe est devenue éligible.

Mobiliser les comités d'éthique

La gouvernance a choisi de prioriser le thème des recherches participatives dans le programme de travail du comité éthique en commun Inrae-Cirad-Ifremer-IRD (C3E4) de 2024. Celui-ci a lancé une vaste consultation questionnant les relations entre la communauté scientifique et les autres acteurs de la société, sur la réciprocité des bénéfices qu'ils peuvent en tirer, et sur la légitimité de ce mode de production de connaissances et d'innovations. L'avis est attendu pour 2025.

Co-former les agents et les partenaires à la RP

Pour offrir des formations spécifiques pour tous les agents IRD et leurs partenaires, le cycle de formation aux recherches participatives destiné aux agents de l'IRD et à leurs partenaires a été inscrit dans le plan de formation 2023-2025. Il est intéressant de revenir sur la méthode originale à l'origine de sa conception et de sa mise en œuvre en phase avec les demandes des CH.

Un premier atelier de sensibilisation de la communauté scientifique basé sur les retours d'expérience des chercheurs et chercheuses de la planète IRD a été co-construit et co-organisé en étroite collaboration avec les services Formation, Développement « Talents et qualité de vie au travail » (QVT), et le département Sociétés et mondialisation en juin 2023. Y ont été associés les chercheurs et chercheuses et les services d'appui, ainsi que des invités extérieurs qui mènent des recherches participatives, ou y réfléchissent depuis d'autres institutions partenaires de l'IRD, ou avec lesquelles l'IRD souhaite des rapprochements. Cette démarche de co-construction destinée aux chercheurs et chercheuses de l'IRD et à leurs partenaires a permis la mise en place d'un cycle de formation aux recherches participatives pour la période 2023-2025, avec quatre objectifs (LEES, 2024) :

- favoriser la mise en pratique d'un travail interdisciplinaire que les recherches participatives nécessitent bien souvent ;
- travailler les enjeux de posture, de réflexivité, d'éthique et de méthodes des recherches participatives pour le chercheur et ses collaborateurs à l'aune des enjeux Nord/Sud, et également des rapports post-coloniaux ;
- questionner les conditions de préservation de l'autonomie des disciplines et de préservation des conditions socio-culturelles de production des savoirs locaux ;
- questionner les conditions de possibilité de mise en pratique des recherches participatives à l'aune du contexte micro local et des jeux d'acteurs locaux.

Par ailleurs, ce cycle s'appuie sur une méthode qui combine apports théoriques classiques de la recherche avec un ensemble d'outils de formation empruntés à de la pédagogie active (séance d'analyse de la pratique, brainstorming, débat mouvant, etc.). Cette méthode a été proposée par la prestataire extérieure, anthropologue et spécialisée dans la recherche participative, qui

a accompagné sa mise en place et son animation. Elle a aussi été complétée par la valorisation des compétences des CH en matière de recherche participative, en les mobilisant à travers le partage de leurs retours d'expérience et la présentation des outils qu'ils ou elles utilisent à cette occasion. Au-delà des aspects matériels et des contraintes budgétaires qui permettraient de développer davantage ce cycle de formation après 2026, les aspects interdisciplinaires vécus au cours de la formation, et la ré-appropriation d'outils de réflexion venus des sciences humaines et sociales sur l'interdisciplinarité, les rapports Nord/Sud et les rapports post-coloniaux ont révélé la nécessité de mener des ateliers collectifs ou des accompagnements suivis au cours de projets de recherche, ainsi que de développer d'autres ateliers spécifiques aux aspects d'interdisciplinarité. L'initiation de ce premier cycle de formation, qui s'est révélé être aussi un premier espace d'intermédiation, confirme donc l'importance de mettre en place des lieux de compréhension mutuelle accueillant pour l'ensemble des acteurs impliqués, en étendant les fonctions des lieux d'incubation à l'intermédiation et à la réflexivité. Cela suppose de compléter ce cycle de formation par de l'ingénierie projet et de l'animation tout au long du projet de recherche. Les recherches participatives supposent donc davantage d'accompagnement des services transversaux (par exemple le service audiovisuel ou communication), et il convient de ne pas les tenir éloignés de l'effort d'information et de formation pour qu'ils puissent répondre au mieux aux demandes exprimées par les CH.

Le recueil d'expérience, un guide pour les recherches participatives

Enfin, un débat important s'est instauré lors de la journée d'étude du 25 novembre 2022 au sujet de la formalisation des démarches de recherche. À chaque fois, la question pour les CH était : est-ce que la démarche participative est pertinente par rapport à leur objet de recherche ? Par ailleurs, est-ce que le contexte permet d'initier une recherche participative ? Si oui, à quelles conditions ? Des CH, notamment ceux venant de l'océanographie, s'interrogeaient sur l'opportunité de constituer des guides ou des protocoles de recherche participative, non seulement pour aider à la réalisation des recherches, mais également pour permettre d'atteindre une forme d'homogénéité des recherches participatives réalisées à l'IRD. Plusieurs CH ont exprimé le besoin de réflexions collectives sur le sens de la recherche participative, loin des guides de bonnes pratiques, mais avec des partages d'expérience pour briser une relative solitude dans la mise en place de ces projets. La nécessité de prendre en compte les protocoles communautaires – outils d'organisation et de défense des territoires, de la culture et des ressources naturelles des populations autochtones – en cours d'élaboration dans plusieurs pays, notamment d'Amérique latine et d'Asie a également émergé au cours des discussions. Ces protocoles communautaires sont un atout important dans le signalement des points de vigilance sur les risques de déstabilisation des conditions socio-culturelles de production des savoirs locaux par des modalités d'interactions avec les savoirs scientifiques, qui pourraient entraîner de nouvelles formes de relations de pouvoir.

Cette demande de la communauté scientifique a été confirmée au cours de la mise en place du cycle de formation. Restait cependant à savoir sous quel format répondre à cette demande : guide de bonnes pratiques participatif ? manuel de retours d'expérience ? liste de recommandations ?

Ces débats et échanges nous ont convaincus qu'il ne peut exister de boîtes à outils de la recherche participative sans préalablement analyser le contexte dans lequel cette dernière va s'inscrire. C'est pourquoi notre position a été de privilégier d'autres formes d'intermédiation que les manuels ou guides de bonnes pratiques. Aussi, pour privilégier d'autres formes d'intermédiation, SOC a proposé de recueillir les témoignages sur les retours d'expérience des recherches participatives déjà réalisées et en cours en collaboration. L'accompagnement de la communauté scientifique dans l'élaboration d'un corpus de fiches a permis la composition du guide original pour les recherches participatives que nous mettons à disposition dans la partie 2.

Quelle nouvelle alliance sciences-recherche-sociétés ?

L'ensemble de ces initiatives (cartographie, diagnostic, saisine, formation, recueil d'expériences) sont à la fois les résultats et les moteurs de la réflexion collégiale initiée à l'IRD pour définir la conduite à tenir la plus à même de garantir l'intégrité des recherches, et la promesse de la recherche participative de faire une place au tiers secteur de la recherche. La réalisation d'un diagnostic de situation approfondi et les échanges qui l'ont accompagné tout le long, dans un contexte institutionnel porté par la science de la durabilité, ont permis en effet de mener une réflexion approfondie sur les conditions de possibilité de mise en place d'une feuille de route sur les recherches participatives. Il a été notamment fortement recommandé que l'IRD puisse s'appuyer sur ses atouts pour initier une stratégie institutionnelle, qui vise à la fois à structurer une communauté de pratiques et à instaurer une relation de confiance avec le tiers secteur de la recherche. Les premières actions d'adaptation du cadre administratif, de priorisation d'une saisine dédiée aux questions éthiques, de la mise en place d'un cycle de formation et la mise à disposition du recueil de retours d'expérience de recherches participatives y contribuent. Cette adaptation de l'organisation, du pilotage et de l'évaluation de la recherche constitue la première réponse aux questionnements épistémologiques, éthiques et de valeurs sur les manières d'associer les populations concernées par ces recherches, et permet de fédérer et de structurer une communauté de chercheurs et chercheuses qui mobilisent les approches participatives. L'enjeu aujourd'hui est de consolider cette structuration en animant, en élargissant cette communauté, et en créant un espace propice à son accompagnement en dialoguant avec les autres membres de l'ESR (Cirad, Inrae, Inserm, CNRS, universités, etc.), l'ensemble de ces institutions ayant déjà signé la charte des sciences et recherches participatives en France.

BIBLIOGRAPHIE

AKRICH M., MÉADEL C., RABEHARISOA V., 2013 – *Se mobiliser pour la santé : des associations témoignent*. Paris, Presses des Mines.

ALLEN B. L., 2017 – A Successful Experiment in Participatory Science for Promoting Change in a French Industrial Region. *Engaging science, technology, and society*, 3 : 375-381.

ALLEN B. L., 2018 – Strongly Participatory Science and Knowledge Justice in an Environmentally Contested Region. *Science, technology & human values*, 43(6) : 947-971.

CHARVOLIN F., 2019 – *Les sciences participatives au secours de la biodiversité : une approche sociologique*. Paris, Éditions Rue d'Ulm.

EPSTEIN S., 1996 – *Impure Science: AIDS, Activism, and the Politics of Knowledge (Medicine & Society)*. Berkeley, University of California Press.

IRD, 2020 – *Bilan social*. Marseille. 9.

JORM C. *et al.*, 2021 – “Slow science” for 21st century healthcare: reinventing health service research that serves fast-paced, high-complexity care organisations. *Journal of health organization and management*, 35(6) : 701-716.

LEES J., 2024 – Bilan et pistes de prolongement de la formation aux recherches participatives, année 2023 (cycle de formation 2023-2025), document de travail [non publié].

LUNEAU A., 2019 – *La recherche participative au pluriel, quelle sens pour les chercheuses et les chercheurs de l'IRD ?* (dir. Ferron R. *et al.*), IRD, 29 p.

OLLITRAULT S., JOUZEL J. N., 2015 – *Contre-expertise*. Paris, Presses de Sciences Po : 86-91.
<http://www.cairn.info/dictionnaire-critique-de-l-expertise--9782724617603-page-86.htm>





PARTIE 2

Retours d'expérience : guide pour les recherches participatives

Des retours d'expérience sont mis à la disposition de la communauté scientifique et de ses partenaires pour contribuer à guider les futures actions de recherche participative dans les Suds.

Accompagner les parents dans l'annonce d'une maladie grave aux enfants

L'expérience des soignants et des patients pour améliorer les pratiques de soin

Fabienne Hejoaka, IRD, LPED, Marseille, France

Ngagne Mbaye, Elhadji Diom, Mohamed Lamine Souané, Adama Fall, Kandou Coulibaly, Synergie pour l'enfance, hôpital pour enfants Albert-Royer, Dakar, Sénégal

Haby Sy Signate, Aminata Diack Mbaye, Astou Diop, hôpital Roi-Baudouin, Guédiawaye, Sénégal

Mise en contexte

L'annonce d'une maladie grave, notamment le VIH, constitue un défi complexe. Cette démarche est d'autant plus délicate lorsqu'il s'agit d'informer des enfants et des adolescents, souvent confrontés à une maladie stigmatisée. La recherche-action « Yègël », menée entre 2013 et 2015 au Sénégal en collaboration avec l'association Synergie pour l'enfance et les équipes pédiatriques de l'hôpital Albert-Royer à Dakar et l'hôpital Roi-Baudouin à Guédiawaye, a permis de développer un dispositif pilote d'accompagnement.

Contact

fabienne.hejoaka@ird.fr

Pour aller plus loin

HEJOAKA F., 2009 – Care and secrecy: being a mother of children living with HIV in Burkina Faso. *Social science & medicine*, 69(6) : 869-876.

HEJOAKA F., 2022 – Les usages du dessin dans l'enquête qualitative avec les enfants et les adolescent.e.s. Leçons de terrains ethnographiques au Burkina Faso. *ethnographiques.org*, 43. <https://www.ethnographiques.org/2022/Hejoaka>

SIMON E., HEJOAKA F., 2021 – Les « rencontres manquées » entre les chercheur.e.s et les publics. Actes des sessions parallèles. Colloque international Science & You, Université de Lorraine. Metz : 202-204. <https://hal.univ-lorraine.fr/hal-03327816v1/document>

Description de la recherche et du dispositif

Le projet « Yëgël » (qui signifie « annoncer » en wolof), alliant anthropologie de la santé et recherche-action, a contribué à élaborer et à évaluer un dispositif d'annonce du VIH aux adolescents. Une enquête ethnographique menée auprès de 30 adolescents, 40 parents et 15 soignants a permis d'identifier les bonnes pratiques et les obstacles à l'annonce, notamment la réticence des parents par crainte des impacts sur la santé mentale et physique des enfants, de la divulgation du secret familial, ou encore par leur méconnaissance du processus d'annonce. L'analyse a également révélé un manque de formations et de protocoles clairs chez les soignants, conduisant à un retard dans l'annonce ou à un suivi post-annonce inadapté, faute d'inclure des éléments essentiels comme les groupes de parole ou l'éducation thérapeutique. Ces résultats, validés lors d'ateliers avec les équipes soignantes, ont permis de co-construire un

dispositif pilote standardisé d'annonce, intégré à une dynamique de santé communautaire, et favorisant une préparation collective des parents et des enfants à travers la paire-aidance.

Outils de la recherche participative mobilisés

Dans le projet « Yëgël », les outils clés de la démarche participative ont été les moments de travail collaboratif. Outre la recherche ethnographique, des réunions régulières, des ateliers de concertation, de restitution des résultats intermédiaires et de validation de protocoles, ont été organisés à différentes étapes. Ces échanges, ainsi que les débriefings après chaque intervention auprès des enfants et des parents, ont créé un cadre unique de collaboration entre soignants, enfants, parents et chercheuse. À titre d'exemple, l'atelier de discussion et de validation du protocole d'annonce et du guide des soignants a été organisé en prenant en compte les points clés suivants.



La préparation en groupe des parents et le groupe de parole.

- Structure de l'atelier et optimisation du temps : l'atelier, réunissant 6 soignants, un jeune patient pair et l'anthropologue, a été conçu pour être concis et bien structuré, avec des objectifs clairs et une durée de deux heures trente. Un programme détaillé, accompagné de supports de travail (étapes du protocole et guide), a permis de respecter le temps imparti, tout en assurant des échanges fluides. Les documents ont été envoyés à l'avance et imprimés le jour même pour faciliter le travail. Le respect du temps était crucial, en raison des contraintes horaires des soignants.

- Méthodologie participative : l'atelier a été animé par l'anthropologue avec une méthode simple mais rigoureuse, adaptée à des participants impliqués depuis le début du projet. La technique consistait à guider les discussions à travers la distribution de la parole, de manière claire, tout en respectant le temps et en encourageant l'implication de chacun. Après la présentation du déroulé, le protocole a été exposé, discuté, amendé et validé collectivement. Trente minutes ont été consacrées à la lecture du guide, suivie des remarques des soignants, validées au fur et à mesure, ce qui a permis de maintenir une dynamique fluide malgré le temps limité. Un temps a également été consacré à la traduction en wolof des informations délivrées aux parents, ce qui a permis d'uniformiser les messages délivrés.

- Collecte et synthèse des contributions : pour assurer une capitalisation du travail réalisé, une version incluant les points clés et les solutions proposées a été partagée dans la continuité de l'atelier avec les participants pour validation.

En intégrant les voix et les expériences de toutes les parties prenantes, ces moments

collectifs ont permis de co-construire des solutions véritablement adaptées aux réalités, ce qui a renforcé la pertinence des résultats en les alignant sur les besoins concrets des soignants, des parents et des enfants. Cette approche participative a également accru la légitimité des résultats et des prescriptions de la recherche, directement validés par les personnes concernées, ce qui a favorisé leur adoption et leur mise en œuvre pratique.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Les résultats de la recherche-action « Yëgël » ont eu un impact conséquent pour les différents acteurs.

Pour les enfants, l'intervention pilote a prouvé à la fois sa faisabilité et son efficacité : 32 parents d'enfants âgés de plus de 8 ans ont accepté d'informer leur enfant, et 24 d'entre eux ont procédé à cette annonce dans le mois suivant les modules d'accompagnement. En raison de contraintes logistiques, familiales ou de santé, dans les quatre mois suivants, les 7 autres jeunes patients ont été informés. À l'hôpital pour enfants Albert-Royer de Dakar où le dispositif a été systématisé, le taux d'enfants informés de leur statut est passé de 23 % en 2013 à 76 % en 2017, atteignant 100 % pour les enfants de plus de 12 ans, ce qui témoigne d'une transformation profonde dans les pratiques.

Pour les parents, l'accompagnement structuré des soignants lors de l'annonce a permis de favoriser leur consentement à l'annonce, grâce notamment à une meilleure compréhension des enjeux et du soutien collectif proposé. Le partage d'expériences avec d'autres parents a également joué un rôle

fondamental en aidant beaucoup d'entre eux à dépasser leur sentiment de honte et d'isolement, créant ainsi un climat de solidarité et de soutien mutuel.

Les soignants, de leur côté, ont vu leur travail valorisé et reconnu, tout en bénéficiant d'un espace de réflexion sur les aspects émotionnels de leurs pratiques, au-delà du renforcement de leur efficacité.

Enfin, pour la chercheuse, l'observation participante et l'immersion dans les consultations d'annonce ont permis de saisir plus finement des problèmes cruciaux, comme l'isolement des soignants et la charge émotionnelle qu'ils portent, et ont mis en lumière des moments particulièrement sensibles, comme la divulgation du statut ou les discussions autour du décès des parents et les modes de transmission souvent éludés.

À RETENIR

Cette recherche-action a révélé que les moments de collaboration ne se limitent pas à des discussions ou à la production de savoir, mais créent également des liens solides entre les différents acteurs. Ces ateliers ont permis d'instaurer un dialogue riche et inédit, facilitant l'expression de préoccupations souvent ignorées, comme celles des parents en retrait. Le dispositif a favorisé le partage de préoccupations communes, y compris parmi les soignants, qui se retrouvaient fréquemment isolés face à la charge émotionnelle et mentale de l'annonce. Ces espaces ont servi de lieux d'écoute, de légitimation et d'apprentissage mutuel, où chacun a pu partager son vécu et ses défis, tout en contribuant à l'amélioration des pratiques de soins.

Interventions nutritionnelles en milieu scolaire

Des ateliers participatifs sur les défis et les solutions

Mathilde Savy, Agnès Le Port, Housna Hassani, Michelle Holdsworth, IRD, UMR Moisa, Montpellier, France

Milkah Wanjohi, Nutrition and Food Systems Unit, African Population and Health Research Centre, Nairobi, Kenya

Mise en contexte

L'adolescence est une étape fondamentale dans la construction des comportements, notamment alimentaires, qui perdureront à l'âge adulte, représentant ainsi une unique occasion de promouvoir des régimes sains. Au Kenya, alors que les taux de sous-nutrition et les carences en micronutriments restent élevés, on observe une constante augmentation des problèmes de surpoids et d'obésité, ainsi que des maladies non transmissibles liées à l'alimentation (diabète, hypertension, etc.). Même si l'école représente un bon levier pour des interventions nutritionnelles ciblant les adolescents, celles-ci se limitaient encore, il y a peu, à fournir des repas pour augmenter les taux de scolarisation, sans approche globale pour lutter contre les multiples formes de malnutrition, et restent peu documentées.

Contact

mathilde.savy@ird.fr

Pour aller plus loin

<https://www.nutrition-research-facility.eu/> ; <https://www.generationh.org/>

REPUBLIC OF KENYA, MINISTRY OF EDUCATION, MINISTRY OF HEALTH, MINISTRY OF AGRICULTURE, Livestock and Fisheries, 2017 – *National School Meals and Nutrition Strategy 2017-2022*. Nairobi, Republic of Kenya-World Food Programme. https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/kenya_school_meals_nutrition_strategy_2017-2022.pdf

VERSTAETEN R., SALM L., DIOP L., 2020 – *Adolescent Nutrition in West Africa: A Rapid Review of the Research Evidence*. Note technique Transform Nutrition West Africa, Dakar, IFPRI.

Description de la recherche et du dispositif

Au Kenya, plusieurs documents politiques, tels que la stratégie nationale de nutrition et de repas scolaires (2017-2022), ont été spécifiquement élaborés pour guider l'élaboration de programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire. Cependant, l'étendue de la mise en œuvre de ces programmes et des défis associés reste peu documentée.

Le projet de recherche « SIAA » (School Interventions to promote nutritious diets of Adolescents living in urban Africa), financé par la Nutrition Research Facility de la Commission européenne et mené par l'African Population Health Research Centre (APHRC) et l'IRD, avait pour objectif de documenter quelles interventions pourraient être mises en œuvre – ou renforcées – afin d'améliorer l'alimentation des adolescents de 14-18 ans en milieu scolaire et urbain. Dans une première étape, nous avons mené des enquêtes dans 30 écoles dans les zones de Nairobi et de Kiambu, afin de dresser le profil de chaque école selon le type d'interventions. Nous avons ensuite déployé un dispositif de recherche participative afin de répondre à deux questions : 1) Quels sont les défis liés à la mise en œuvre des interventions nutritionnelles en milieu scolaire ? ; 2) Comment ces défis peuvent-ils être relevés ?

Outils de la recherche participative mobilisés

Dans chaque école, quatre ateliers distincts ont été organisés avec des enseignants, des élèves, des parents, et des cantiniers, afin d'identifier les défis auxquels ils pouvaient être

confrontés lors de la mise en œuvre d'interventions (28 ateliers, 184 participants au total). Trois activités ont été organisées.

- Afin de vérifier l'exactitude des profils des écoles dont nous disposions, les animateurs affichaient dans la salle des photos représentant les interventions existantes dans l'école (éducation nutritionnelle, repas, jardins, vaccination, hygiène, etc.). L'animateur passait en revue chaque photo et invitait les participants à exprimer leur avis – via des cartons verts ou rouges – sur le profil dressé. Toute intervention oubliée était décrite par les participants et ajoutée au profil de l'école.
- À l'aide de grandes feuilles blanches, les participants étaient invités à discuter des défis liés à la mise en œuvre des interventions existantes, identifiées lors de l'activité 1. Ces discussions étaient menées en sous-groupe, librement, puis partagées en séance plénière.
- Chaque participant devait attribuer, de façon individuelle et secrète, un score de 1, 2 ou 3 aux trois défis qu'il jugeait être les plus importants parmi ceux identifiés lors de l'activité 2. Les 3 défis les plus importants pour l'ensemble des participants étaient alors identifiés par un simple comptage.

Enseignants, élèves, parents et cantiniers ont ensuite participé à un deuxième atelier, afin de réfléchir ensemble aux solutions permettant de relever les défis les plus importants (un atelier/école, sept ateliers et 60 participants au total). Deux sous-groupes – enseignants/cantiniers et parents/élèves – étaient formés pour assurer une participation active, en particulier celle des élèves. Une matrice en quatre points permettait de guider le travail qui consistait



© M. Savy

à indiquer l'« idée » (la solution proposée), à identifier « qui » devrait mettre en œuvre la solution (les parties prenantes), « comment » la solution pourrait être mise en œuvre (les étapes/processus proposés), et de « quoi » auraient-ils besoin (les ressources). Les participants ajoutaient ensuite, à l'aide de post-it colorés, les facteurs bloquant ou facilitant la mise en œuvre de ces solutions. Les résultats des réflexions étaient présentés en plénière pour que chaque participant puisse réagir et contribuer aux discussions.

Chaque atelier durait entre une et deux heures et était guidé par deux animateurs.

CHALLENGE: WATER SANITATION & HYGIENE		
SOLN ACCESS TO CLEAN, SAFE WATER AND DETERGENTS		
WHO (ACTOR)	HOW (STRATEGY OF IMPLEMENTATION)	WHAT IS NEEDED (RESOURCES)
1. GOVERNMENT	Finding ways of finding government support e.g. visiting the chief's office. Finding ways of interacting with govt officials e.g. inviting them in school functions	Access to the Govt officials.
2. DONORS	Looking for donors in charge of clean & safe water. The school investing in companies e.g. Banks.	Adequate finances
3. COMMUNITY	creating awareness through crusades for support of machineries, storage facilities proper garbage disposal i.e. voluntary garbage collection	Good community relation (interaction with school) Machineries Disposal ways.

© M. Savy

Ateliers sur les défis et les solutions dans les écoles.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

La communauté scolaire a identifié de nombreux défis dans la mise en œuvre des interventions relatives à la nutrition. Parmi eux, ceux liés à la qualité des repas scolaires étaient prépondérants, notamment : 1) des portions insuffisantes servies aux adolescents, consécutives des retards de paiement de parents d'élèves, des prix élevés sur les marchés et d'un manque de connaissance par les cantiniers des portions standards requises pour des adolescents en pleine croissance ; 2) une grande monotonie des repas servis (céréales et légumineuses principalement, toute l'année), en raison des prix élevés des denrées alimentaires et d'un manque d'équipement pour conserver les denrées périssables ; 3) des problèmes de qualité nutritionnelle et de sécurité sanitaire des aliments servis (aliments trop cuits, bouillies diluées, contamination par des insectes), expliqués par un personnel insuffisamment formé à l'hygiène et aux bonnes pratiques de

préparation, ainsi qu'à l'absence de cuisine moderne rendant difficile la cuisson des aliments (cuisson au bois/charbon).

La communauté scolaire a proposé plusieurs solutions pouvant être mises en œuvre au niveau du gouvernement ou au niveau de l'école, par exemple : 1) mettre en place des taxes sur les aliments non recommandés pour la santé (sodas par ex.), afin de financer les infrastructures et interventions scolaires ; 2) impliquer des nutritionnistes et la communauté scolaire, y compris les parents et les élèves, dans l'élaboration des menus ; 3) créer des jardins scolaires et optimiser la production grâce à des approches agricoles innovantes, en collaborant avec les services agricoles dédiés pour un renforcement des capacités des élèves et du personnel.

Ces ateliers auront permis aux participants de partager leurs défis quotidiens, de prendre conscience des contraintes de chacun, et de proposer ensemble des solutions concrètes et adaptées au contexte. Ils ont favorisé l'appropriation des problématiques de nutrition, première étape indispensable à leur engagement.

À RETENIR

Cette approche participative a permis de produire des connaissances qui décrivent au plus près les problématiques et attentes des différents membres de la communauté scolaire, et de co-construire des solutions en offrant à chacun un espace d'expression et d'échanges, et la possibilité de se sentir acteur de changement au sein de leur établissement. Il convient maintenant de traduire ces idées en interventions réalisables, en tenant compte des points de vue et des contraintes des décideurs et des responsables de la mise en œuvre des interventions en milieu scolaire. C'est l'objectif d'un second projet de recherche actuellement mené par l'UMR Moisa « Generation-H ».

• (Re)mettre les populations locales au centre de la production de connaissances

Étude d'un biofertilisant à base de litière forestière fermentée

Pierre Christen, IRD, UMR Imbe, Marseille, France

Victor Abecassis, Joseph Drevon, association Terre et Humanisme, Lablachère, France

Mise en contexte

La litière forestière fermentée (lifofer) est un biofertilisant utilisé par des paysans dans divers pays du Sud (Asie du Sud-Est, Amérique latine) pour améliorer les cultures vivrières : germination, croissance des plantes, lutte biologique contre certains champignons. Elle peut être utilisée en élevage comme probiotique, et pour l'assainissement des bâtiments ou le drainage des sols. L'Institut méditerranéen de biodiversité et d'écologie (Imbe), via le réseau Terre et Humanisme (T&H), a appuyé la réappropriation de la lifofer, peu connue des agriculteurs et peu étudiée en France, en Europe et en Afrique. Par ailleurs, l'Imbe a aussi bénéficié des savoirs des agriculteurs pour adapter sa recherche afin de mieux répondre aux questions du monde agricole sur l'usage de la lifofer.

Contact

pierre.christen@ird.fr

Pour aller plus loin

MAROIS J. *et al.*, 2023 – Chemical and Microbial Characterization of Fermented Forest Litters Used as Biofertilizers. *Microorganisms*, 11 (306). <https://doi.org/10.3390/microorganisms11020306>

MICHÉ L. *et al.*, 2024 – Changes in chemical properties and microbial communities' composition of a forest litter-based biofertilizer produced through aerated solid-state culture under different oxygen conditions. *Environ. Sci. Pollut. Res.*, 32 (28) : 16725-16739. <https://doi.org/10.1007/s11356-024-33629-8>

TERRE & HUMANISME, 2021 – Manuel de la litière forestière fermentée. Arles, Éditions du Rouergue.

Description de la recherche et du dispositif

Ensemble, T&H et l'IRD ont d'abord répondu à des appels à projets pour financer la recherche en laboratoire menée à l'Imbe et la création d'un réseau de paysans expérimentateurs par T&H, initialement dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (Drôme et Ardèche) incluant, outre des paysans, des experts indépendants en biofertilisation et agronomie et une start-up, issus de différentes cultures agricoles : maraîchage, grandes cultures (vigne), arboriculture. Ce groupe se réunit deux fois par an depuis 2021 avec pour mission de mettre en place des protocoles d'application de la lifofer adaptés aux différentes cultures, de renseigner des indicateurs pour mesurer son impact sur les cultures et d'apporter des réponses aux interrogations des producteurs. Par exemple, à la demande de ce panel d'acteurs, l'IRD a étudié l'influence de la nature de la litière forestière ou de l'oxygène sur la production de la « mère » solide. Des études réalisées en laboratoire ont permis de répondre à des doutes sur la préparation de la « mère » liquide : ajout de petit lait, température de fermentation, durée de stockage de la « mère » solide. Ainsi, par l'échange des connaissances et des pratiques, entre sciences et savoirs expérimentaux paysans, ce réseau multi-acteurs a permis la réappropriation de la lifofer, depuis la parcelle jusqu'à l'analyse de la validité scientifique au sein du laboratoire, et son amélioration, pour répondre aux nouveaux contextes de son usage à partir des questionnements des paysans locaux. Grâce à T&H, la lifofer a en effet essaimé : formation d'agriculteurs référents, animation de réseau et partage de résultats et

de questionnements, structuration de groupes de travail (arboriculture, maraîchage, etc.). Le réseau lifofer couvre maintenant une bonne partie du territoire national. Cette modalité de co-construction, qui permet une véritable circulation entre savoirs expérimentaux et savoirs scientifiques, aussi bien au sein du laboratoire, des espaces d'intermédiation, que, *in situ*, dans les parcelles, a ensuite été proposée par l'IRD à plusieurs partenaires des Suds, comme la station expérimentale Indio Hatuey (Cuba), l'université Ki-Zerbo de Ouagadougou et l'université de Tunis, grâce également à l'appui d'acteurs publics (France Agrimer, ambassade de France à Cuba) et privés (Fondation de France).

Outils de la recherche participative mobilisés

Les espaces d'intermédiation multiples et variés mis en place par T&H ont joué un rôle fondamental dans la co-construction de ce programme. D'une part, il s'agit d'outils propres à la communication comme la création d'un espace en ligne (Omnispace), où chaque expérimentateur/paysan peut déposer ses observations et ses questions, la newsletter lifofer trimestrielle, la rédaction d'un guide, la participation à des événements internationaux (Forum européen d'agroécologie), ou encore l'organisation de rencontres avec des partenaires professionnels potentiels (leaders de la viticulture en bio). D'autre part, des espaces visant à stimuler la co-production de connaissances au sein du réseau multi-acteurs ont été mis en place, comme des séminaires ciblés sur une production en particulier (ex. : arboriculture) ou centrés sur la lifofer (sans oublier les rencontres bisannuelles du réseau).

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

C'est lors de ces séminaires, propices aux interactions directes, que les chercheurs (IRD, AMU) et les paysans expérimentateurs du réseau ont à la fois partagé leurs connaissances et ont co-produit des savoirs nouveaux. Les membres du réseau ont été initiés et accompagnés à la démarche expérimentale et ont été introduits à des connaissances microbiologiques de base. Ces chercheurs ont aussi orienté une partie de leurs recherches pour répondre aux questions soulevées par les

agriculteurs au sujet de l'usage de la lifofer. En laboratoire, et avec les conseils de T&H, l'Imbe a apprivoisé la technique de fabrication artisanale de la lifofer qui se fait en deux étapes : lors d'une première fermentation d'un mois, la « mère » solide est produite, puis lors d'une seconde étape appelée « activation », d'une durée d'une semaine, est préparée la « mère » liquide qui sera ensuite appliquée aux cultures, après dilution adéquate. Un suivi des paramètres physico-chimiques, biochimiques et microbiologiques intervient lors de ces deux fermentations successives. L'Imbe a montré la forte acidification de la



© P. Christen

Préparation de la « mère » liquide.

« mère » solide (pH 4), due en partie à la production d'acide lactique (60 mg/g), ainsi que la prédominance de bactéries lactiques et de levures, ce qui assure un produit sain, libre de micro-organismes pathogènes, en particulier fongiques, et qui peut se conserver plusieurs années, avant d'être « activé ». Il a aussi été démontré qu'une anaérobiose stricte n'est pas nécessaire et qu'une faible présence d'oxygène (micro-aérophilie) peut même être bénéfique. D'autre part, deux hormones

végétales ont été identifiées dans la « mère » liquide, l'une renforçant le système immunitaire de la plante, l'autre impliquée dans sa résistance au stress hydrique. Enfin, les recherches menées à l'Imbe ont montré que la lifofer permettait un meilleur taux de germination chez la laitue, bien que les effets sur la croissance de celle-ci n'aient pas été démontrés par rapport à un témoin « eau ». Ces travaux ont contribué à lancer une dynamique de recherche avec l'IRD, l'AMU et le Cirad.

À RETENIR

Pour les collègues chercheurs : être à l'écoute des besoins des populations concernées, ce qui n'est pas toujours évident étant donné la différence de culture, de vision du monde, de langage. Or le chercheur a besoin de l'apport du paysan qui connaît ses plantes, sa terre et son climat. Le paysan peut trouver des réponses à ses questions grâce aux outils et aux méthodes de la recherche scientifique. Notre expérience montre que des espaces d'intermédiation sont nécessaires. Ainsi, l'espace d'échange et de discussion créé par T&H autour de la lifofer, réunissant des paysans/testeurs, des cabinets de conseil, des entreprises et des chercheurs, a joué un rôle clé à la faveur de la co-production de savoirs nouveaux et la rapide diffusion de cette technique et de ce bio-produit en France et dans certains pays du Sud.

Les connaissances locales

La domestication des fruitiers tropicaux

Jérôme Duminil, IRD, UMR Diade, Montpellier, France

Christèle Icard-Vernière, IRD, UMR Qualisud, Montpellier, France

Stéphanie M. Carrière, IRD, UMR Sens, Montpellier, France

Aurore Rimlinger, université de Lausanne, Lausanne, Suisse

Nardis Nkoudou, université de Yaoundé, Yaoundé, Cameroun

Joseph Fumtim, IRD, représentation au Cameroun, Yaoundé, Cameroun

Mise en contexte

Les arbres fruitiers contribuent à l'alimentation, à l'économie, et ont en général une valeur socio-culturelle remarquable, ce qui a conduit à la domestication de certaines espèces. Ce processus évolutif, lié à des pratiques de collecte, de consommation et d'échanges, demeure en général méconnu. Mené au Cameroun, pays en transition alimentaire, à travers une approche participative rassemblant cultivateurs, consommateurs et chercheurs, le projet « Arbopolis » (Agropolis Fondation) a montré l'importance du safou, fruit du safoutier (*Dacryodes edulis*), dans la diète et les pratiques culturelles. Ces résultats contribueront à renforcer la résilience des systèmes alimentaires locaux, et à promouvoir une gestion durable des ressources génétiques de l'espèce.

Contact

jerome.duminil@ird.fr

Pour aller plus loin

<https://www.agropolis-fondation.fr/Jerome-Duminil-presente-son-projet-ARBOPOLIS?lang=fr>

ICARD-VERNIÈRE C. *et al.*, 2023 – Le safou, un fruit atypique dans l'alimentation traditionnelle au Cameroun. *Cah. Agric.*, 32 (21). <https://doi.org/10.1051/cagri/2023013>

RENAUD F., 2021 – *Le safoutier, prune des villes, prune des champs, pour une agriculture d'avenir*. Documentaire cinématographique, 18'. <https://www.youtube.com/watch?v=kigTb13uzOc>

RIMLINGER A. *et al.*, 2023 – Social, spatial, and temporal dynamics of morphological and genetic diversity in a tropical perennial crop. *Plants, People, Planet*. 1-16.

Description de la recherche et du dispositif

La domestication des plantes est le processus par lequel les humains ont cultivé et modifié des plantes sauvages pour répondre à leurs besoins, que ce soit pour l'alimentation, la médecine, l'accès à des matériaux utiles... Ce processus implique la sélection et la culture de plantes présentant des traits désirables, tels que des fruits plus gros, une meilleure résistance aux maladies ou une plus grande productivité.

Les pratiques culturelles, de collecte, de consommation et d'échange mises en place lors de la domestication du safoutier ont été au centre de la démarche participative développée dans le cadre du projet « Arbopolis », et ce en trois temps : 1) la rencontre et la co-définition des objets et questions de recherche entre les partenaires du projet ; 2) les recherches menées sur le terrain ; 3) des restitutions auprès de nos partenaires de la société civile, et une phase de transfert et de médiation auprès des jeunes.

Le dispositif mobilisé qui croise « focus groupes », ateliers de restitution et campagne de partage de résultats a été mis en place dans les sites urbains et ruraux. Les données concernaient les savoirs écologiques locaux, les pratiques et les représentations de l'espèce et des « ethno-variétés », ainsi que les préférences gustatives et les quantités consommées. En parallèle, le prélèvement d'échantillons de feuilles a permis de caractériser la diversité génétique de l'espèce au niveau des sites où les enquêtes ont été menées. Une analyse croisée associant la génétique et l'ethnoécologie a ensuite permis d'étudier l'influence des facteurs sociaux et culturels sur la diversité génétique de l'espèce.

Outils de la recherche participative mobilisés

Un « focus groupe », dans un contexte de recherche participative, est une méthode qualitative basée sur des entretiens collectifs pour recueillir les opinions, les idées et les



À gauche : enfants jouant dans un safoutier en fruit.
À droite : enfant peignant un safoutier et son environnement
lors de l'activité de dessin.

expériences des participants concernant leur implication sur une thématique donnée, et s'assurer que les perspectives de toutes les parties prenantes soient prises en compte. Les « focus groupes » réalisés dans le cadre du projet ont ainsi permis de définir avec les acteurs locaux (chercheurs, populations, cultivateurs) les principaux enjeux écologiques, agronomiques et économiques liés à la gestion des safoutiers et à la consommation des safous au Cameroun, enjeux qui varient, par exemple, selon que l'espèce soit considérée ou non dans sa dimension marchande. Ces entretiens collectifs ont aussi été l'occasion de discuter de la place de cet aliment traditionnel dans un contexte d'urbanisation croissante, de transition nutritionnelle et de malnutrition, liée notamment à l'inflation importante des denrées alimentaires, en particulier en ville.

Ensuite, les résultats ont été mis en débat et rediscutés avec les différents acteurs et actrices de la filière et leurs familles impliquées dans les pratiques culturelles autour du safou lors d'ateliers de restitution. Ces ateliers permettent de partager les connaissances, de recueillir des retours, de valider ou invalider certains résultats et de planifier les prochaines étapes.

Enfin, en nous appuyant sur les connaissances acquises lors du projet, nous nous sommes engagés dans un processus de sensibilisation environnementale, à travers l'accompagnement d'ateliers d'animations en stop motion (écriture du scénario, préparation des décors et personnages, prises de vue, enregistrements sonores et montage) et de dessins avec les enfants de plusieurs établissements scolaires dans notre zone d'étude et à travers le club jeune IRD « Domestication, conservation et transformation du safou ».

À travers l'activité de dessin et les entretiens qui ont suivi, les enfants ont pu exprimer leur perception de leur environnement social et naturel, ainsi que la place qu'y occupe l'arbre, en particulier le safoutier. Les échanges individuels menés après la réalisation de chaque dessin ont permis de préciser les éléments représentés et les raisons de leur présence, révélant ainsi l'importance de certaines espèces d'arbres familières aux enfants dans leur univers quotidien.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Grâce au dispositif de recherche participative développé lors des différentes étapes du projet de recherche, nous avons acquis des connaissances sur la diversité biologique du safoutier, les facteurs qui influencent les préférences des cultivateurs et des consommateurs, et sa contribution au régime alimentaire. Ces résultats ont permis de confirmer l'importance socio-culturelle de l'espèce au Cameroun. L'espèce est bien connue et très appréciée par toute la population, et ce quelle que soit l'ethnie considérée, comme en témoigne la riche nomenclature associée aux différentes variétés de fruits. Lors de la période de production entre juin et septembre, la consommation de safou est très importante : l'espèce, cuisinée de multiples façons et accompagnée de compléments amylacés, contribue fortement à la diète des ménages ruraux et urbains. Au sein des agroforêts, l'espèce compte parmi l'importante diversité d'espèces présentes, natives et introduites, naturelles ou plantées, contribuant à la fois à la résilience écologique des agroécosystèmes et à la résilience sociale et

économique des ménages qui en dépendent. Les préférences des consommateurs ont pu être déterminées. De plus, les citoyens propriétaires d'arbres en ville contribuent à préserver les ressources génétiques de l'espèce en

la cultivant dans leurs jardins de case à partir de semences issues de fruits particulièrement appréciés, provenant soit de leur village d'origine, soit de fruits achetés sur les marchés de Yaoundé.

À RETENIR

La recherche participative nécessite beaucoup de temps et un calendrier des activités qui n'est pas toujours compatible avec les appels à projets et le temps imposé de la recherche. La mise en place d'une approche participative requiert donc des appels à projets spécifiques et un déploiement dans le temps relativement long (> 3 ans).

Renforcer les capacités dans la gestion des ressources de pêche

L'exploitation artisanale des coquillages au Sénégal

Yoann Thomas, IRD, UMR Lemar, Brest, France

Malick Diouf, université Cheikh-Anta-Diop de Dakar, Sénégal

Mise en contexte

L'exploitation artisanale des coquillages en Afrique de l'Ouest, et dans le delta du Sine Saloum en particulier, remonte à près de cinq mille ans. Elle fait partie intégrante des traditions locales, notamment portées par les femmes en charge de la pêche, de la transformation et de la vente. Or, cette activité est fortement menacée par le changement climatique et la surexploitation, compromettant la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Dans la lignée des co-recherches menées depuis dix ans par les scientifiques et les femmes sur les stocks de l'arche (*Senilia senilis*), notre projet adopte une approche participative destinée à déconvoluer les contraintes liées au climat et à la surexploitation, et à renforcer les capacités locales par le développement d'outils de gestion et d'aide à la décision.

Contact

yoann.thomas@ird.fr

Description de la recherche et du dispositif

Dans les villages du Sine Saloum, une majorité des femmes participe à la pêche artisanale des coquillages. Face à la baisse des stocks et à la taille réduite des animaux pêchés, elles ont sollicité l'aide des institutions pour mieux gérer leur activité. Portées par l'université de Dakar et des chercheurs de l'IRD, des actions de science participative ont ainsi été lancées pour étudier la dynamique d'un socio-écosystème encore peu connu. Notre projet « Obsaloum » (IRD/CNRS Sciences frugales) s'inscrit dans cette dynamique et se focalise sur une espèce de bivalve, l'arche (*Senilia senilis*), localement appelée « pagne ». Cette espèce qui occupe une place centrale dans le socio-écosystème est exploitée depuis des millénaires comme en témoignent les nombreux amas coquilliers. Malgré cela, aucune évaluation de la pression de pêche n'est effectuée. Notre projet vise ainsi à déployer une stratégie participative d'observation des pressions exercées sur la ressource en coquillage pour comprendre la dynamique des stocks et développer des outils de gestion. Plusieurs missions de terrain ont permis d'effectuer des entretiens avec les différentes parties prenantes : les pêcheuses, le comité local des pêches, les piroguiers, ainsi que le proviseur et les professeurs de science de la vie du lycée. Ces entretiens ont permis de co-construire un plan d'action suivant trois étapes : 1) une enquête exhaustive sur les pratiques de pêche des femmes des villages de Niodior et Falia ; 2) l'organisation d'ateliers pour la co-construction d'une stratégie de suivi des retours de pêche ; et 3) la mise en place d'un suivi participatif des retours de pêche sur une année.

L'enquête, déployée avec la participation d'enquêtrices du village, a permis d'avoir une information socio-démographique et socio-économique relative aux pêcheuses. Deux ateliers de restitution dans les deux villages ont ensuite permis de co-construire un protocole de suivi et de lancer une action pilote, évaluée et réajustée pour être étendue. Ainsi, des enquêtrices ont fait remplir un formulaire aux collectrices à trois périodes clés, pour



© Y. Thomas

Retour d'une pêche expérimentale avec les femmes du village de Falia (Sine Saloum, Sénégal) pour le suivi des stocks de pagnes (*Senilia senilis*).

recueillir des informations sur les sites de pêche visités, la durée quotidienne de pêche, le nombre de jours de pêche dans une marée, la quantité pêchée et le mode de pêche. Plus de 2 000 fiches ont été bancarisées dans une base de données permettant une analyse globale. Notre projet visait aussi à renforcer les capacités d'observation de l'environnement, élément fondamental pour comprendre les dynamiques à l'œuvre. Nous avons ainsi développé un système d'observation autonome à bas coût, en *open source* et permettant un enregistrement à haute fréquence des paramètres de l'eau (par exemple, température, salinité, turbidité). Des prototypes ont été déployés dans des parcs expérimentaux dans chacun des villages avec la participation des pêcheuses.

Outils de la recherche participative mobilisés

Notre projet a mis en œuvre différentes approches de recherche participative. Nous avons organisé des ateliers de co-construction des objectifs et de la stratégie d'intervention. Ces ateliers ont été accompagnés d'entretiens et d'une vaste enquête menée avec l'engagement de femmes du village qui ont participé au recueil des informations. Les pêcheuses ont également participé régulièrement aux activités de prélèvements scientifiques de coquillages. Enfin, le suivi des retours de pêche a été fait avec la participation d'enquêteurs des deux villages et de piroguiers de Niodior. Il a permis de recueillir une information de la part de la quasi-totalité des pêcheuses. Des ateliers de restitution des résultats ont été organisés pour échanger sur ces derniers et sur les suites à donner.

En parallèle, afin d'inscrire les développements instrumentaux dans le long terme et de permettre une appropriation par la communauté scientifique, diverses actions d'information, de formation et de renforcement des capacités ont été menées. Un atelier orienté vers le développement d'une instrumentation *low cost* en océanographie a été organisé au fablab Ker Thiossane, à Dakar. Cet atelier a permis de réunir la communauté scientifique, d'exposer les développements et de mettre en place des ateliers pratiques avec des étudiants. Le projet a également contribué à la création d'un fablab sur le centre IRD-Ucad de Hann, à Dakar, pour renforcer les outils de la communauté scientifique.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Ce projet, qui s'est construit sur plusieurs années d'interactions entre les chercheurs et les pêcheuses, a permis de maintenir le dialogue entre science et société, dans un contexte de confiance mutuelle. C'est un élément fondamental pour répondre à un besoin réel et concilier des temporalités souvent très différentes entre la réalité du terrain et le temps de la science.

Cette approche participative a également permis de construire et de renforcer une approche et une communauté de recherche interdisciplinaire combinant sciences de la nature et sciences humaines, pour répondre aux défis des sciences de la durabilité pourvoyeuses de connaissances intégrées, co-construites et transformatrices. Cette ambition a conduit à initier un travail de thèse qui fera appel aux outils de la modélisation d'accompagnement

pour co-construire des stratégies de gestion sur la base des connaissances acquises.

Enfin, cette recherche participative a enrichi notre connaissance du système socio-écologique du Sine Saloum, grâce à des connaissances fondamentales sur la biologie de l'espèce, sa sensibilité aux variations

environnementales, et sur l'activité de pêche, facilitant la mise en place de mesures appropriées. Il s'agit également d'une preuve de concept pour les institutions, en vue de créer un observatoire national du littoral, et de reconnaître les sciences participatives comme un outil à part entière.

À RETENIR

Ce projet mené sur plus de dix ans met en évidence la nécessité de s'inscrire sur la longue durée pour mettre en œuvre des projets donnant du sens aux activités scientifiques. Cette temporalité longue est nécessaire pour construire un partenariat équilibré, avec des relations de confiance avec les populations et nos collègues locaux. Ce temps long a permis de bâtir et de renforcer une approche réellement interdisciplinaire pour répondre aux besoins des populations.

Lorsque les enfants d'Océanie dessinent la mer et la pêche

Inclure les enfants dans la recherche
en sciences sociales marines

Élodie Fache, Stéphanie Carrière, IRD, UMR Sens, Montpellier, France
Catherine Sabinot, IRD, UMR Espace-DEV, Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Mise en contexte

Le projet « SOCPacific » (A Sea of Connections: Contextualizing Fisheries in the South Pacific Region, 2018-2022, financement ANR-DFG) visait à explorer « l'océan de connexions » au sein duquel les pratiques de pêche et de gestion des pêcheries se déploient dans le Pacifique Sud. Impliquer les enfants était essentiel pour engager une approche de la durabilité marine reconnaissant les enjeux de justice intergénérationnelle et les droits de l'enfant. En effet, les enfants de cette région participent activement à la pêche et au maintien des relations entre les humains, la mer et la vie marine. Comme les adultes, ils peuvent ainsi exercer leur droits et leurs responsabilités envers l'Océan. Des ateliers de dessin ont ainsi permis leur participation à la co-construction de nos axes de recherche.

Contact

elodie.fache@ird.fr

Pour aller plus loin

FACHE E. *et al.*, 2022 – “Draw the sea...”: Children's representations of ocean connectivity in Fiji and New Caledonia. *Ambio*, 51 : 2445-2458.

FACHE E. *et al.*, 2022 – Encouraging drawing in research with children on marine environments: Methodological and epistemological considerations. *Human Ecology*, 50 : 739-760.

SABINOT C. et CARRIÈRE S., 2015 – « Le dessin d'enfant : De l'outil aux médias pour la diffusion des savoirs scientifiques ». In L. Vidal (éd.) : *Les savoirs des sciences sociales : débats, controverses, partages*, Marseille, IRD Éditions : 51-71.

Description de la recherche et du dispositif

Les Océaniens se considèrent comme les « gardiens de l'océan », le protégeant pour le bien commun. Pour ces populations, la poursuite des Objectifs de développement durable – ODD14 (Vie aquatique) en lien avec tous les autres ODD – a une longue et importante histoire, marquée ces dernières décennies par la définition de politiques publiques s'appuyant sur une « souveraineté océanienne ». Ces politiques publiques concernent tout particulièrement les pêcheries, côtières tout comme hauturières, qui sont au cœur de l'économie des États océaniques et des moyens de subsistance de leurs populations. Le projet « SOCPacific » visait à améliorer la compréhension et la reconnaissance des multiples aspects et connexions des pêcheries du Pacifique Sud – une région devenue arène centrale pour imaginer le futur des océans et de leur gouvernance. En particulier, ce projet entendait mettre en dialogue les points de vue variés des acteurs impliqués dans – ou touchés par – les enjeux de pêche. Il visait également à reconnaître l'engagement dans les pêcheries des femmes et des enfants, car leurs contributions sont bien souvent invisibilisées, aussi bien dans les statistiques officielles et les pratiques de gestion que dans les projets de recherche. Impliquer les enfants dans un projet de recherche nécessite de mettre en place un dispositif éthique, ludique et adapté à leur âge, capable de faire émerger les dimensions sensibles de leurs relations à l'environnement (ici au continuum terre-mer) : le dessin.

Outils de la recherche participative mobilisés

Des ateliers de dessin ont été organisés avec des enfants âgés de 9 à 15 ans, dans différentes écoles situées en milieux urbains et ruraux. Nous avons fourni le même matériel de dessin dans chaque école (feuilles à dessin format A4, crayons gris et de couleur, taille-crayons, gommages) et donné une consigne unique aux enfants : « Dessinez la mer et ce que vous et les autres faites à la mer » (traduite dans leur langue quotidienne). Le terme « pêche » n'a volontairement pas été mentionné, de façon à explorer dans quelle mesure les enfants allaient spontanément associer la mer à leurs pratiques de pêche ou à celles d'autres personnes. Nous avons ensuite mené de courts entretiens individuels, pour permettre aux enfants de commenter ce qu'ils venaient de dessiner et de décrire brièvement leur contexte familial.

Ce dispositif a permis aux enfants de participer au projet de recherche et aux chercheurs d'entrer dans le monde (et la vision du monde) des enfants. En rupture avec les approches réduisant les enfants à des esprits malléables ou à des adultes en devenir qu'il faut éduquer et sensibiliser, nous pensons qu'il faut, au contraire, mettre en lumière la richesse de leurs savoirs pour ainsi ouvrir la voie à leur intégration dans les processus de discussion et de décision relatifs au continuum terre-mer. Il s'agit ici d'une première, mais cruciale, étape vers la mise en place d'une recherche participative ; une étape souvent éludée dans les processus de co-construction de la recherche (de la définition des questions de recherche à l'analyse et à la valorisation des données produites).

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

L'analyse interdisciplinaire de ces dessins d'enfants et des entretiens associés révèle que le continuum terre-mer est une évidence pour les enfants de Fidji, de Nouvelle-Calédonie et du Vanuatu, qui considèrent que la mer est inextricablement liée à la terre. Elle met également en lumière les connexions écologiques (par exemple, liens entre différentes espèces marines, ainsi qu'entre celles-ci et leurs habitats écologiques) et socio-culturelles (par exemple, attachement aux lieux et à des espèces emblématiques) que les enfants observent et expérimentent au sein de ce continuum, notamment via leurs propres pratiques de pêche. La plupart des enfants associent en effet dans leurs dessins la mer à la pêche vivrière, qui apparaît ainsi comme un moyen essentiel de maintenir des liens solides entre les humains (en particulier les enfants),

la mer et tous les êtres vivants qu'elle abrite. Les dessins d'enfants produits durant ce projet (et plus généralement en ethno-écologie) permettent d'élargir l'espace des interactions entre sciences et sociétés, en ouvrant différents espaces de dialogue : 1) entre chercheurs issus de différentes disciplines ; 2) entre ces chercheurs, les enfants qui participent et leurs familles, les directeurs d'école et enseignants concernés, et éventuellement d'autres acteurs au niveau local ; et 3) entre chercheurs et citoyens investis d'un rôle d'enseignement, de médiation ou de décision.

Enfin, les dessins d'enfants tels que développés dans ce projet apparaissent comme un outil pertinent pour poser les bases d'une recherche co-construite avec les très jeunes acteurs, en contribuant à la fois à mettre en lumière leurs représentations, leurs pratiques et leurs préoccupations, et à les amener à éliciter et exprimer les enjeux relatifs à la durabilité marine tels qu'ils les perçoivent.



Ateliers de dessin réalisés en 2019 dans des écoles à Fidji (à gauche) et en Nouvelle-Calédonie (à droite).

À RETENIR

La participation des enfants aux recherches reste rare et limitée. Le dessin permet de les impliquer, et ce, à différents niveaux – ou étapes – de participation : de la reconnaissance de leur légitimité à prendre part aux processus de production de données/ de connaissances (comme l'illustre le projet « SOCPacific ») à la co-construction d'un projet de recherche (perspective que nous souhaitons explorer à l'avenir).

Des jeunes Sénégalais vivant avec le VIH acteurs d'un processus participatif d'empowerment

Cécile Cames, IRD, Transvihmi, Montpellier, France

Mise en contexte

Le partage du statut sérologique représente une problématique cruciale pour les jeunes vivant avec le VIH (JvVIH) depuis l'enfance, puisqu'ils sont plus vulnérables sur le plan psychosocial (autostigmatisation, isolement), dépendants économiquement, et ont un pouvoir limité dans les prises de décision, par rapport aux adultes. La révélation de leur statut sérologique peut entraîner discrimination et rejet de l'entourage. Inversement, le partage avec des proches peut booster l'estime de soi et l'observance aux antirétroviraux et permettre de bénéficier d'un plus grand soutien social et financier. Le Sénégal connaît une épidémie de VIH à faible prévalence dite concentrée sur les populations clés, et la discrimination des personnes vivant avec le VIH y est très prégnante.

Contact

cecile.cames@ird.fr

Pour aller plus loin

CAMES C., 2022 – *Partage de sérologie avec le-a partenaire pour des jeunes sénégalais vivant avec le VIH*. Communication, 8 avril, Marseille, AFRAVIH. <https://vimeo.com/697640563>

DIOP A., 2024 – « Quels vécus et besoins d'accompagnement de sa séropositivité chez les jeunes adultes vivant avec le VIH au Sénégal ? La recherche communautaire Tagg Picc », Journées scientifiques de l'ANRS MIE et AFRAVIH 2024, lecture à 1h45. <https://www.youtube.com/watch?v=ZZDPgeZGRDo&list=PLcL-bqq1xI8eus6zXvFKhrnxyF1m4pZZeH&index=11>

DIOUF A. *et al.*, 2024 – « Transfert de compétences inter-générationnel pour l'empowerment communautaire des jeunes adultes vivant avec le VIH dans la gestion de leur sérologie en Afrique de l'Ouest : L'initiative Gundo-So Jeunes », communication orale, Yaoundé, AFRAVIH.

Description de la recherche et du dispositif

Le réseau Convergence Jeunes (RCJ) rassemble environ 150 jeunes Sénégalais infectés par le VIH par transmission mère-enfant pour la plupart. Partenaire de Transvihmi (IRD) dans plusieurs projets de recherche, le RCJ a exprimé le besoin d'être accompagné dans la gestion de la sérologie chez les JvVIH. Initiée en 2021, la recherche communautaire participative « Tagg Picc » (« le nid de l'oiseau » en wolof) a été co-construite pour aider les JvVIH à prendre des décisions éclairées sur le partage ou le secret de leur statut sérologique, identifier des stratégies, les mettre en œuvre et en gérer les conséquences. Lors d'une résidence de recherche participative, les jeunes leaders du RCJ ont identifié ce défi comme prioritaire, et conçu collectivement des stratégies communautaires d'accompagnement. La chercheuse et le RCJ ont alors développé un partenariat avec l'équipe du projet « Gundo So » (Arcad Santé Plus, Coalition Plus et le pôle Psychologie sociale de l'université Lyon-II) qui mène depuis 2017 au Mali un projet d'*empowerment* des femmes vivant avec le VIH. L'*empowerment*, ou pouvoir d'agir, désigne ici la capacité des femmes à maîtriser leur environnement, en choisissant de partager ou non leur statut VIH avec leur mari, en développant leur réseau social, parmi les pairs de leur groupe et la structure de prise en charge, source de soutien social. L'objectif de la collaboration était de repenser ce dispositif avec et pour les JvVIH sénégalais, et d'explorer son efficacité et son acceptabilité.

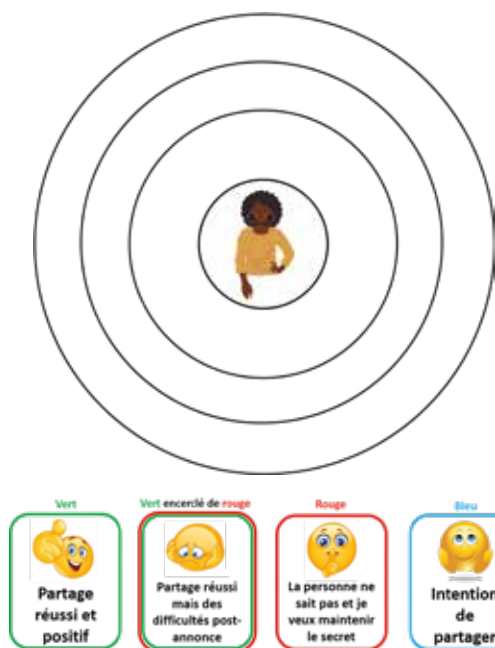
Outils de la recherche participative mobilisés

À chaque étape du processus, nous avons suivi une démarche participative. Ainsi, les outils de

l'intelligence collective, l'empathie, la collaboration, la communication, la réflexion collective, et les méthodes participantes tels les arbres à problème, les jeux de rôles, le théâtre-forum, les jeux sérieux, les podcasts natifs ont été mobilisés pour l'identification des défis et des stratégies, la co-construction du projet de recherche, l'adaptation, le transfert de compétences, la capitalisation et la co-rédaction des livrables.

L'adaptation. Un atelier collaboratif a permis d'adapter les outils du dispositif malien pour produire des livrables spécifiques à l'étude « Tagg Picc » et aux modes de vie et aux contraintes des jeunes. Durant une semaine, les jeunes du RCJ se sont approprié chacune des activités et des méthodologies utilisées dans les 9 sessions du dispositif malien via des jeux de rôles, avec des restitutions écrites et orales. Entre autres, ils ont réduit à 7 les sessions d'*empowerment* et modifié le visuel d'animation jugé « trop classique ». Par exemple, ils utilisent des cailloux pour quantifier le poids du secret du VIH, et identifient les personnes avec lesquelles ils voudraient partager leur statut et celles avec lesquelles ils préfèrent maintenir le secret, en les situant sur des cercles concentriques selon la proximité sociale ou familiale.

Le transfert de compétences. Un atelier a été dédié au transfert de compétences d'animation entre les « tatas » maliennes et 9 pairs-animateurs (dont 4 femmes) du RCJ, et à une sensibilisation à la gestion des émotions. Parallèlement, 3 pairs-chercheurs (dont une femme) ont été formés aux techniques d'entretien, à la transcription et aux codages des verbatim par Mathilde Perray, chercheuse en psychologie sociale.



Fiche synthétique du guide d'animation Tagg Picc

Feuille support n°1 – les cailloux

Surnom participant.e : _____



Nombre de cailloux pris par la ou le participant.e

Petits : _____

Moyens : _____

Gros : _____

Explications et raisons données par le ou la participant.e :

Outils utilisés par les animateurs de « Tagg Picc » : « Le poids du secret ».

Source : C. Cames



Ateliers d'adaptation et de transfert de compétences aux animateurs et aux chercheurs dans le projet « Tagg Picc ».

L'intervention. Les 7 sessions d'*empowerment* repensées ont été mises en œuvre par les pairs-animateurs et accompagnées par une psychologue dans un processus d'analyse des pratiques et de soutien psychologique. L'intervention a réuni 19 JvVIH âgés de 18 à 25 ans, dont 11 femmes, et répartis en 3 groupes encadrés par 3 pairs-animateurs. Des données mixtes qualitatives et quantitatives ont été collectées par les pairs-chercheurs, avant le démarrage et au moins quatre semaines après la dernière séance.

La capitalisation. Menée au fil de l'eau, elle a permis de documenter les bonnes pratiques d'accompagnement à la gestion du statut sérologique. Il en ressort l'importance accordée par les animateurs à l'acquisition auprès des

tatas maliennes de compétences et savoir-faire clés (écoute active, lien de confiance, préparation des sessions, gestion des émotions), et au comportement irréprochable qui est attendu d'eux. Un point de vigilance porte sur la tendance chez certains jeunes animateurs à se sentir responsables de « guérir » leurs pairs, ou de « les libérer de leur souffrance ». L'analyse des pratiques a permis de les rassurer en rappelant qu'ils ne sont pas des « super héros », mais des accompagnants.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Avant l'intervention, seuls 25 % des participants avaient déjà partagé leur statut avec quelqu'un, 35 % se sentaient capable de peser le pour et le contre, 70 % et 47 % souhaitaient respectivement être renforcés pour partager et maintenir le secret de leur statut VIH dans

« Tagg Picc ». Les jeunes ont déclaré vivre leur infection au VIH comme un fardeau dans un environnement social qui leur laisse peu d'autonomie. Après « Tagg Picc », les JvVIH valorisent les connaissances et les compétences acquises pour gérer leur sérologie et évoluer plus facilement dans leur environnement, le sentiment, nouveau pour eux, d'appartenance à un groupe, et leur épanouissement physique et psychologique au travers des sorties organisées régulièrement entre participants. Nombre d'entre eux ont exercé leur pouvoir d'agir en partageant, avec succès, leur statut sérologique avec une ou plusieurs personnes à la sortie du dispositif.

Le RCJ a mis en œuvre une « saison 2 » de « Tagg Picc » avec 20 nouveaux JvVIH. Les résultats, en cours de traitement, donneront lieu à une valorisation scientifique et à une restitution grand public sous forme d'un court métrage (©IRD/Kourtrajmé Dakar).

À RETENIR

« Tagg Picc » est l'exemple d'une recherche communautaire avec et pour les JvVIH qui découle d'un processus participatif encadré par des chercheuses et des communautaires seniors et nourri par l'expertise des jeunes. En effet, la démarche participative a permis de mettre en lumière la créativité, la richesse des compétences, des savoir-faire et des savoirs expérientiels des JvVIH, présentant pour la plupart un faible niveau de scolarisation. Ce faisant, la recherche a non seulement atteint son objectif d'*empowerment* des jeunes, mais a également permis le renforcement des compétences et des connaissances des chercheuses. Hier invisibilisés, ces jeunes se sentent aujourd'hui prêts à s'investir dans la lutte contre le VIH au côté des autorités nationales et à exercer un leadership communautaire.

• S'engager auprès des personnes vulnérables pour co-produire des connaissances

VIH et santé sexuelle et reproductive au Laos

Pascale Hancart Petitet, IRD, TransVIHMI, Montpellier, France

Mise en contexte

Au Laos, les programmes de lutte contre le VIH peinent à atteindre les personnes vivant dans les zones reculées. L'accès aux données est donc une difficulté majeure, accrue par le manque de personnel formé et le fait que tout chercheur a pour obligation d'être accompagné sur le terrain par un représentant de l'État. Produire de la science dans ces conditions et tisser des relations de confiance nécessaires à la pratique ethnographique sont peu aisés. Ces contraintes exigent la mise en œuvre de stratégies de recherche participative pour ouvrir de nouveaux espaces de co-production des savoirs. C'est le cas de nos programmes de recherche « Migr Lao » et « Health » qui visent à explorer les liens entre les déplacements humains, les relations intimes et les vulnérabilités aux infections.

Contact

pascale.hancart-petit@ird.fr

Description de la recherche et du dispositif

Menés depuis 2013, ces programmes visent à éclairer à la fois les liens entre les parcours biographiques et migratoires, les reconfigurations sociales et genrées, et à améliorer la prise en charge sanitaire en santé sexuelle et reproductive et du risque infectieux au VIH. Ces programmes s'intéressent aux populations vivant en zones rurales isolées et aux jeunes qui migrent dans les zones semi-urbaines au Laos. Ils ont aussi pour objectif de penser avec les partenaires multi-acteurs les espaces possibles d'articulation entre la production et la diffusion des connaissances produites dans ce cadre. Plusieurs outils de recherche participative ont été mobilisés dont la collection de récits de vies et le théâtre-forum, à la fois comme mode de collection et de production de données scientifiques. Le théâtre-forum est une technique théâtrale qui permet, grâce à la participation de chacun (public et comédiens), de parler et d'imaginer collectivement des solutions alternatives à des problèmes spécifiques. Cette approche nous a permis de construire et renforcer les capacités locales, et de favoriser une approche inclusive de la recherche, intégrant diverses perspectives pour une compréhension plus holistique des enjeux de santé dans la société laotienne.

Prenons l'exemple du projet « Migrations, Mobilities and HIV/STI Vulnerabilities. An Interdisciplinary & Community Based Participatory Research in Laos », financé par Expertise France, mené avec des chercheurs de l'université des

Sciences de la santé du Laos, et associant des femmes et des hommes représentants des associations de personnes vivant avec le VIH.

Outils de la recherche participative mobilisés

Une fois formés aux principes méthodologiques de base de la recherche qualitative et à certaines règles à observer en matière de confidentialité, ces femmes et ces hommes ont mené la collecte de données. Chacun avait pour mandat de recueillir des données biographiques de trois personnes vivant avec le VIH faisant partie de leur réseau d'interconnaissance, lors d'entretiens enregistrés et menés à trois reprises. Les données étaient ensuite retranscrites en lao, puis en anglais. Elles relatent les conditions d'existence dans le Laos rural et la pauvreté à l'origine de parcours migratoires vers des formes de travail, souvent illégales, en Thaïlande. S'expriment ainsi la violence sociale et conjugale, les pratiques de vente de services sexuels, les usages de produits illicites, mais aussi les histoires d'amour qui se font et se défont. Ces données ont été utilisées pour co-construire, avec Thiane Khamvongsa, artiste et directrice de la troupe Les Bêtes sur la Lune et avec la compagnie Fang Lao, la performance *Live with it*¹, mêlant danse et théâtre. Si les témoignages provenaient de données anthropologiques, la performance devait ensuite quitter le champ scientifique et la restitution de données pour entrer dans une dimension émotionnelle, exprimée par le corps, le mouvement, les

1 • <https://anthroms.com/live-with-it-performance/>

mots et la musique. Une femme médecin et l'une des personnes vivant avec le VIH, avec lesquelles nous avons travaillé pour la collecte de données, ont été mobilisées pour animer les sessions d'échange avec le public qui ont été organisées après chaque performance, et pour répondre aux questions, en particulier en matière de risques liés au VIH.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Qu'en est-il de la visibilité, de l'impact et de l'applicabilité de ces résultats ? Nos expériences de recherche participative donnent à voir la validité de la méthode avec une production de données scientifiques de qualité et une appropriation de l'outil par les personnes concernées que nous avons formées à la pratique de recherche. Constater les rires, la bonne humeur, la participation active et enthousiaste des villageois et les réactions du public procurent une satisfaction immédiate. Sur le plan de l'applicabilité du savoir scientifique à la mise en œuvre d'actions, la mobilisation de cet outil a pour enjeu la mise en place effective des actions identifiées comme nécessaires à l'amélioration

de l'accès aux soins. La recherche participative si bien pensée, cohérente, et aussi engageante soit-elle a également ses limites. Les solutions qu'elle permet de proposer se heurtent à l'ensemble des inégalités de classe, d'appartenances sociales et ethniques, qui conditionnent l'accès aux soins des personnes vulnérables au Laos. Certaines des solutions sont applicables à moyen terme, mais demandent un temps plus long, au-delà des trente-six mois de mise en œuvre d'un projet, et un engagement soutenu des bailleurs de fonds (ce qui n'a pas été le cas pour ce projet). Enfin, dans tous nos projets, de nombreuses initiatives sont consacrées à la construction des liens entre l'équipe de recherche et les personnes en charge des programmes de soins : réunions de préparation et de restitution au long cours de la mise en œuvre du projet auprès des décideurs, ateliers à destination des soignants et parfois du grand public, rapports de recherche, articles de presse, conférences, publications, *policy papers*. Néanmoins, produire une manne d'informations et d'enseignements et les rendre ainsi disponibles pour penser la mise en œuvre de programmes de soins ne suffit pas forcément à produire le changement social espéré.

À RETENIR

L'application de la recherche s'appuie sur la construction d'alliés et de réseaux, en particulier par le biais de renforcements de capacités et de formations, et sur la synergie d'intérêts divers à laquelle un engagement dans la recherche participative peut contribuer, souvent au-delà de la publication d'un papier scientifique, si bon soit-il... Néanmoins, s'engager dans une dynamique de recherche participative représente un changement de cap très chronophage, et une posture pas toujours reconnue dans le milieu scientifique. Cela demande de construire des liens, d'être alerte aux opportunités, d'apprendre et d'expérimenter de nouveaux outils, de se faire confiance et de faire confiance, et de lâcher prise !

Élaborer des communs grâce à la cartographie participative

Co-construire des futurs territoriaux désirables en Basse-Casamance

Alexandre Badiane, IRD, UMR Espace-DEV, France

Marie-Christine Cormier-Salem, Luc Descroix, IRD, UMR Paloc, France

Sané Tidiane Sané, université Assane-Seck de Ziguinchor, Sénégal

Mise en contexte

La Casamance, au sud du Sénégal, est en reconstruction après près de quarante ans de guerre civile. La participation des acteurs locaux, notamment des femmes, est essentielle pour redynamiser les systèmes agraires. La cartographie participative a été mobilisée pour mettre en place des règles concertées de gouvernance des zones littorales. Ainsi dans le cadre programme « Gouvernance concertée des littoraux Sud, Casamance, Guinée-Bissau » (PGCL, AFD, 2014-2017), l'école thématique organisée à Diembéring par le LMI Patrimoines et territoires de l'eau (Pateo) a favorisé le dialogue entre citoyens, usagers des ressources naturelles et autorités pour reconstruire des communs sociaux et spatiaux.

Contact

marie.cormier@ird.fr

Pour aller plus loin

OLLITRAULT S., JOUZEL J. N., 2015 – *Contre-expertise*. Paris, Presses de Sciences Po : 86-91. <http://www.cairn.info/dictionnaire-critique-de-l-expertise--9782724617603-page-86.htm>

SANÉ T., BALLA DIÈYE E. H., DEMBA BA B., MENDY V., CORMIER SALEM M.-C., DESCROIX L., FABRE M., HABERT E., EHEMBA F., BODIVIT M., 2017 – « La cartographie participative comme outil d'aide à la compréhension des dynamiques territoriales : application sur un terrain de Basse Casamance (Sénégal). » In Cormier Salem M.-C., Descroix L., Diakhate M. M. (eds.) : *Sciences participatives, gouvernance des patrimoines et territoires des deltas : actes du colloque international du LMI Patrimoines et territoires de l'eau*, du 11 au 14 mai 2016, université Gaston-Berger de Saint-Louis, Sénégal, Dakar, L'Harmattan : 265287. Colloque International Pateo. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010069884>

Description de la recherche et du dispositif

Les démarches participatives en général, et la cartographie participative (CP) en particulier, connaissent depuis les années 1960 un fort engouement. La CP est la cartographie d'un territoire par un groupe d'habitants encadrés par un groupe d'experts. Issue d'un collectif, elle vise à renforcer la cohésion sociale et les capacités d'analyse et de plaidoyer des acteurs locaux. Dans la continuité des réflexions conduites par des membres de l'UMR Paloc, l'école thématique de CP en Basse-Casamance a permis une analyse critique et réflexive sur la CP. Il s'agissait aussi de partager nos expériences. Les travaux en salle (jour 1) se sont nourris des excursions sur le terrain (jours 2 et 3) et de discussions lors de la restitution (jour 4), impliquant largement les populations locales.

Les travaux en salle ont réuni un panel diversifié de 30 participants représentatifs, qui comptait une dizaine de scientifiques, une dizaine de membres d'ONG, représentants de la société civile, et enfin les producteurs de données spatiales, dont les points focaux de la commune de Diembéring en Basse-Casamance (2-3 par village, soit au total une dizaine). Sur le terrain, l'ensemble des populations des trois villages de Diembéring a été mobilisé, en s'efforçant là aussi de respecter la parité (genre, classe d'âge, statut, etc.) et l'inclusivité ; plus de 60 villageois ont été activement impliqués. À cet effet, une rencontre a été initiée avec les autorités locales. Soulignons que la population est homogène, en majorité des riziculteurs d'ethnie joola, ce qui a facilité l'identification des représentants locaux. Des points focaux, porteurs de voix au sein de leurs villages respectifs, ont été choisis

sur la base de leur statut au sein des villages et de leurs connaissances du terrain. Des pré-ateliers avaient permis de prévenir les populations de la commune de nos enquêtes.

Outils de la recherche participative mobilisés

L'école de CP a été structurée autour de trois actions mobilisant divers outils de co-construction des connaissances.

Le cadrage en salle. À travers les 7 exposés des experts, le cadrage a permis d'aborder les concepts et les méthodes, et d'élaborer un cadre commun. Les représentants locaux y ont participé pour mieux comprendre la démarche et ses attendus.

La mise en pratique sur le terrain. Deux jours de travaux de terrain ont permis de tester le cadre commun sur une des zones ateliers du PGCL, avec une forte implication de la population locale. Trois villages de la commune de Diembéring (Diembéring, Bouyouye et Cabrousse) et deux thèmes (riziculture, patrimoine) ont été choisis. Dans chacun des 6 groupes de 4-5 personnes ainsi constitués, un représentant de la population locale a dirigé les équipes sur le terrain et participé à la collecte de données. Les visites de terrain par groupes thématiques ont donné lieu à la réalisation de cartes (terroirs, ancien et actuel ; transects selon les thèmes ciblés). Pour favoriser l'inclusivité, des séances ont été organisées par genre ou classe d'âge. Les jeunes (15-25 ans) sont plus à l'aise pour écrire ou dessiner une carte, quand les plus anciens maîtrisent la mémoire des lieux et des événements. Les femmes se sont souvent mises à l'écart, et



© M.-C. Cormier-Salem

Séance collective de représentation cartographique du terroir
(Diembéring, juin 2014).

leur efficace intervention est venue ensuite compléter les cartes réalisées par les hommes.

La restitution. Dans chaque village, par sous-groupes, une restitution des travaux a été organisée en présence des populations locales et confiée aux points focaux. La forte implication des populations lors de ces restitutions et des débats a permis de corriger et de valider les données obtenues à l'échelle de chaque village.

Par ailleurs, une restitution générale a été organisée, en présence d'institutionnels et des populations, permettant de tirer les principales leçons de ce dispositif et de dresser des synthèses et des perspectives pour la suite du PGCL.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Cette expérience a permis de mettre en image et en débat ce qui fait « commun » entre les

habitants de la commune. La CP est un dispositif très original et puissant, facilitant la communication entre des locuteurs de diverses origines et langues. L'élaboration collective des cartes et des transects, puis la vérification-terrain sont ainsi autant d'outils d'expression (dessin et prise de parole), de concertation et de dialogue. Les relations de confiance, la transparence dans les objectifs,

l'ancrage solide sur le terrain sont des prérequis pour la réussite de la CP.

La méthodologie, testée durant cette école, a été appliquée à d'autres sites du PGCL en Basse-Casamance et en Guinée-Bissau. Parmi les principales productions scientifiques de cette école, citons un article collectif (SANÉ *et al.*, 2017), quatre monographies et plusieurs mémoires de masters.

À RETENIR

La cartographie participative d'un territoire communal combine des outils (entretiens historiques, cartes du terroir ancien et actuel, transects et enquêtes sur les activités, observations) qui permettent de co-produire de la connaissance. Il s'agit surtout d'un dispositif qui facilite l'expression et le dialogue entre divers acteurs. Cette approche permet de penser les communs spatiaux et sociaux – passés, présents et à venir –, et ainsi de révéler les choix opérés par les populations dans la mise en valeur de leur terroir, de comprendre leurs stratégies d'adaptation face à un contexte changeant et, enfin, d'élaborer des scénarios territoriaux. Elle nécessite néanmoins un long investissement sur le terrain, afin d'établir des relations de confiance et une réelle participation de tous.

Un dialogue socio-environnemental autour des débits de l'Incomati au Mozambique

Stéphanie Duvail, IRD, UMR Paloc, Paris, France

Dercio Alberto, IRD, UMR Paloc, UMR Imaf, Paris, France ; université Eduardo-Mondlane, faculté d'Ingénierie civile, Mozambique

Dinis Juizo, université Eduardo-Mondlane, faculté d'Ingénierie civile, Mozambique

Mise en contexte

Le projet « Eflows » au Mozambique fait partie de l'initiative « Didem » (IRD-FFEM6CRDI), visant à favoriser le dialogue science-décision dans la région Sud-Ouest de l'océan Indien, et du projet « Wiosap » (Unep) sur les interactions terre-mer. Son objectif est de définir les débits des barrages du fleuve Incomati afin de concilier productivité de l'estuaire et besoins des habitants du delta. Or, les cadres conceptuels des débits dits « environnementaux » appliqués en Afrique australe ont été définis de façon sectorielle pour des activités en Afrique du Sud et visent des résultats principalement écologiques. Ils sont mal adaptés aux basses vallées du Mozambique pour lesquelles les habitants pratiquent en complémentarité pêche, élevage, agriculture et cueillette.

Contact

stephanie.duvail@ird.fr

Pour aller plus loin

<https://didem-project.org>

Description de la recherche et du dispositif

Les débits de l'Incomati, fleuve au cours partagé entre Afrique du Sud, Eswatini, et Mozambique en aval, ont été divisés par 100 entre les années 1950 et aujourd'hui, résultat d'une forte consommation d'eau pour la canne à sucre et l'eucalyptus en amont. Aussi faibles soient-elles, l'arrivée des crues est aujourd'hui régulée par une série de barrages en Afrique du Sud et au Mozambique. Le gouvernement mozambicain est dans un processus de renégociation de la quantité d'eau qui peut être fournie par l'Afrique du Sud, et de définition d'un calendrier de gestion du barrage de Corumana et du futur barrage de Mamboa-Major. Le ministère de l'Environnement mozambicain, destinataire des résultats du projet « Eflows », est demandeur d'une définition des débits environnementaux pour favoriser la productivité de l'estuaire. L'équipe de recherche franco-mozambicaine, réunie dans la JEAI Itango-MOZ, est composée d'hydrologues, de biologistes, d'agronomes et de modélisateurs de l'université Eduardo-Mondlane, ainsi que de géographes, d'historiens et d'anthropologues des UMR Paloc et Imaf. Elle a proposé un dispositif participatif pour aboutir à une co-construction de scénarios favorables à la réduction de la salinité de l'estuaire de l'Incomati.

Le dispositif transdisciplinaire mis en place comprend un observatoire participatif des stratégies rurales, un observatoire de la productivité de l'estuaire reposant sur une plateforme de science citoyenne (e-bird) et des campagnes de mesures hydro-écologiques menant à une modélisation des débits et de la productivité. Sur cette base, une réflexion commune a pu se développer entre chercheurs, habitants et

gestionnaires pour définir les scénarios de crue les plus favorables.

Outils de la recherche participative mobilisés

L'observatoire participatif des stratégies rurales.

Une étude des pratiques rurales et des droits d'accès et d'usage des ressources naturelles dans le delta, réalisée par des méthodes d'ethnoscience et de géographie (observation, entretiens non directifs, biographies, transects paysagers, cartographie), a précédé la mise en place de l'observatoire. 15 observateurs représentant différents systèmes de production ont été sollicités et ont tenu des journaux de bord de l'état du fleuve et des activités (pêche, agriculture, cueillette, élevage, etc.) menées au cours de la saison hydrologique. Des balances à ressort ont été fournies pour estimer, si besoin, la quantité de poisson. Lors d'ateliers, ils ont partagé leurs carnets et expliqué leurs choix stratégiques.

L'observatoire de la productivité de l'estuaire.

Le choix a été fait de tester si l'abondance des oiseaux piscivores était un indicateur de la productivité halieutique. Des unités spatiales écologiques ont été définies et un comptage régulier par des ornithologues professionnels a été réalisé, ainsi que des mesures hydro-écologiques (hauteur d'eau, salinité, phyto- et zooplancton, etc.). L'accès et la modération des données du delta de l'Incomati ont été demandés à la plateforme de science citoyenne e-bird et les observations par des ornithologues amateurs, venant principalement de la ville de Maputo voisine et d'Afrique du Sud, encouragées. Les données collectées par les chercheurs, croisées aux données de e-bird, ont été traitées statistiquement.



© S. Duval

Riziculture dans la plaine inondable de l'Incomati.

Des ateliers de discussion des scénarios possibles. Ces ateliers ont ensuite réuni chercheurs, observateurs et gestionnaires : un jeu sérieux reproduisant en miniature l'estuaire et ses plaines a été utilisé pour simuler différents scénarios annuels d'arrivée de la crue. Leurs avantages et inconvénients ont été discutés.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Pour les habitants, la principale contrainte est d'éviter l'inondation des plaines et des champs par des eaux salées lors des marées d'équinoxe en septembre. L'observatoire

participatif des stratégies rurales a permis que cette contrainte forte soit entendue et comprise par les gestionnaires de l'agence du bassin et par les hydrologues experts. Sans ce dispositif, seuls les besoins écologiques de l'estuaire auraient été pris en compte. De même, l'implication des ornithologues via e-bird a amélioré la couverture spatiale. Les analyses confirment l'hypothèse que l'abondance d'oiseaux piscivores après la crue est un indicateur de la productivité halieutique du delta. Un autre effet est d'avoir stimulé la constitution de groupes d'observation amateurs et la formation de guides locaux.

Enfin, les ateliers sur les scénarios possibles ont permis aux participants de se mettre d'accord sur l'importance de l'arrivée d'eau douce avant les marées d'équinoxe pour réduire la salinité des crues pénétrant les plaines, ne pas entraver la culture du riz et favoriser la reproduction des poissons et des crevettes. Ce scénario a ensuite été simulé grâce à un modèle d'inondation du delta. Un calendrier de lâchers d'eau douce à partir des barrages a été proposé aux gestionnaires. Le dispositif répond donc aux attentes des hydrologues (réaliste hydrauliquement), des écologues (favorise la biodiversité), et des habitants (permet de cultiver du riz, pêcher des crevettes et du poisson).

Définir un scénario favorable en commun ne veut pas dire partager une même vision du fonctionnement du bassin-versant. Il est même très important que ce ne soit pas le cas et que les chercheurs et les techniciens n'imposent pas leur vision du monde. Ainsi, au cours de ces ateliers plusieurs modèles explicatifs des crues ont co-existé : pour les habitants, une bonne crue avant septembre est le résultat de cérémonies aux ancêtres bien réalisées, tandis que pour les hydrologues et gestionnaires c'est le résultat de lâchers du barrage bien calibrés. La conclusion commune est que l'arrivée d'eau doit être négociée avec les ancêtres et avec les barrages.

À RETENIR

Le succès d'un dispositif participatif tient à un subtil équilibre entre plusieurs ingrédients : la compréhension fine d'un contexte, une bonne connaissance des acteurs locaux, la pertinence de la question posée collectivement, l'adaptation des outils participatifs au contexte et aux acteurs. C'est aussi surtout une question de posture du chercheur : le dialogue n'est possible que dans une attitude d'accueil et d'acceptation que la science n'est pas dominante comme modèle d'explication du monde.





Des musées pour la rencontre des mondes et des savoirs

Revisiter les collections avec des chercheurs amérindiens

Pascale de Robert, IRD, UMR Paloc, Paris, France

Mise en contexte

Longtemps prisonniers des contextes coloniaux dans lesquels ils ont été créés et se sont enrichis, les musées se trouvent au cœur de disputes entre positions universalistes et anticoloniales plus ou moins radicales. En même temps, des recherches collaboratives locales montrent qu'ils pourraient devenir des lieux de dialogues face aux défis contemporains. C'est le cas notamment au Brésil. Notre projet franco-brésilien « Colam » (Collection des autres et mémoires de rencontres : objets, plantes et récits d'Amazonie) propose une (ré)étude de collections amazoniennes à partir des questions, des orientations et des expertises de collègues amérindiens et de leurs communautés. Il s'insère dans le renouvellement des études sur les collections et les savoirs associés ; celui du développement de nouvelles formes de la recherche collaborative ; et celui de l'impact des politiques environnementales et culturelles et de la législation internationale sur le patrimoine.

Contact

pascale.derobert@ird.fr

Pour aller plus loin

DE ROBERT P., ATHIAS R. (dir.), 2024 – « Amazonies mises en musées ? Échanges transatlantiques autour de collections amérindiennes », *Cultures Kairos*, n° 12. <https://revues.mshparisnord.fr:443/cultureskairos/index.php?id=2031>
DE ROBERT P. et al., 2024 – Collections des Autres et mémoires de rencontres. Chroniques d'un projet de recherche collaborative. *Cultures Kairos*, n° 12 : 137-162. <https://revues.mshparisnord.fr/cultureskairos/index.php?id=2197>
KAYAPÓ B., IRD, 2011 – *Musées Miroirs*. Film, 21', Canal U. <https://www.canal-u.tv/149286>

Description de la recherche et du dispositif

Le projet « Colam » est né de la rencontre d'expériences de recherche participative menées autour de collections ethnographiques au Brésil et en France. Coordonné par l'UMR Patrimoines locaux, environnement et gouvernance (IRD, MNHN, CNRS), il réunit périodiquement des membres de communautés autochtones, d'institutions muséales, d'associations, de laboratoires de recherche et d'universités pour étudier ensemble des artefacts conservés ou exposés dans les musées. L'objectif est de mener une réflexion collective sur ce qui motive la collection d'objets : quels échanges, rencontres et récits font qu'un ensemble de choses devienne finalement « patrimoine » ? En 2018, nous avons étudié des collections du musée du quai Branly et du muséum de Toulouse choisies avec les partenaires des peuples mebêngôkre, baniwa et piratapuya et leurs associations (AFP, ACIMRN, ISA), des collègues et étudiants du Museu Paraense Emílio-Goeldi (MPEG Belém), des universités de Recife (Nepe, UFPE) et de la Sorbonne Nouvelle (Crepal, USN). L'équipe constituée alors a organisé les éditions suivantes en 2019, 2022, 2023 et 2024 avec des financements complétés par divers partenaires, puisque d'autres chercheurs autochtones et institutions se sont depuis joints au projet. Chaque édition s'organise autour d'ateliers de recherche collaborative dans les réserves muséales suivis d'un colloque thématique international et de restitutions locales pour les musées et les villages autochtones. Au gré des intérêts et des propositions, les thèmes abordés ont

été élargis (plantes vivantes en collections, objets éparpillés et collections recomposées, art contemporain et collection ethnographique, etc.), et les partenaires autochtones sont venus des peuples mebêngôkre (État du Pará, PA), baniwa (État d'Amazonas, AM), piratapuya (AM), wayana-aparai (PA), potiguara (État de Paraíba, et État du Rio Grande do Norte), ka'apor (PA), pankararu (État du Pernambouc), rankokamekrá (État du Maranhão), tremembé (État du Ceará, CE), tikuna (AM), kanindé (CE), karipuna (État d'Amapá), et tupinambá (État de Bahia).

Outils de la recherche participative mobilisés

La recherche est « participative » dans la mesure où les représentants des communautés locales, ici des Amérindiens du Brésil, sont impliqués dès le départ au même titre que les représentants du monde académique (muséologues, anthropologues et étudiants brésiliens et français). Pour chaque édition « Colam », on commence par retracer l'histoire des collections muséales, les objets à étudier sont choisis avec les communautés autochtones qui désignent leurs experts pour intégrer l'équipe. Pendant l'atelier, l'équipe se mobilise en groupes de discussion autour des collections présentées selon leurs origines. La vidéo et la photographie des échanges et des objets sont les outils privilégiés pour les restitutions aux communautés, et pour la documentation muséale. Un projet de cartographie des collections ethnographiques éparpillées dans les musées français, en cours, a été mené en parallèle de l'inventaire des objets susceptibles d'intéresser les chercheurs amérindiens.



© B. Thiéron



© B. Thiéron

**Commentaire d'œuvres
au musée du quai Branly-Jacques Chirac
et atelier de recherche au muséum
de Toulouse (2018).**

Notons qu'un projet de cartographie similaire existe au Brésil et qu'il serait intéressant de les réunir. Nous avons privilégié l'oralité dans les restitutions des résultats : enregistrements et vidéos transmis aux villages, colloques et tables rondes ouvertes au public, performance avec un conteur et les Amérindiens, utilisation systématique des outils numériques pour communiquer avec les gens restés au village. Pour le dossier « Colam », nous avons choisi une revue d'accès libre permettant de publier dans des formats très diversifiés : essai individuel,

article scientifique classique, transcription et traduction de messages vocaux, photographie, compte-rendu d'expositions, extrait de journal de terrain, article collectif co-signé avec tous les participants, etc. Les méthodes de travail et les outils utilisés ont été remodelés lors de chaque session en fonction des demandes de nos partenaires et des conditions imposées à chaque rencontre (par exemple, la pandémie de covid nous a amenés à organiser un « atelier virtuel »).

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Dans la continuité de recherches menées avec le MPEG Belém, le projet « Colam » est né d'une demande précise : étudier dans deux musées français les objets de collections ethnographiques intéressant nos partenaires amérindiens. À l'issue de cette première réalisation financée par l'Observatoire des patrimoines de l'Alliance Sorbonne Université (Opus-SU), le groupe a tenu à reconduire l'expérience et a progressivement élargi son réseau. Ainsi, « Colam » est devenu une aventure collective qui a réuni presque chaque année une équipe constituée spécialement pour l'étude d'une collection patrimoniale donnée, d'un côté de l'océan puis de l'autre. S'il s'essouffle aujourd'hui sans financement, l'intérêt croissant pour des initiatives du même genre de la part des musées, des communautés autochtones et du public devrait favoriser encore les échanges et convergences entre projets, comme c'est le cas pour une nouvelle recherche autour des patrimoines tupinambas (projet « Ocara », USN-Crepal/IRD-MNHN). Au-delà de sa participation à l'enrichissement des connaissances,

chaque édition « Colam » ouvre de nouvelles pistes de recherche et pose de nouvelles questions méthodologiques et épistémologiques. Outre les résultats en termes de colloques,

rencontres-restitutions et publications, le projet a également servi à la formation pour plusieurs étudiants (stages de master, cours, formation vidéo pour les autochtones...).

À RETENIR

De la souplesse avant toute chose, ou « *jogo de cintura* » comme on dit au Brésil. La recherche ensemble suppose que l'on soit attentif aux différentes manières d'appréhender les objets étudiés, aux protocoles et aux rituels, aux impératifs de temps qui varient comme les langues ou les modes habituels de communication et de restitution. Elle s'inscrit normalement dans des échanges conçus dans la durée plutôt que des contrats courts, et n'est pas toujours adaptée aux normes des appels d'offres et des revues scientifiques. La recherche participative implique que chaque participant sache se placer aussi en situation d'apprentissage et de co-auteur. Elle donne des pistes pour une science engagée avec la société, face à la complexité croissante des enjeux socio-environnementaux contemporains.

● Croiser les savoirs avec le théâtre-forum – communication non violente (TF-CNV)

Le projet « Écoles, familles, quartier » (France, Maroc)

Sophie Lewandowski, IRD, UMR LPED, Marseille, France

Mise en contexte

Le centre-ville de Marseille (3^e arrondissement) et le quartier de Sidi Moumen à Casablanca sont marqués par de forts taux de pauvreté et de populations issues de l'immigration (internationale, rurale). Les relations entre les écoles, les familles et le quartier y sont complexes. L'école peut servir de lieu de ressource et de médiation, mais reste aussi un révélateur des inégalités et des conflits socio-ethniques. Les chercheurs qui s'y intéressent rencontrent différentes générations de dispositifs éducatifs étatiques et non gouvernementaux, ainsi qu'une abondante littérature scientifique et d'expertise produite par des associations et des consultants. Les quartiers populaires deviennent ainsi des espaces privilégiés de reconfiguration des savoirs et des relations entre leurs producteurs.

Contact

sophie.lewandowski@ird.fr

Pour aller plus loin

LEWANDOWSKI S., 2024 – Ce que l'empathie fait à la co-construction des savoirs. Théâtre forum-CNV dans des quartiers d'éducation « prioritaire ». *SociologieS*. <https://journals.openedition.org/sociologies/23602>

LEWANDOWSKI S., MOLINA VALDIVIA M., 2022 – Le théâtre-forum en recherche-action participative : au service des épistémologies radicales ? Corps, émotions, savoirs. *Participations*, n° 32 : 155-181. <https://hal.science/hal-04790293v1>

LEWANDOWSKI S., VOZLINSKY S., 2024 – Le théâtre forum-Communication non violente : une pratique transformatrice ? Film, 9'. <https://www.youtube.com/watch?v=FinoFY66Ugw>

Description de la recherche et du dispositif

Le projet de recherche-action participative (RAP) visait à croiser les savoirs sur les enjeux de la scolarisation dans ces quartiers avec une double perspective : 1) soutenir l'accompagnement à la scolarité et le dialogue territorial (volet action). Par exemple, à Marseille, comment les enseignants (issus de classes moyennes, vivant hors du quartier, devant suivre les multiples directives éducatives nationales) et les parents (issus de classes sociales défavorisées, vivant dans le quartier, possédant une double culture issue de la migration) peuvent se mettre d'accord sur les devoirs donnés après les cours ? ; et 2) analyser les intérêts et les écueils des différents dispositifs et outils d'échanges de savoirs (volet recherche). Par exemple, quelles différences

de compréhension des problématiques entre des enquêtes qualitatives auprès des parents, des cafés-débats, des ateliers de théâtre-forum avec différents acteurs de la communauté éducative, etc. ?

Plutôt que de mener une étude scientifique préalable pour les chercheurs et un diagnostic pour les associations, le projet a cherché à croiser les points de vue et les savoirs entre chercheurs, « experts » (professionnels d'associations spécialisées) et citoyens impliqués (enseignants, éducateurs, parents, adolescents) dès la première phase du projet. Ces croisements se sont effectués au travers d'ateliers de TF-CNV (menés par les chercheurs) et d'ateliers « aller vers » (menés par les ONG). Des analyses des ateliers ainsi que des ateliers « solutions » ont ensuite été effectués, afin de déterminer les actions à mettre en œuvre et les recherches à développer.



© S. Levandowski

Spectacle de théâtre-forum *L'Étiquette*, sur l'impact des stéréotypes sur l'éducation (projet « Écoles, familles, quartier », tournée de printemps 2022).

Outils de la recherche participative mobilisés

Un des outils mobilisés est le TF-CNV : il associe le théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal et la communication non violente de Marshall Rosenberg. L'intention est que chaque groupe social (chercheurs compris) puisse s'exprimer sur le sujet choisi de la manière la plus équitable possible. Des parents, des enseignants, des éducateurs et animateurs de quartier, des coordinateurs de programmes, des adolescents, des chercheurs (d'abord par paires, puis en groupes mixtes) ont participé. Une pièce de théâtre-forum a ainsi été créée, puis a tourné dans les quartiers sollicitant ainsi à nouveau l'avis des personnes concernées.

À partir des récits vécus des participants, on met en scène les problématiques qu'ils souhaitent résoudre, puis les spectateurs (ou l'autre partie du groupe) montent sur scène pour changer le cours de l'histoire et trouver des solutions (théâtre-forum). Par exemple, la pièce faite à Marseille intitulée *L'Étiquette* a posé la problématique des stéréotypes qui existent entre les enseignants et les parents. Elle a pris l'exemple d'une adolescente issue de l'immigration pour laquelle l'équipe éducative ignore son côté précoce et fait un dossier de handicap pour TDAH (trouble comportemental avec hyperactivité). Un affrontement a lieu avec la mère et l'adolescente refuse de retourner au collège.

À partir de ces personnages et des scènes problématiques issues d'histoires vraies choisies par les participants, on cherche à comprendre les besoins essentiels des protagonistes qui se cachent derrière leurs revendications ou leurs

comportements, et ce qui leur permettrait de choisir la coopération plutôt que la violence pour résoudre leur problème (communication non violente). Par exemple, dans la pièce *L'Étiquette*, l'enseignante a surtout besoin de soutien et la mère de considération, l'affrontement autour du dossier de handicap n'étant que le résultat d'années de difficultés. Chaque personnage (et groupe social correspondant) est invité à comprendre les besoins de l'autre et à trouver des solutions qui répondent aux besoins de tous. Les solutions doivent prendre en compte les différences de pouvoir et de culture entre les parties prenantes.

Une fois que diverses solutions se sont mises en place par l'analyse des rapports de forces et des différences culturelles, les remplacements sur scène et l'empathie envers les personnages, le groupe passe par différents processus pour décider des prochaines actions individuelles et collectives à mener, à court et à long terme. Par exemple, suite au spectacle *L'Étiquette*, des dispositifs ont été proposés pour faciliter l'interconnaissance et la collaboration entre enseignants et parents : « Équipe relais », regroupant professeurs, enseignants, parents délégués, et acteurs du territoire ; « La grande tablée », repas à chaque rentrée entre parents et enseignants ; « Balade urbaine », afin que l'équipe pédagogique puisse connaître et (re)connaître les quartiers.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Outre les dispositifs concrets pour l'éducation décrits plus haut, la recherche a permis : 1) de faire évoluer les relations entre chercheurs et citoyens en participant à tout

le processus des ateliers de TF-CNV, les chercheurs passent d'une relation duale d'extraction de données (chercheur-enquêté) à un système d'échanges réciproques de savoirs ;

et 2) d'alimenter des recherches, notamment sur le rôle du langage non verbal, de la corporalité, et des émotions dans les conflits sociaux relatifs à l'éducation.

À RETENIR

En favorisant la complémentarité, les méthodes de recherche horizontales permettent l'évolution de la posture des chercheurs et de leurs instituts (face aux ONG, aux habitants, etc.). De même en utilisant des méthodes d'échange de savoirs qui utilisent les cognitions, mais prennent aussi en compte les corps et les émotions, certaines problématiques sortent du silence. Les ouvertures à la collaboration de chaque groupe social sont favorisées par l'insertion de méthodes dans des partenariats ou des dispositifs de long terme (bien que souvent difficiles).

La co-construction au service d'une action transformatrice

Les mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil

Isabelle Hillenkamp, IRD, Cessma, Paris, France

Mise en contexte

Le Brésil est redevenu un des principaux pourvoyeurs internationaux de matières premières agricoles et minières. Les marchés globalisés pénètrent de plus en plus profondément dans les terres paysannes et des communautés dites traditionnelles, transformant l'environnement et les rapports de genre. Pour la majorité des hommes agriculteurs, l'intégration à ces marchés, même subordonnée, s'offre comme un moyen de subvenir aux besoins de leur famille et assoit leur pouvoir de décision. Aux agricultrices échoit la responsabilité de réparer l'environnement et les corps. L'agroécologie – à la fois savoirs et pratiques d'écologisation de l'agriculture et mouvement social – constitue une voie de résistance autant que de transformation des femmes et des hommes.

Contact

isabelle.hillenkamp@ird.fr

Pour aller plus loin

<https://www.ird.fr/lancement-du-projet-gengibre>

HILLENKAMP I. *et al.*, 2022 – Guia metodológico - Projeto GENgiBRe. <https://ird.hal.science/ird-03940375>

HILLENKAMP I. et PRÉVOST, H., 2024 – Extractivisme et résistances paysannes dans l'agroécologie au Brésil. Une analyse de genre des conflictualités. *Revue internationale des études du développement*, n° 255 : 39-64.

<https://journals.openedition.org/ried/23052>

TELLES L. *et al.*, 2024 – Gênero, Neoextractivismo e Agroecologia: Perspectivas feministas sobre os conflitos ambientais. *Ambientes, Revista de Geografia e Ecologia Política*, 6 (1): 104-143. <https://doi.org/10.48075/amb.v6i1.33158>

Description de la recherche et du dispositif

Saisir le sens de ces transformations et le potentiel de l'agroécologie suppose de faire émerger les voix longtemps invisibilisées de femmes agricultrices. Comment ces femmes et les hommes paysans et des communautés dites traditionnelles se positionnent-ils vis-à-vis de l'intensification de l'usage des pesticides, des semences transgéniques, de l'extraction minière et de l'économie dite « verte » sur leur territoire ? Par quels savoirs, pratiques et organisation économique et politique (re)construisent-ils leur environnement ? Quels sont les rapports de pouvoir entre ces femmes et ces hommes ? En quoi le genre organise-t-il à la fois les marchés globalisés et les résistances basées sur l'agroécologie, et comment est-il redéfini par elles ? Pour y répondre, le projet « ANR GEN-giBRE » s'ancre dans les cuisines, les champs, les forêts, les sols et les rivières de deux régions du sud-est du Brésil, où notre équipe entretient des relations politiques de longue haleine avec six collectifs locaux d'agricultrices. Sans ignorer les hommes, nous partons des voix de ces femmes, que nous faisons patiemment émerger par une recherche-action, comme processus de co-construction de connaissances au service d'une action transformatrice – ici, la valorisation des savoirs et du travail des femmes dans l'agroécologie. Notre équipe se compose de 18 personnes : chercheuses, professeurs et étudiantes en sciences sociales et en agroécologie (IRD, université fédérale de Viçosa et université de Toulouse Jean-Jaurès), et agronomes actives dans des ONG

et dans le mouvement féministe brésilien (Centre de technologies alternatives de la Zona da Mata et Sempreviva Organização Feminista).

Outils de la recherche participative mobilisés

Les agricultrices participant à cette recherche-action vivent et travaillent dans des territoires ruraux, produisent une grande diversité d'aliments destinés à la consommation familiale et à des ventes locales. Elles sont organisées dans des syndicats, des réseaux d'agroécologie ou d'économie solidaire et, pour beaucoup, militent dans des mouvements de femmes. C'est à partir de ces différentes organisations que s'est construite notre recherche-action. Faire émerger les voix des agricultrices, partir des échelles locales où se concentrent leurs savoirs et les systématiser sous des formes adaptées : tels sont les grands principes auxquels ces échanges ont abouti. Ils se sont traduits par une méthodologie organisée à trois niveaux : 1) des « ethnorepérages » des espaces de vie et de travail de 30 agricultrices, complétés par des entretiens avec les agricultrices et des hommes de leur famille, ont permis de co-construire la division sexuelle du travail et de ces espaces agricoles ; 2) des ateliers de cartographie et d'élaboration de posters « corps-territoire » et de « rivières de la vie du territoire » réalisés avec chacun des six collectifs (au total 220 participantes environ) ont fait émerger leur perception des menaces et des résistances socio-environnementales. Deux « Caravanes » ont par ailleurs permis aux agricultrices des différents collectifs de se rencontrer et de présenter les matériaux

des masculinités à la fois axées sur les marchés comme espace de valorisation, et marginalisées vis-à-vis des acteurs dominants de ces marchés. Ces femmes, et certains agriculteurs qui résistent à ce modèle de genre, s'opposent au mode de production, aux destructions environnementales, ainsi qu'aux violences et au déni de leurs droits. Pour les femmes, cette lutte est à la fois une dispute intrafamiliale pour les espaces productifs et les techniques agricoles et se traduisant par un ensemble de mobilisations collectives. Menées d'une part dans les organisations économiques (coopératives, associations), ces mobilisations valorisent leur production ; et d'autre part dans les organisations politiques (syndicats, mouvements sociaux), elles pèsent sur les réglementations environnementales et font reconnaître des droits.

La position de notre équipe de recherche au plus près de ces femmes a permis de systématiser les connaissances qui en ont émergé, sous forme de cartes, de posters, de podcasts, de vidéos et de soutien académique pour lutter contre ce qui constitue une forme d'injustice épistémique. Ce rôle définit la contribution, en même temps que les limites de notre recherche à une action transformatrice. Sur le plan académique, notre position auprès de ces femmes et l'interdisciplinarité (sciences sociales et agroécologie) de notre équipe ont constitué une approche originale de l'agroécologie comme étant traversée par les rapports de genre comme rapports de pouvoir de façon multiscale et, en cela, nous contribuons à renouveler chacun de ces champs.

À RETENIR

Intégrer la recherche, comme processus de construction de connaissances, à une action transformatrice permet d'avoir accès aux savoirs de populations dominées. C'est une méthode nécessaire et « efficace » pour ce type de sujets, mais qui implique aussi une responsabilité des chercheurs pour équilibrer les usages de ces savoirs. Il s'agit de destiner du temps et des ressources humaines et financières aux usages par ces populations, et pas seulement aux usages académiques.

● Pour une recherche interculturelle

Au service de la diversité et de l'avenir
des peuples traditionnels

Sônia Barbosa Magalhães, Universidade Federal do Pará, Belém, Brésil
Laure Empeiraire, Pascale de Robert, IRD, UMR Paloc, Paris, France

Mise en contexte

Le projet « Peuples traditionnels et biodiversité au Brésil » analyse les contributions des peuples amérindiens et des communautés traditionnelles (IPLC) du Brésil à la biodiversité, et au développement des recherches sur son devenir face aux changements globaux. Les fondements de la recherche interculturelle remontent aux années 1980, avec les luttes pour la redémocratisation du pays, la promulgation de la Constitution de 1988, qui reconnaît les droits territoriaux, ethniques et sociaux des peuples autochtones, des quilombos et d'une diversité de peuples traditionnels. Aujourd'hui, la lutte pour la réforme agraire, la résistance à la déforestation, et les débats socio-environnementaux menés tant au Brésil qu'à l'étranger soulignent l'importance socio-culturelle et environnementale de leurs territoires. Il est donc urgent d'instituer de nouvelles formes de dialogue entre savoirs locaux et académiques.

Contact

smag@ufpa.br

Pour aller plus loin

<https://portal.sbpcnet.org.br/publicacoes/povos-tradicionais-e-biodiversidade-no-brasil/>

Description de la recherche et du dispositif

L'objectif de la recherche est de réaliser une synthèse des contributions des IPLC à la biodiversité qui soit à même de constituer un référentiel pour une prise de décision politique. La recherche est coordonnée par Manuela Carneiro da Cunha, Sônia Magalhães et Cristina Adams. Treize volumes sur dix-sept de cette synthèse sont déjà publiés. Deux d'entre eux présentent cinq expériences de recherches interculturelles menées avec des peuples aux histoires, aux identités et aux territoires de vie singuliers, qu'il s'agisse de la forêt atlantique, de la caatinga, du cerrado ou de la forêt amazonienne au Brésil. Les méthodologies utilisées sont diverses, mais elles ont en commun de se situer sur le long terme, de se fonder sur des données ethnographiques imprégnées de la profondeur et de la confiance développées dans un cadre de « terrain », et sur une solidarité politique entre populations locales et chercheurs. Cette dernière est issue en particulier de luttes partagées pour la reconnaissance de territoires qui soutiennent un mode de vie inscrit le plus souvent dans une durabilité socio-environnementale.

Les éléments constitutifs de la recherche interculturelle s'appuient sur la reconnaissance de l'autre à travers le travail de terrain, une temporalité de longue durée – souvent difficile à mettre en œuvre dans le cadre d'appels à projets –, et cette solidarité politique socio-environnementale. La démarche mise en œuvre pose les questions des conditions de production de la connaissance, du passage de la connaissance à l'écriture, et des effets de ces nouvelles configurations sur les

modalités d'appropriation des produits de cette recherche.

Outils de la recherche participative mobilisés

De prime abord, il est essentiel de souligner la différence entre la production d'informations et d'analyses et celle de la paternité/maternité de l'écriture. Les études de cas mentionnées dessinent une diversité de configurations, chacune suivant son propre cheminement. Ainsi les Quilombolas du haut Trombetas au nord de l'Amazonie vivent sur un territoire revendiqué par une compagnie minière qui se superpose à une réserve biologique et une forêt nationale. En vertu de la législation environnementale et de celle sur les droits territoriaux, ces communautés afro-descendantes sont exhortées à produire des « diagnostics » pour évaluer les « impacts environnementaux » des activités minières et forestières. Conformément à leur protocole de consultation préalable, libre et informée, établi en 2018, l'association des communautés de ce quilombo a soumis à une discussion interne, la pertinence, la méthodologie et la possibilité d'un diagnostic participatif. La réalisation de celui-ci ne devait cependant pas oblitérer les priorités déjà denses des communautés en raison d'autres demandes. Il s'agissait également de prendre en compte les différents niveaux organisationnels de ce territoire où vivent 300 familles regroupées en plusieurs communautés. La coordination reposait sur deux chercheurs et deux Quilombolas. Il existait déjà un important corpus de données publiées issues de travaux scientifiques et dans un langage peu accessible, qui demandait à être travaillé, ainsi que des documents

élaborés par et pour des instances publiques. Cinq documents ont été retenus et revus au crible de l'existence de données, discursives ou cartographiques, sur la biodiversité et l'impact des politiques publiques. Ces données ont été débattues avec comme maîtres-d'œuvre les représentants quilombolas. Les représentants quilombolas ont combiné ces données avec les résultats obtenus par les méthodologies traditionnelles de leur propre communauté, et les ont interprétées de manière à les rendre intelligibles selon leur perspective. Néanmoins, même publiées ou recueillies par un « autre », les Quilombolas actent que les connaissances issues de leur société demeurent les leurs et doivent être reconnues comme telles.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Les volumes 16 et 17 publiés nous fournissent des pistes pour mieux comprendre la pratique de la recherche interculturelle. Les points mentionnés permettent de repenser les relations de domination impliquées dans le mode de production de la connaissance scientifique hégémonique et dans des thèmes supposés consensuels (reconnaissance des auteurs, co-auteurs, collaborateurs ou mentions des

interviewés et autres). De nouvelles configurations émergent et nous font pointer l'urgence de repenser les dispositifs « occidentaux » de recherche. Il faut aussi replacer cette discussion au sein des transformations récentes de l'université qui s'ouvre à des politiques d'action positive (loi des « quotas » 12.711/2012 et autres) qui ont problématisé l'inégalité ethnique et raciale, ainsi que l'inégalité socio-économique d'accès et de permanence à l'université. Aujourd'hui (2021), 50 % des postes universitaires sont attribués à des titulaires de quotas et environ 30 % d'entre eux à des personnes noires, métisses (*pardos*) et indigènes. Ces politiques permettent d'avoir un rapport en prise avec la diversité des épistémologies de production, et de reproduction de la connaissance. Dans le quotidien des disciplines, les enseignants sont interrogés sur des bibliographies qui peinent à voir le monde depuis le Sud. Les innovations dans l'enseignement et la recherche sont multiples. Un des exemples les plus emblématiques et pionnier de la recherche interculturelle est l'ouvrage de Davi Kopenawa et Bruce Albert, *La chute du ciel* (2015), qui offre de nombreuses réflexions et rend explicite l'exercice de la reconnaissance de l'autre, la longue durée et la solidarité politique socio-environnementale.

À RETENIR

Ce court texte montre que les recherches multiculturelles sont loin de se réduire à un contenu, même amplement discuté par les parties, et qu'il est essentiel de préserver les possibilités de choix dans la forme d'interlocution souhaitée par les populations locales. Ce qui pourrait être lu comme un préliminaire à la recherche est de fait constitutif de celle-ci.

Concilier approches critiques et approches engagées

La justice environnementale au cœur de l'aménagement des plaines inondables

Jean-Philippe Venot, IRD, UMR G-EAU, Montpellier, France

Mise en contexte

Phnom Penh est située au carrefour de 4 rivières et marque le commencement du delta du Mékong. Les plaines deltaïques cambodgiennes sont caractérisées par des canaux en terre résultant à la fois de processus hydrologiques et d'interventions anthropiques remontant au milieu du XIX^e siècle. Ces *preks* structurent les paysages et sont utilisés à diverses fins : voie de communication, approvisionnement en eau pour l'agriculture, zone de pêche, etc. Depuis une vingtaine d'années, le gouvernement cambodgien et ses partenaires techniques et financiers voient dans les *preks* un moyen d'intensifier les systèmes agricoles de la région. D'ambitieux programmes visant à un contrôle accru des flux d'eau ont été mis en œuvre ; ils se caractérisent par une faible attention portée aux enjeux de justice environnementale.

Contact

jean-philippe.venot@ird.fr

Pour aller plus loin

VENOT J.-P. et JENSEN C.B., 2021 – A multiplicity of prek(s): Enacting a socionatural mosaic in the Cambodian upper Mekong delta. *Environment and Planning E: Nature and Space*, 5 (3) : 1446-1465.

VENOT J.-P. *et al.*, 2022 – Mosaic glimpses: Serious games, generous constraints, and sustainable futures in Kandal, Cambodia. *World Development*, 151. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105779>

VOINOV A. et BOUSQUET F., 2010 – Modeling with stakeholders. *Environmental Modelling & Software*, 25 (11) : 1268-1281.

Description de la recherche et du dispositif

Les recherches, initiées en 2016, sont conduites de façon indépendante, en parallèle de programmes de développement financés par l'AFD pour une intensification durable de l'agriculture irriguée au Cambodge, et cherchent à influencer ces derniers. Outre des chercheurs de l'IRD et du Cirad, elles impliquent des enseignants-chercheurs de l'université royale d'agriculture (URA) et des membres d'une ONG cambodgienne, l'Irrigation Service Center (ISC), spécialisée dans l'accompagnement de collectifs d'agriculteurs dont des irrigants. Les activités de recherche ont un triple objectif : 1) mieux comprendre les dynamiques socio-environnementales dans les plaines deltaïques cambodgiennes et le rôle des *preks* ; 2) créer des arènes de concertation multi-acteurs pour mieux faire valoir les connaissances et les priorités des populations vivant le long des *preks* ; 3) proposer des modes d'aménagements des plaines inondables qui ne reposent pas exclusivement sur la construction d'infrastructures de contrôle des ressources en eau et l'intensification agricole, prenant en compte la multidimensionnalité des plaines inondables.

Outils de la recherche participative mobilisés

Les recherches associent les cadres analytiques de l'anthropologie du développement et des études des sciences et techniques à une approche de modélisation d'accompagnement (*Companion Modeling*), dont l'objectif est de permettre à des groupes d'acteurs hétérogènes d'identifier des enjeux de gestion



© J.-P. Venot



© J.-P. Venot

Ateliers participatifs où le jeu sérieux « Dai prek » appuie l'exploration de diverses modalités d'aménagement des plaines inondables cambodgiennes.

des ressources naturelles et d'y répondre collectivement. Les recherches relèvent d'une posture qui se veut à la fois engagée et réflexive : il s'agit d'assumer la non-neutralité du chercheur et d'analyser comment ses valeurs, ses intérêts et ses objectifs orientent et contraignent le processus de recherche participative, non pas pour disqualifier ce dernier, mais pour mieux en apprécier sa portée éventuelle. L'approche se caractérise par l'utilisation d'objets-intermédiaires, tels des

jeux sérieux ou des modèles à base d'agents, mobilisés lors d'ateliers participatifs et autour desquels les débats sur les enjeux à résoudre et les réponses collectives à y apporter s'organisent. La modélisation d'accompagnement se caractérise par une approche itérative au cours de laquelle les outils mobilisés (et initialement conçus par un sous-groupe d'acteurs, dans notre cas les chercheurs de l'IRD et du Cirad) sont progressivement modifiés. Un diagnostic interdisciplinaire – hydrologie, pratiques agricoles et économie rurale, gestion des ressources naturelles, dynamique de peuplement et relations socio-politiques – a été réalisé dans le cadre d'entretiens auprès de divers acteurs (décideurs, agents de développement, élus locaux, usagers des ressources naturelles). Nous avons ensuite développé un jeu sérieux intitulé « Dai prek », dont le support de jeu consiste en une série de tuiles de contreplaqué qui peuvent être assemblées par les participants, ou en une carte simplifiée des plaines deltaïques cambodgiennes représentant leur environnement de vie. Les participants y jouent le rôle d'agriculteurs ou de décideurs ayant pour objectif collectif d'atteindre un certain niveau de production agricole préservant l'environnement de dégradations éventuelles. Pour atteindre cet objectif, ils peuvent choisir parmi une liste d'options d'intervention, dont les impacts agricoles et environnementaux varient en fonction d'une hydrologie incertaine. Ainsi, les données collectées rendent compte des priorités et des visions de chacun des participants ; l'observation des sessions de jeu permet aussi de mieux cerner les relations entre acteurs. Le jeu ne vise pas à faire émerger une trajectoire qui serait « meilleure » que les

autres, mais à initier un débat sur différentes trajectoires d'aménagement possibles des plaines deltaïques cambodgiennes et leurs implications en termes de pratiques agricoles, dynamiques d'inondations, mais aussi la répartition de leurs coûts et des bénéfices sociaux et économiques potentiels.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Ici, l'ambition de la recherche participative était d'identifier des alternatives à la construction d'infrastructures hydrauliques pour l'intensification agricole dans les plaines deltaïques cambodgiennes, idéalement sur proposition des populations locales, qui seraient ensuite mises en œuvre. Les recherches ont permis d'ouvrir un débat, mais les projets de développement continuent de donner la primauté aux infrastructures. Cela est dû à la difficulté de revenir sur des objectifs en termes de constructions qui avaient d'ores et déjà été actés lors de l'élaboration des projets de développement, mais aussi sur des pratiques et des cultures professionnelles ancrées dans l'ingénierie qui continuent de dominer le secteur de l'eau agricole. Si les « pratiques de terrain » ont peu évolué, la façon dont elles sont planifiées a cependant fortement changé : les activités de recherche participative ont contribué à l'émergence d'une planification territoriale des interventions, prenant en compte l'hydrologie complexe de la région. Cette approche territoriale vient compléter une démarche d'évaluation en termes de coûts-bénéfices qui tendait à apprécier les infrastructures hydrauliques indépendamment de leur environnement. Les recherches

s'inséraient ainsi dans des trajectoires territoriales particulières, qui sont cependant totalement remises en cause suite à la décision du gouvernement cambodgien de construire un canal de plusieurs centaines de kilomètres pour relier Phnom Penh au golfe

de Thaïlande. Dans un autre registre, l'ONG partenaire s'est approprié les méthodes utilisées, les a adaptées à ces besoins et les utilise de façon autonome pour accompagner des groupements d'irrigants dans d'autres régions du Cambodge.

À RETENIR

Concilier approches de recherche participative et cadres d'analyse critique tels que l'anthropologie du développement et les études des sciences et techniques constitue un terreau fertile pour comprendre les enjeux du développement, mais aussi pour penser une recherche en partenariat engagée pour la justice environnementale.

• Défis et enjeux de la co-production des connaissances face au changement climatique

Valeria Hernández, IRD, UMR Cessma, Paris, France

Mise en contexte

Le sud-est de l'Amérique du Sud, avec plus de 200 millions de personnes, est l'une des régions agricoles les plus importantes du marché international, et l'on y trouve la deuxième plus grande centrale hydroélectrique au monde. Afin de veiller à la souveraineté alimentaire et à la production énergétique, il est fondamental de mieux comprendre la variabilité climatique régionale et de rendre l'information climatique « appropriable » par les acteurs sociaux. Le projet international « Climax » (Climate Services Through Knowledge Coproduction) se concentre sur la coproduction de services climatiques autour de la prévisibilité du climat dans le secteur agricole en Argentine et le secteur hydroélectrique au Brésil.

Contact

valeria.hernandez@ird.fr

Description de la recherche et du dispositif

Afin de co-produire des services climatiques pour le secteur agricole en Argentine (prévisions hebdomadaires, systèmes d'alerte météorologique et hydrologique, formation de référents locaux pour la gestion intégrale de risque, etc.), le projet « Climax »¹ a organisé un espace de travail interdisciplinaire et intersectoriel dans la province de Chaco, qui intègre des acteurs académiques (climatologues, anthropologues, écologues, économistes, hydrologues) et non académiques (agriculteurs et paysans indigènes, décideurs politiques, enseignants des écoles agrotechniques locales, service météorologique national, Institut national de la technologie agricole). Ce collectif socialement hétérogène a été orienté par un intérêt défini conjointement : comprendre le rapport entre les conditions climatiques et les systèmes productifs agroécologiques familiaux et paysans afin de coproduire des informations climatiques nécessaires au développement de stratégies d'adaptation individuelles et collectives.

Du point de vue conceptuel, le dispositif de co-production de services climatiques utilisé est basé sur trois prémisses : 1) ouverture à l'altérité pour que les différents points de vue des participants puissent se manifester ; 2) valorisation symétrique des divers systèmes de connaissances impliqués afin de donner une place à l'hétérogénéité des compétences cognitives des participants ; 3) analyse de la structure du pouvoir afin de rendre compte des conditions

de la participation (et de la non-participation) des différents secteurs dans le processus de co-production. Dans cette perspective, la co-production se concentre sur la complémentarité des systèmes de connaissances et sur la capacité de les engager dans un dialogue qui cherche à produire des résultats socialement significatifs.

Outils de la recherche participative mobilisés

Le processus de dialogue a commencé par la mise en place du dispositif ethnographique qui a permis d'assurer une présence territoriale forte des acteurs académiques et l'analyse des conditions sociales (organisation politique et culturelle des communautés locales, trajectoires socio-techniques et productives, usage des biens communs, etc.) et climato-environnementales (prévisibilité, régime des zones humides, influence de El Niño/La Niña, etc.), dans lesquelles prennent place les différents systèmes agro-productifs. Au cours de cette première période, on a également construit une pratique de travail collaboratif : visites régulières aux producteurs dans leurs fermes ; co-organisation d'ateliers interdisciplinaires autour des thématiques décidées ensemble, évaluation conjointe des expériences et proposition de modifications pour les activités à venir, entre autres. Un espace interdisciplinaire et intersectoriel, baptisé « Dialogue Bermejo », a ainsi été consolidé. Celui-ci a permis d'organiser les contributions des différentes composantes (académiques et non académiques)

1 • <http://www.climax-sa.org/>

épistémologique et méthodologique de la démarche de co-production de connaissances du projet « Climax » a donné lieu à des ateliers de formation à destination de la communauté académique dans le cadre des initiatives de la Communauté de Savoirs (CoSav) « Changement climatique » de l'IRD et d'autres arènes académiques et non académiques.

Résultats et effets obtenus grâce à la recherche

Cette expérience a permis de quantifier, de produire et de maintenir un système socio-technique d'alerte précoce qui fournit des informations hydro-climatiques (quantification journalière d'eau tombée, distribution spatiale de la pluie dans Bermejo, niveau de l'eau des fleuves et des rivières, prévision hebdomadaire de la pluie, alertes émises par le Service national météorologique argentin, informations fournies par le réseau provincial de stations

automatiques du Chaco, etc.) permettant aux producteurs familiaux et aux communautés indigènes d'affiner leurs stratégies d'adaptation aux événements météorologiques. Par ailleurs, des dynamiques d'institutionnalisation de co-production ont été mises en place afin que les effets vertueux du dialogue intersectoriel et interdisciplinaire gagnent de l'autonomie vis-à-vis du projet « Climax » (2016-2020). Ainsi, des vecteurs de socialisation concernant des secteurs non agricoles ont été mis en place, conférant aux connaissances co-produites le caractère de bien commun : émission de radio locale dédiée au débat sur le climat et ses impacts, élaboration de contenus pédagogiques et d'activités de formation pour les programmes pédagogiques des écoles agrotechniques locales, co-production de rapports à destination des décideurs, installation d'une station météorologique automatique gérée par « Dialogue Bermejo » et intégrée au réseau provincial de stations météorologiques, entre autres.

À RETENIR

Le processus de co-production de connaissances socialement significatives s'étale sur une temporalité longue, nécessite un cadre épistémologique solide et un engagement fort, aussi bien au niveau individuel que collectif. Les connaissances co-produites ont une valeur ajoutée du fait de leur robustesse sociale et des dynamiques interinstitutionnelles innovantes engagées par le dialogue. L'accompagnement des institutions politiques et scientifiques est fondamental pour la mise en place de cette approche.

Imprimé en France (La Courneuve)
sur les presses d'Isiprint
Dépôt légal : novembre 2025



SCIENCE DE LA DURABILITÉ

RECHERCHES PARTICIPATIVES

Volume 4

Ce 4^e volume consacré à la science de la durabilité continue d'approfondir la réflexion collective sur l'interdisciplinarité et l'ancrage territorial des activités de recherche dans les Suds. Centré sur les recherches participatives, cet ouvrage présente à la fois un état des lieux et des retours d'expériences. L'IRD partage ici avec l'ensemble de la communauté scientifique la richesse de ces recherches tout en abordant les questionnements épistémologiques, éthiques, de valeurs et les enjeux institutionnels qu'elles font émerger.



Déployer la recherche
Partager la science
Transformer l'avenir

www.editions.ird.fr



978-2-7099-3094-9